



PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de BOURS

Département des Hautes-Pyrénées (65)

PIECE N°0 PROCEDURE

P.L.U. arrêté le 18/12/2019

Enquête Publique du 16/11/2020 au 18/12/2020

P.L.U. approuvé le 30/06/2021

LISTE DES PIECES

Délibération n°3 du 30/06/2021 - Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOURS (Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes - Pyrénées)

Délibération n°4 du 30/06/2021 – Institution du droit de préemption urbain - commune de BOURS (Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes - Pyrénées)

Délibération n°5 du 30/06/2021 – Edification des clôtures sur le territoire de la commune de BOURS : soumission à déclaration préalable (Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes - Pyrénées)

Arrêté n°2020- SAEU- 07 en date du 23/10/2020 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes – Pyrénées prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bours

Délibération n°2 du 18/12/2019 - Bilan de la concertation et arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours (Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes - Pyrénées)

Délibération n°3 du 10/04/2018 – Elaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOURS – Modifications du P.A.D.D. et débat sur le document (Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes - Pyrénées)

Délibération n°11 du 28/09/2017 - Modernisation du contenu du P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues : application des dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 (Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes - Lourdes - Pyrénées)

Délibération du 11/04/2017 – Révision du P.O.S./ Transformation en P.L.U. de la commune - accord sur la poursuite de la procédure par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (Conseil Municipal de BOURS)

Délibération du 13/12/2016 - Débat sur le P.A.D.D. – Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (Conseil Municipal de BOURS)

Délibération du 09/12/2014 – Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et modalités de la concertation (Conseil Municipal de BOURS)

Conseil Communautaire du mercredi 30 juin 2021

Délibération n° 3

Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours

Date de la convocation : le 14 juin 2021

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jérôme CRAMPE
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
Mme Evelyne RICART
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Emmanuel ALONSO
Mme Christiane ARAGNOU
M. Erick BARROUQUERE-THEIL
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
Mme Marie-Henriette CABANNE
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
M. Jean-Luc DOBIGNARD
M. Philippe ERNANDEZ
M. Jacques GARROT
M. Jean-Paul GERBET
M. Romain GIRAL
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Roger LESCOUTE
Mme Isabelle LOUBRADOU
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Chantal PAULIEN
M. François RODRIGUEZ
Mme Nicole SARRAMEA

Mme Martine SIMON
Mme Lola TOULOUZE
M. Guy VERGES
M. Christian ZYTYNSKI
M. Vincent ABADIE
M. Eric ABBADIE
Mme Christine ABBADIE-CHELLE
Mme Laurence ANCIEN
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Christine ASSOUERE
Mme Marie-Paule BARON
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Rebecca CALEY
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
M. Claude CAUSSADE
M. Jean-François CAZAJOUS
M. Joël CAZEDEBAT
M. Hervé CHARLES
Mme Isabelle CHEDEVILLE
M. Serge CIEUTAT
M. Daniel DARRE
M. Pierre DARRE
M. Jean-François DRON
Mme Christiane DURAND
M. Henri FATTA
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Patrick GASCHET
Mme Sylvie GONZALEZ GOMEZ
M. Gilbert GRAVELEINE
Mme Nathalie HUMBERT
M. Philippe JOUANLOU
Mme Agnès LABARTHE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO

**M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Marion MARIN
Mme Francine MATEOS
Mme Myriam MENDES**

**Mme Marie PLANE
Mme Claudine RIVALETTO
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Sandrine TOUZET**

Excusés :

**M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Philippe LASTERLE
Mme Cécile PREVOST
M. Guillaume ROSSIC
Mme Maryse VERDOUX
Mme Véronique DUTREY
M. Frédéric LAVAL**

**M. Laurent PENIN
M. Thierry LAVIT donne pouvoir à M.
Gérard TREMEGE**

**M. Pascal CLAVERIE donne pouvoir à M.
Jean-Paul GERBET**

**Mme Andrée DOUBRERE donne pouvoir à
M. Gérard TREMEGE
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à Mme
Marie PLANE**

**Mme Caroline BAPT donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY**

**Mme Frédérique BELLARDI donne pouvoir
à M. Hervé CHARLES**

Mme Angélique BERNISSANT donne

pouvoir à Mme Marion MARIN

**Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à
M. Gilles CRASPAY**

**M. Mohamed DILMI donne pouvoir à M.
Philippe ERNANDEZ**

**M. Jean-Marc DUCLOS donne pouvoir à M.
Robert SUBERCAZES**

**M. Paul HABATJOU donne pouvoir à M.
Ange MUR**

**M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND**

**M. Bruno LARROUX donne pouvoir à M.
Jean-Paul GERBET**

**Mme Catherine MARALDI donne pouvoir à
M. David LARRAZABAL**

**M. Philippe MASCLE donne pouvoir à Mme
Chantal PAULIEN**

**M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS**

**Mme Gisèle VINCENT donne pouvoir à M.
Denis FEGNE**

Absent(s) :

**M. Louis CASTERAN
M. Christian LABORDE
M. Paul SADER
M. Claude ANTIN
M. Jean-Philippe BAKLOUTI
M. Gérard BOUE
M. Yves CARDEILHAC
M. Christophe CAVAILLES
Mme Christelle COATRINE**

**M. Sébastien CYPRES
M. Serge DUCLOS
Mme Evelyne LABORDE
M. Pierre LAGONELLE
Mme Sylvie MAZUREK
M. Stéphane NOGUEZ
M. Sylvain PERETTO
M. Patrick PEY
Mme Virginie SIANI WEMBOU**

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L5111-4 et L5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L101-1 et L101-2, L153-11 et suivants, R153-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-

Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 13 décembre 2016 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a débattu des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.),

Vu la délibération en date du 11 avril 2017 par laquelle la commune de Bours donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°11 en date du 28 septembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées s'est prononcé en faveur de la modernisation du contenu des P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues,

Vu la délibération n°3 en date du 10 avril 2018 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a adopté les modifications apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) et débattu des orientations,

Vu la délibération n°2 en date du 18 décembre 2019 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de P.L.U. de la commune de Bours,

Vu l'ensemble des avis rendus sur le projet de P.L.U. de Bours par les Personnes Publiques Associées et consultées, par l'Autorité Environnementale et par la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers,

Vu l'arrêté n°2020- SAEU- 07 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, en date du 23 octobre 2020, prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique portant sur l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bours,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 novembre au 18 décembre 2020 inclus (soit une durée de 33 jours consécutifs) à la mairie de Bours et au bâtiment de la Communauté d'Agglomération situé à Tarbes, sous l'autorité de Monsieur Maurice BOER, commissaire enquêteur désigné par décision de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau n°E20000051/64 en date du 27 août 2020,

Vu les observations du public, inscrites sur le registre papier, déposées sur le registre dématérialisé et relatives au projet de P.L.U.,

Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable assorti de recommandations rendus par le commissaire enquêteur sur le projet de P.L.U. de la commune de Bours,

Vu les modifications apportées au projet de P.L.U. arrêté de la commune de Bours, figurant en annexe de la présente délibération, pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur,

Vu le dossier de P.L.U. modifié annexé à la présente délibération, composé des pièces suivantes : la pièce « procédure », le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables », le règlement, les annexes, les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, créée au 1^{er} janvier 2017 et disposant de la compétence aménagement de l'espace communautaire, a poursuivi la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bours, suite à l'accord donné par cette dernière par délibération en date du 11 avril 2017.

La Communauté d'Agglomération, en collaboration avec les élus de la commune de Bours, a ainsi finalisé les travaux d'élaboration du P.L.U., arrêté le projet de P.L.U. en Conseil Communautaire au mois de décembre 2019 et engagé les phases de consultations obligatoires.

L'enquête publique a été organisée aux mois de novembre et décembre 2020 sur le projet de P.L.U.

Par la suite, les services de la Communauté d'Agglomération et les élus de la commune de Bours ont examiné les différents avis des personnes publiques associées et consultées, les observations du public et les recommandations du commissaire enquêteur à la fin des étapes de consultation.

Considérant que les avis des personnes publiques associées et consultées, les observations du public et les recommandations du commissaire enquêteur ont conduit à apporter des modifications au projet de P.L.U. sans remettre en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ni l'économie générale du projet de P.L.U.

Considérant que les avis et observations issues des différentes étapes de consultations, les recommandations formulées par le commissaire enquêteur et les modifications apportées au projet de P.L.U. de Bours ont été présentés en conférence intercommunale des maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération le 17 juin 2021, conformément aux dispositions de l'article L153-21 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que les modifications effectuées sur le projet de P.L.U. de Bours sont présentées dans le tableau ci- annexé.

Considérant que le projet de P.L.U. ainsi modifié de la commune de Bours a été présenté en Commission d'Aménagement de l'Espace/ PLUI/ Urbanisme le 24 juin 2021, et que l'ensemble du dossier a été transmis aux délégués communautaires et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération situé au siège de la collectivité, à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées est appelé à approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours, conformément aux dispositions de l'article L153- 21 du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver les modifications apportées au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours, telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 : d'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 : de transmettre à Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées la présente délibération accompagnée du dossier du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours, composé des pièces suivantes, conformément aux dispositions de l'article L.151-2 du Code de l'urbanisme :

- | | |
|--|---|
| 0- Procédure | 1- Rapport de présentation |
| 2- Projet d'Aménagement et de Développement Durables | 3- Règlement |
| 4- Annexes | 5- Orientations d'Aménagement et de Programmation |

Le dossier P.L.U. est complété, pour information, de la pièce «0- Procédure » regroupant l'ensemble des actes pris par les collectivités, au cours de la procédure d'élaboration du P.L.U.

Article 4 : d'indiquer que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours deviendra exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois, à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet des Hautes- Pyrénées, conformément aux dispositions de l'article L153- 24 du Code de l'Urbanisme, sauf si, dans ce délai, il notifie des modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au P.L.U. En ce cas, il ne sera exécutoire qu'à compter de l'intervention des modifications demandées.

Article 5 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures réglementaires de publicité, conformément aux dispositions des articles R153- 20 et R153- 21 Code de l'Urbanisme. Elle sera en outre publiée sur le portail national de l'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article R153-22 du Code de l'Urbanisme.

Article 6 : le Plan Local d'Urbanisme approuvé sera tenu à la disposition du public, en mairie de Bours et au siège de la Communauté d'Agglomération aux jours et heures d'ouverture habituels au public.

Article 7 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Annexe 1 à la délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de BOURS

Tableau récapitulatif des modifications apportées au projet de P.L.U. entre l'arrêt et l'approbation de ce dernier suite à la consultation des P.P.A. et à l'enquête publique

Pièces du P.L.U. modifiées	Modifications effectuées	Source de la modification
Rapport de présentation	Ajout d'une annexe au Rapport de Présentation relative à la non dissémination des espèces exotiques.	Avis des P.P.A. (Institution Adour)
	Correction de formes, précisions apportées notamment sur le traitement des eaux usées, les logements locatifs, les eaux pluviales, le parc photovoltaïque en projet, les champs captants, et mise à jour des surfaces des différentes zones.	Avis des P.P.A. (Préfecture, CD65, CATLP), Enquête Publique
	Corrections apportées dans la partie « explication des choix retenus » en lien avec les éléments modifiés dans les pièces réglementaires (ci-après).	Avis des P.P.A., Enquête Publique
Règlement graphique	Ajout d'un emplacement réservé concernant le projet de déviation nord de l'agglomération Tarbaise au bénéfice du Département des Hautes- Pyrénées.	Avis des P.P.A. (CD65)
	Zones 1AUa et 1AUB/ O.A.P. 2 : relocalisation des secteurs réservés à l'habitat intermédiaire et aux petits collectifs pour assurer une cohérence entre formes urbaines et gabarit des constructions à venir avec ceux des constructions environnantes situées en continuité.	Enquête Publique
	Ajustement des contours de la zone Ner dédiée au projet de parc photovoltaïque.	Enquête Publique
Règlement écrit	Précisions apportées à certaines notions comprises dans la partie « dispositions générales » (notamment définition de l'annexe, zones humides identifiées).	Avis des P.P.A. (CATLP – service autorisations / droit des sols)



Tableau récapitulatif des modifications apportées au projet de P.L.U. entre l'arrêt et l'approbation de ce dernier suite à la consultation des P.P.A. et à l'enquête publique

Pièces du P.L.U. modifiées	Modifications effectuées	Source de la modification
Règlement écrit	Précisions apportées à certaines règles écrites, dont les implantations vis-à-vis des voies en zone UB, les activités de diversification agricole autorisées en zone A.	Avis des P.P.A. (CATLP – service autorisations / droit des sols)
	Zones 1AUa et 1AUb : ajustements du règlement écrit, notamment l'article « 1AUa/b 2.1.2 – Implantation par rapport aux voies publiques et privées et emprises publiques » (suppression de la création d'un front bâti en 1AUa). Ces ajustements font suite aux travaux de reprise de l'O.A.P. n°2 suite à l'enquête publique (relocalisation des secteurs réservés à l'habitat intermédiaire et aux petits collectifs pour assurer une cohérence entre formes urbaines et gabarit des constructions à venir avec ceux des constructions environnantes situées en continuité).	Enquête Publique
	Ajustement des règles d'implantations vis-à-vis des limites en zone Ner.	Enquête Publique
Prescriptions	Ajout de la prescription de type « élément remarquable du paysage » afin de localiser la zone humide identifiée sur les zones U et 1AU lors des inventaires terrains réalisés dans le cadre de l'évaluation environnementale.	Avis des P.P.A. (Institution Adour, Préfecture)
Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)	O.A.P. n°2/ précision pour la liaison Nord-Sud : montrer qu'il s'agit bien <u>d'un principe</u> de voirie à étudier en fonction du projet, en prenant notamment en compte la cohérence environnementale et paysagère de la zone NL3.	Avis des P.P.A. (Préfecture, Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers)



Tableau récapitulatif des modifications apportées au projet de P.L.U. entre l'arrêt et l'approbation de ce dernier suite à la consultation des P.P.A. et à l'enquête publique

Pièces du P.L.U. modifiées	Modifications effectuées	Source de la modification
Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)	O.A.P. n°2/ indication de la forme urbaine souhaitée en zone 1AUb : petits collectifs ou habitat intermédiaire de mêmes gabarits que les bâtisses traditionnelles présentes sur la commune de Bours afin de respecter les formes urbaines environnantes situées en continuité.	Enquête Publique
	O.A.P. n°2 : instauration d'une bande de 5 mètres « non aedificandi » sur le pourtour de l'O.A.P. n°2 (limites séparatives avec la zone U) afin de limiter les conflits d'usage.	Enquête Publique
	O.A.P. n°2 : relocalisation des secteurs réservés à l'habitat intermédiaire et aux petits collectifs (en lien avec le règlement graphique).	Enquête Publique
	O.A.P. n°2 : correction des superficies indiquées (superficie totale et superficies des différents secteurs)	Enquête Publique
Annexes	Mise à jour de la servitude d'utilité publique I4.	Avis des P.P.A. (R.T.E.)
	Ajout de l'arrêté préfectoral portant mise à jour du classement sonore des infrastructures routières du Département des Hautes- Pyrénées (RD8) du 12/02/2012.	Avis des P.P.A. (Préfecture)
	Ajout des servitudes d'utilité publique concernant l'aviation civile.	Avis des P.P.A. (Préfecture)

Conseil Communautaire du mercredi 30 juin 2021

Délibération n° 4

Institution du droit de préemption urbain – commune de Bours

Date de la convocation : le 14 juin 2021

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jérôme CRAMPE
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
Mme Evelyne RICART
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Emmanuel ALONSO
Mme Christiane ARAGNOU
M. Erick BARROUQUERE-THEIL
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
Mme Marie-Henriette CABANNE
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
M. Jean-Luc DOBIGNARD
M. Philippe ERNANDEZ
M. Jacques GARROT
M. Jean-Paul GERBET
M. Romain GIRAL
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Roger LESCOUTE
Mme Isabelle LOUBRADOU
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Chantal PAULIEN
M. François RODRIGUEZ
Mme Nicole SARRAMEA

Mme Martine SIMON
Mme Lola TOULOUZE
M. Guy VERGES
M. Christian ZYTYNSKI
M. Vincent ABADIE
M. Eric ABBADIE
Mme Christine ABBADIE-CHELLE
Mme Laurence ANCIEN
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Christine ASSOUERE
Mme Marie-Paule BARON
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Rebecca CALEY
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
M. Claude CAUSSADE
M. Jean-François CAZAJOUS
M. Joël CAZEDEBAT
M. Hervé CHARLES
Mme Isabelle CHEDEVILLE
M. Serge CIEUTAT
M. Daniel DARRE
M. Pierre DARRE
M. Jean-François DRON
Mme Christiane DURAND
M. Henri FATTA
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Patrick GASCHET
Mme Sylvie GONZALEZ GOMEZ
M. Gilbert GRAVELEINE
Mme Nathalie HUMBERT
M. Philippe JOUANOLOU
Mme Agnès LABARTHE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO

**M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Marion MARIN
Mme Francine MATEOS
Mme Myriam MENDES**

**Mme Marie PLANE
Mme Claudine RIVALETTO
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Sandrine TOUZET**

Excusés :

M. Jean-Claude BEAUCOUESTE

M. Philippe LASTERLE

Mme Cécile PREVOST

M. Guillaume ROSSIC

Mme Maryse VERDOUX

Mme Véronique DUTREY

M. Frédéric LAVAL

M. Laurent PENIN

M. Thierry LAVIT donne pouvoir à M.

Gérard TREMEGE

M. Pascal CLAVERIE donne pouvoir à M.

Jean-Paul GERBET

Mme Andrée DOUBRERE donne pouvoir à

M. Gérard TREMEGE

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à Mme

Marie PLANE

Mme Caroline BAPT donne pouvoir à M.

Philippe BAUBAY

Mme Frédérique BELLARDI donne pouvoir

à M. Hervé CHARLES

Mme Angélique BERNISSANT donne

pouvoir à Mme Marion MARIN

Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à

M. Gilles CRASPAY

M. Mohamed DILMI donne pouvoir à M.

Philippe ERNANDEZ

M. Jean-Marc DUCLOS donne pouvoir à M.

Robert SUBERCAZES

M. Paul HABATJOU donne pouvoir à M.

Ange MUR

M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme

Christiane DURAND

M. Bruno LARROUX donne pouvoir à M.

Jean-Paul GERBET

Mme Catherine MARALDI donne pouvoir à

M. David LARRAZABAL

M. Philippe MASCLE donne pouvoir à Mme

Chantal PAULIEN

M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.

Claude LESGARDS

Mme Gisèle VINCENT donne pouvoir à M.

Denis FEGNE

Absent(s) :

M. Louis CASTERAN

M. Christian LABORDE

M. Paul SADER

M. Claude ANTIN

M. Jean-Philippe BAKLOUTI

M. Gérard BOUE

M. Yves CARDEILHAC

M. Christophe CAVAILLES

Mme Christelle COATRINE

M. Sébastien CYPRES

M. Serge DUCLOS

Mme Evelyne LABORDE

M. Pierre LAGONELLE

Mme Sylvie MAZUREK

M. Stéphane NOGUEZ

M. Sylvain PERETTO

M. Patrick PEY

Mme Virginie SIANI WEMBOU

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Institution du droit de préemption urbain – commune de Bours

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L5111-4 et L5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L210-1 et suivants, L211- 1 et suivants, L213- 1 et suivants, R211- 1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-

Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°5 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées en date du 15 juillet 2020, relative à la délégation de compétences du Conseil Communautaire au Président et au Bureau,

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 11 avril 2017 par laquelle la commune de Bours donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°2 en date du 18 décembre 2019 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de P.L.U. de la commune de Bours,

Vu la délibération n°3 en date du 30 juin 2021 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées exerçant de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire, cela emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L211- 2 du Code de l'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours ayant été approuvé par le Conseil Communautaire, il est proposé d'instaurer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines, quelle que soit leur vocation, et des zones d'urbanisation future (1AUa et 1AUb) délimitées par le règlement graphique de ce document d'urbanisme.

L'objectif est de permettre, sur le territoire de la commune de Bours et dans l'intérêt général, la réalisation d'actions ou d'opérations répondant aux objets définis à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, ou la constitution de réserves foncières en vue de rendre possible la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation future (1AUa et 1 AUb) du Plan Local d'Urbanisme approuvé de la commune de Bours, dont le plan est joint en annexe.

Article 2 : d'indiquer que la présente délibération fera l'objet des mesures réglementaires de publicité, conformément aux dispositions des articles R211- 2 et R211- 3 du Code de l'Urbanisme.

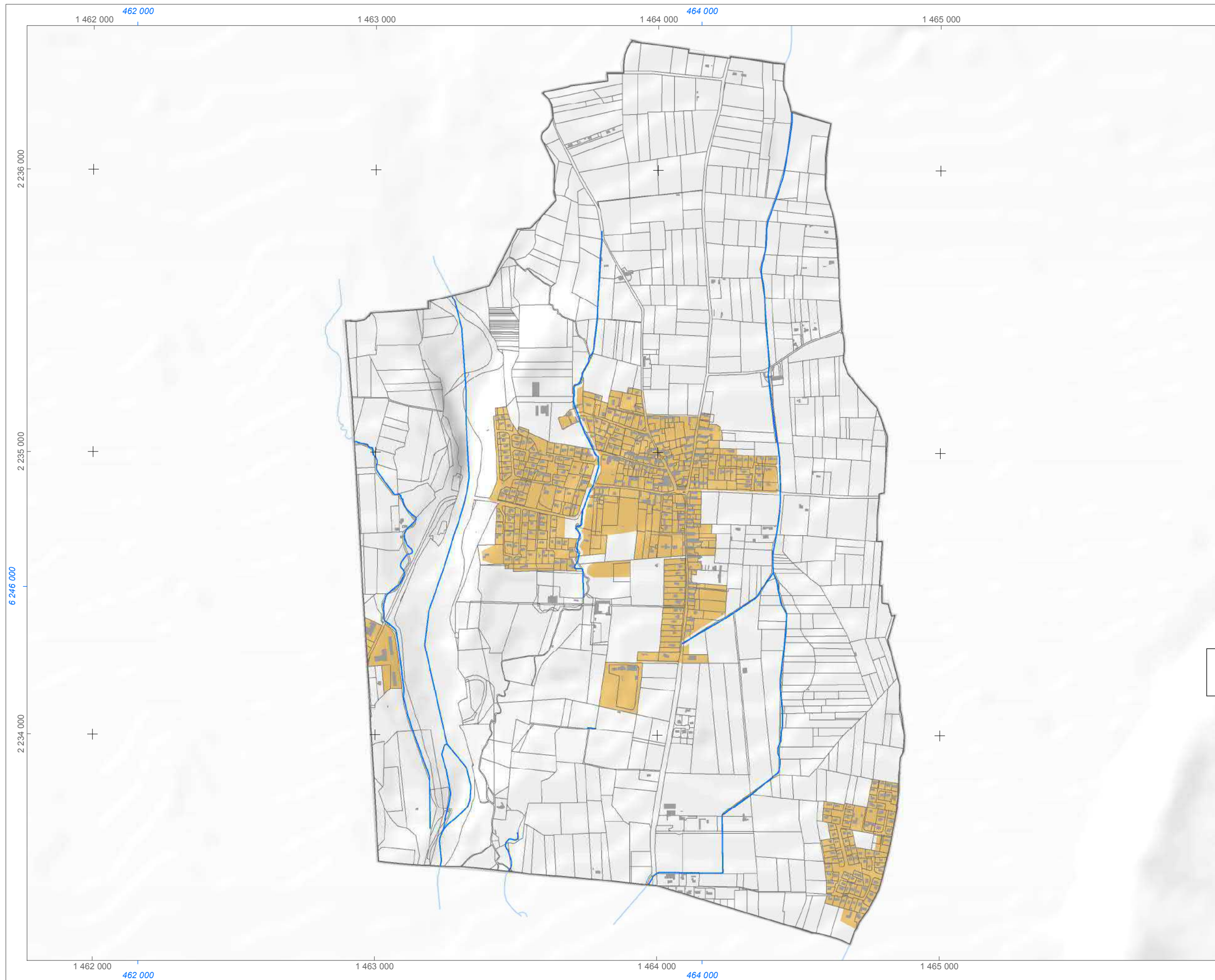
Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,




Gérard TRÉMÈGE.



JUIN 2021

00



- PLU -

Bours

Droit de préemption urbain

Périmètre du Droit de
Préemption Urbain
(DPU)


Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20210630-CC30062021_03b-AU
Date de télétransmission : 01/07/2021
Date de réception préfecture : 01/07/2021

au format A3

80 40 0 80 160 Mètres 1:12 500

Production : TADD, ASUP, Pyrénées
Cartographie
Source : IGN, RGE ; OpenData
Projection : Lambert 93
Le quadrillage en noir correspond au système
de projection RGF93 - CC43. Le quadrillage en
bleu correspond au système de projection RGF
- Lambert 93

N



Conseil Communautaire du mercredi 30 juin 2021

Délibération n° 5

Edification des clôtures sur le territoire de la commune de Bours : soumission à déclaration préalable

Date de la convocation : le 14 juin 2021

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jérôme CRAMPE
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
Mme Evelyne RICART
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Emmanuel ALONSO
Mme Christiane ARAGNOU
M. Erick BARROUQUERE-THEIL
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
Mme Marie-Henriette CABANNE
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
M. Jean-Luc DOBIGNARD
M. Philippe ERNANDEZ
M. Jacques GARROT
M. Jean-Paul GERBET
M. Romain GIRAL
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Roger LESCOUTE
Mme Isabelle LOUBRADOU
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Chantal PAULIEN
M. François RODRIGUEZ

Mme Nicole SARRAMEA
Mme Martine SIMON
Mme Lola TOULOUZE
M. Guy VERGES
M. Christian ZYTYSKI
M. Vincent ABADIE
M. Eric ABBADIE
Mme Christine ABBADIE-CHELLE
Mme Laurence ANCIEN
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Christine ASSOUERE
Mme Marie-Paule BARON
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Rebecca CALEY
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noël CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
M. Claude CAUSSADE
M. Jean-François CAZAJOUS
M. Joël CAZEDEBAT
M. Hervé CHARLES
Mme Isabelle CHEDEVILLE
M. Serge CIEUTAT
M. Daniel DARRE
M. Pierre DARRE
M. Jean-François DRON
Mme Christiane DURAND
M. Henri FATTA
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Patrick GASCHET
Mme Sylvie GONZALEZ GOMEZ
M. Gilbert GRAVELEINE
Mme Nathalie HUMBERT
M. Philippe JOUANOLOU
Mme Agnès LABARTHE
M. Bernard LACOSTE

M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Marion MARIN
Mme Francine MATEOS

Mme Myriam MENDES
Mme Marie PLANE
Mme Claudine RIVALETTO
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Sandrine TOUZET

Excusés :

M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Philippe LASTERLE
Mme Cécile PREVOST
M. Guillaume ROSSIC
Mme Maryse VERDOUX
Mme Véronique DUTREY
M. Frédéric LAVAL
M. Laurent PENIN
M. Thierry LAVIT donne pouvoir à M.
Gérard TREMEGE
M. Pascal CLAVERIE donne pouvoir à M.
Jean-Paul GERBET
Mme Andrée DOUBRERE donne pouvoir à
M. Gérard TREMEGE
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à Mme
Marie PLANE
Mme Caroline BAPT donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
Mme Frédérique BELLARDI donne pouvoir
à M. Hervé CHARLES
Mme Angélique BERNISSANT donne

pouvoir à Mme Marion MARIN
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à
M. Gilles CRASPAY
M. Mohamed DILMI donne pouvoir à M.
Philippe ERNANDEZ
M. Jean-Marc DUCLOS donne pouvoir à M.
Robert SUBERCAZES
M. Paul HABATJOU donne pouvoir à M.
Ange MUR
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Bruno LARROUX donne pouvoir à M.
Jean-Paul GERBET
Mme Catherine MARALDI donne pouvoir à
M. David LARRAZABAL
M. Philippe MASCLE donne pouvoir à Mme
Chantal PAULIEN
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Gisèle VINCENT donne pouvoir à M.
Denis FEGNE

Absent(s) :

M. Louis CASTERAN
M. Christian LABORDE
M. Paul SADER
M. Claude ANTIN
M. Jean-Philippe BAKLOUTI
M. Gérard BOUE
M. Yves CARDEILHAC
M. Christophe CAVAILLES
Mme Christelle COATRINE

M. Sébastien CYPRES
M. Serge DUCLOS
Mme Evelyne LABORDE
M. Pierre LAGONELLE
Mme Sylvie MAZUREK
M. Stéphane NOGUEZ
M. Sylvain PERETTO
M. Patrick PEY
Mme Virginie SIANI WEMBOU

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Edification des clôtures sur le territoire de la commune de Bours : soumission à déclaration préalable

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L5111-4 et L5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement l'article R421- 12 d),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale

et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 11 avril 2017 par laquelle la commune de Bours donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°2 en date du 18 décembre 2019 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de P.L.U. de la commune de Bours,

Vu la délibération n°3 en date du 30 juin 2021 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de Bours de soumettre à la procédure de déclaration préalable, sur l'ensemble de son territoire, l'édification des clôtures à l'exception des clôtures agricoles et forestières.

Considérant que l'objectif poursuivi est de s'assurer du respect des dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme en la matière, et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de soumettre à la procédure de déclaration préalable l'édification des clôtures, sur l'ensemble du territoire de la commune de Bours, en application des dispositions de l'article R421-12 d) du Code de l'urbanisme, à l'exception des clôtures agricoles et forestières.

Article 2 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- affichage réglementaire en Mairie de Bours et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées durant un mois,
- transmission au Représentant de l'État dans le département,
- publication au registre des délibérations,
- insertion au recueil des actes administratifs.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Nature de l'acte : 2.1
N°2020-SAEU-07

ARRÊTÉ

Prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique portant sur l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bours.

LE PRÉSIDENT,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 5211-9 et L5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L153-8 et suivants, R 153-1 et suivants, et R 153-11 à R 153-12,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre- Adour- Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe- Adour- Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Bours, en date du 9 décembre 2014, relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et aux modalités de concertation (révision du P.O.S./ transformation en P.L.U.),

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Bours, en date du 13 décembre 2016, portant débat sur le P.A.D.D.,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Bours, en date du 11 avril 2017, par laquelle la commune donne son accord sur la poursuite de la procédure d'élaboration du P.L.U. par la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées (article L153-9 du Code de l'Urbanisme),

Vu la délibération n°11 en date du 28 septembre 2017 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées relative à la modernisation du contenu du P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues (application des dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016),

Vu la délibération n°3 en date du 10 avril 2018 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées portant modifications et nouveau débat sur le P.A.D.D.,

Vu la délibération n°2 en date du 18 décembre 2019 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours,

Vu les différents avis recueillis et formulés par les Personnes Publiques Associées et consultées sur l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours,
Vu la décision n°E20000051/64 de désignation du commissaire enquêteur en date du 27 août 2020 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau,
Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique.

Après avoir consulté le commissaire enquêteur,

ARRETE :

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bours pendant une durée de 33 jours consécutifs à compter du lundi 16 novembre 2020 et jusqu'au vendredi 18 décembre 2020 inclus.

Article 2 :

Afin de mener un projet global d'aménagement et d'inscrire son territoire dans une nouvelle dynamique de développement, la commune de Bours a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)/ transformation en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) en décembre 2014.

Compte tenu des milieux et habitats naturels qui caractérisent le territoire de la commune de Bours, le projet de P.L.U. a fait l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L 122- 4 et suivants, et L 414- 4 du Code de l'Environnement.

En s'inscrivant dans cette démarche, les objectifs poursuivis par la commune étaient les suivants :

- redéfinir les zones urbanisées, pour tenir compte de l'évolution des besoins en matière de logement, et les délimitations des zones d'activités,
- améliorer les liaisons entre les différents secteurs communaux et le secteur de loisirs le long de l'Adour,
- améliorer le maillage des rues et favoriser les modes de déplacements doux en cohérence avec le plan de déplacements urbains élaboré à l'échelle de l'agglomération,
- valoriser le centre- ville, la zone de promenade autour du lac et les quartiers par une cohérence architecturale et paysagère,
- rééquilibrer l'offre de logements et favoriser la mixité urbaine,
- définir les types d'habitat à privilégier pour densifier le bâti et renforcer sa continuité dans les « dents creuses » et les zones dévolues à l'urbanisation.

La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, créée au 1^{er} janvier 2017, dispose de la compétence « aménagement de l'espace communautaire » (article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales). Il lui revient de conduire et finaliser la procédure d'élaboration du projet de P.L.U. de la commune de Bours, en collaboration avec les élus de la commune.

C'est donc le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération qui a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de P.L.U. de la commune Bours, par délibération n°2 en date du 18 décembre 2019.

L'ensemble du dossier de projet de P.L.U. de la commune de Bours doit être soumis à enquête publique pour que le public en prenne connaissance et fasse ses observations, suggestions et/ ou contre- propositions.

Article 3 :

Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, est la personne responsable du projet.

Le siège de l'enquête publique est situé en mairie de Bours – 1 rue de la République.

Tout renseignement relatif à cette enquête publique unique pourra être obtenu auprès de Madame Elodie BOUCHE – chargée de mission au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme (bâtiment de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au Téléport I à Juillan). Tél : 05.62.53.34.30.

Article 4 :

A été désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau :

- Monsieur Maurice BOER en qualité de commissaire enquêteur.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, Madame la Présidente du Tribunal Administratif ordonnera l'interruption de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera, le cas échéant, informé de ces décisions.

Article 5 :

Le dossier d'enquête publique ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés au siège de l'enquête publique, situé en mairie de Bours – 1 rue de la République.

Ils seront consultables par le public, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et horaires habituels d'ouverture de la mairie de Bours au public, soit :

- lundi : 8h00-12h00/ 14h00-18h00
- mardi : 8h00-12h00/ 16h00-19h00
- mercredi : 10h00-12h00
- jeudi : 8h00-12h00/ 14h00-18h00
- vendredi : 8h00-12h00/ 14h00-17h00

Plus particulièrement, le dossier d'enquête publique pourra être consulté :

- sous format papier et sur un poste informatique mis à la disposition du public en mairie de Bours, aux jours et horaires habituels d'ouverture de la mairie ;

- sous format papier et sur un poste informatique mis à la disposition du public au bâtiment de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au 30 avenue Antoine de Saint Exupéry à Tarbes, aux jours et horaires habituels d'ouverture au public soit : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Compte tenu de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID- 19, toute personne se rendant en mairie de Bours, ou au bâtiment de la Communauté d'Agglomération, pour consulter le dossier d'enquête publique et inscrire des observations sur le registre papier prévu à cet effet, devra se munir d'un masque et apporter son propre stylo.

Le dossier d'enquête publique sera également mis en ligne sur les sites internet suivants : www.mairie-bours65.fr et www.agglo-tlp.fr.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique et consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de Bours située au 1 rue de la République, ou les adresser par correspondance Monsieur le commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

MAIRIE DE BOURS
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Enquête publique - projet de P.L.U.
1 rue de la République – 65 460 BOURS

En se rendant sur le site <https://www.registre-numerique.fr/plu-bours>, le public aura aussi la possibilité de déposer ses observations sur un registre dématérialisé.

L'adresse courriel de dépôt des contributions est la suivante :
plu-bours@mail.registre-numerique.fr

Cette adresse courriel sera effective durant toute la durée de l'enquête publique, du lundi 16 novembre 2020 8h00 au vendredi 18 décembre 2020 minuit.

Article 6 :

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir ses observations et propositions écrites et/ ou orales, à la mairie de Bours, aux dates et horaires suivants :

DATES	HORAIRES
Lundi 16 novembre 2020	de 14h00 à 18h00
Jeudi 26 novembre 2020	de 9h00 à 12h00
Mardi 2 décembre 2020	de 16h00 à 19h00
Jeudi 10 décembre 2020	de 14h00 à 18h00
Vendredi 18 décembre 2020	de 9h00 à 12h00

Article 7 :

Un avis au public faisant connaître les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de celle- ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête publique, dans les deux journaux ci- après, diffusés dans le département :

- La Dépêche du Midi
- La Nouvelle République des Pyrénées

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête publique avant l'ouverture de celle-ci, en ce qui concerne la 1^{ère} insertion, et au cours de l'enquête publique pour la 2^{ème} insertion.

Cet avis sera également affiché :

- au siège de l'enquête publique situé en mairie de Bours, et aux lieux habituels d'affichage de la commune,
- au bâtiment de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au n°30 avenue Antoine de Saint- Exupéry à Tarbes,
- au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au bâtiment Téléport I sur la zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle à Juillan.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat de Monsieur le Maire de Bours et par un certificat de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées.

Cet avis sera également inséré sur les sites internet suivants : www.agglo-ttp.fr et www.mairie-bours65.fr, ainsi que sur le site abritant le registre dématérialisé d'enquête publique à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/plu-bours>

Article 8 :

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication :

- du dossier d'enquête publique dès publication du présent arrêté,
- des observations faites par le public au cours de l'enquête,
- du rapport et des conclusions rendus par le commissaire enquêteur,

et ce, dans les conditions prévues par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée.

Cette demande doit être adressée par écrit, à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, et envoyée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle- bâtiment Téléport I - CS 51331
65013 TARBES CEDEX 9

Article 9:

A l'expiration du délai de l'enquête publique prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté, le registre est clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours après clôture de l'enquête publique, le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et lui communiquera un procès- verbal de synthèse des observations émises.

Le Président de la Communauté d'Agglomération disposera d'un délai de quinze jours pour formuler ses remarques sur ce document.

Le commissaire enquêteur disposera ensuite d'un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête publique pour remettre au Président de la Communauté d'Agglomération le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public un mois après la date de clôture de l'enquête publique, et pour une durée d'un an au siège de la Communauté d'Agglomération, situé à la Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle – bâtiment Téléport I à Juillan (65290), ainsi qu'à la Mairie de Bours.

Ils seront aussi consultables sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées à l'adresse suivante : www.agglo-tp.fr

Article 10 :

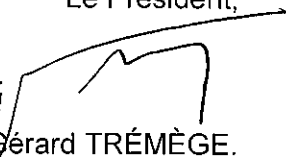
A l'issue de l'enquête publique, le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), éventuellement modifié, sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et, en cas d'approbation, sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet des Hautes- Pyrénées et de la réalisation des mesures de publicité requises.

Article 11 :

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Département des Hautes- Pyrénées,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau,
- Monsieur le Maire de la commune de Bours,
- Monsieur le Commissaire Enquêteur,
- Madame- Messieurs les Maires des communes limitrophes à la commune de Bours.

Fait à Juillan, le **23 OCT. 2020**

Le Président,

★ **Gérard TRÉMÈGE.**

★ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
★ TARDES
★ LOURDES
★ PYRENEES

Conseil Communautaire du mercredi 18 décembre 2019

Délibération n° 2

Bilan de la concertation et arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOURS

Date de la convocation : le 28 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Fabrice SAYOUS
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. François-Xavier BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noël CASSOU
M. Philippe CASTAING
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Laurent DUBOUIX
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Paul LAFAILLE
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Claudine RIVALETTO
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
Mme Florence GASSAN
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCC
M. David LARRAZABAL
Mme Myriam MENDES
M. Jean-François DRON
Mme Céline ROULET
M. Yannick BOUBEE donne pouvoir à M.
Christian ZYTYNSKI
M. Roger-Vincent CALATAYUD donne
pouvoir à M. Gérard TREMEGE
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.

Daniel DARRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Pierre MONTOYA
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Eugène
POURCHIER
M. Michel FORGET donne pouvoir à M.
Laurent TEIXEIRA
Mme Sylvie MARCHE donne pouvoir à M.
Jean-Michel LEHMANN

Absent(s) :

M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. Michel AUSINA
Mme Andrée DOUBRERE
M. Bruno VINUALES
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
Mme Elisabeth BRUNET
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
Mme Anne CANDEBAT REQUET
M. Yves CARDEILHAC

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Francis LAFON PUYO
M. Vincent MASCARAS
M. Laurent PENIN
M. Paul SADER
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOURS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les articles L5111-4 et L5216-5,
Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L101-1 et L101-2, L153-1 et suivants, R153-1 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02-DE
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 13 décembre 2016 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a débattu des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

Vu la délibération n°14 en date du 11 avril 2017 par laquelle la commune de Bours donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°11 en date du 28 septembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées s'est prononcé en faveur de la modernisation du contenu des P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues,

Vu la délibération n°3 en date du 10 avril 2018 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées portant modifications du P.A.D.D. du P.L.U. de la commune de Bours, et débat sur les orientations du document,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu le projet de P.L.U. de la commune de Bours annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que, par délibération en date du 9 décembre 2014, la commune de Bours a prescrit la révision du P.O.S. valant transformation en P.L.U., défini les modalités de la concertation ainsi que les objectifs poursuivis par la municipalité dans le cadre de cette révision.

Considérant que ces objectifs étaient les suivants :

- redéfinir les zones urbanisées afin de tenir compte de l'évolution des besoins en matière de logement, et les délimitations de zones d'activités,
- améliorer les liaisons entre les différents secteurs communaux et le secteur de loisirs le long de l'Adour,
- améliorer le maillage des rues et favoriser les modes de déplacements doux, en cohérence avec le plan de déplacements urbains élaboré à l'échelle de l'agglomération,
- valoriser le centre- ville, la promenade autour du lac et les quartiers par une cohérence architecturale et paysagère,
- rééquilibrer l'offre de logements et favoriser la mixité urbaine,
- définir les types d'habitat à privilégier pour densifier le bâti et renforcer sa continuité, dans les dents creuses et les zones dévolues à l'urbanisation.

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) a été débattu en Conseil Municipal le 13 décembre 2016, puis modifié et débattu en Conseil Communautaire le 10 avril 2018 d'une part, pour rectifier des erreurs matérielles et, d'autre part, pour modifier la rédaction de certains paragraphes du P.A.D.D.

Le P.A.D.D. se décline selon les quatre axes suivants :

- Axe 1 : affirmer l'identité rurale de Bours,
- Axe 2 : valoriser l'atout « nature » de Bours,
- Axe 3 : accompagner la dynamique économique du territoire,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_02-DE Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
--

- Axe 4 : favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques.

Considérant que les axes qui fondent le P.A.D.D. du projet de P.L.U. de la commune de Bours sont conformes aux dispositions des articles L 101-1 et L 101-2 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que, conformément aux dispositions des articles L103-3 à L 103-6 du Code de l'Urbanisme, la Conseil Municipal de la commune de Bours a défini les modalités de la concertation publique par délibération en date du 9 décembre 2014, à savoir :

- publication d'articles dans la presse locale et insertion d'articles dans le bulletin municipal ainsi que sur le site internet de la commune,
- dossier explicatif présentant les éléments du diagnostic et les enjeux communaux et tenu à la disposition du public à l'accueil de la mairie,
- organisation de réunions publiques annoncées par voie de presse.

Considérant que, durant l'élaboration du projet de P.L.U. de Bours, ces modalités ont permis d'associer à la définition du projet les habitants de la commune et les personnes publiques associées.

Qu'ainsi, la concertation a été concrètement mise en œuvre à travers :

- l'affichage de la délibération de prescription de la révision du P.O.S. valant transformation en P.L.U. du 9 décembre 2014, au panneau d'information de la mairie à compter du 15 décembre 2014,
- la publication d'articles, notamment dans le journal La Nouvelle République et le bulletin municipal,
- l'insertion, sur le site internet de la commune de Bours (rubrique « actualités ») et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées (rubrique « Aménagement, Urbanisme & Habitat » - onglet « PLUI/PLU ») d'informations relatives à l'élaboration du projet de de P.L.U.,
- la réalisation de deux bulletins « édition spéciale P.L.U. » en janvier et novembre 2019 pour tenir la population informée des avancées du dossier,
- la mise à disposition, en mairie, d'un registre pour recueillir par écrit les observations du public,
- la mise à disposition du public, en mairie, d'un dossier explicatif présentant les éléments du diagnostic et les enjeux communaux,
- l'organisation de réunions avec la population et les personnes publiques associées, dont les dates sont récapitulées dans le bilan de la concertation annexé à la présente délibération.

Considérant que le projet de P.L.U. de la commune de Bours a été présenté en Commission Aménagement de l'Espace et Urbanisme le 27 novembre 2018, et qu'une information complémentaire a été faite en cette même Commission le 16 décembre 2019.

Que l'ensemble du dossier a été transmis aux délégués communautaires et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération situé au siège de la collectivité, à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de P.L.U. de la commune de Bours, conformément aux articles L 153-14 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_02-DE Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
--

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bilan de la concertation afférente au projet de P.L.U. de la commune de Bours ci-annexé.

Article 2 : d'arrêter le projet de P.L.U. de la commune de Bours.

Article 3 : de soumettre, pour avis, le projet de plan arrêté aux personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à enquête publique, conformément aux dispositions des articles L 153- 16 et suivants du Code de l'Urbanisme.

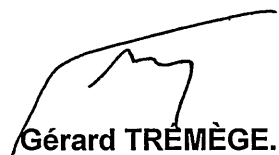
Article 4 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- affichage réglementaire en mairie de Bours et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées durant un mois,
- transmission au Représentant de l'État dans le Département,
- publication au registre des délibérations,
- insertion au recueil des actes administratifs.

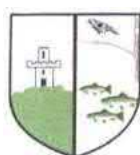
Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BOURS



Bilan de la concertation

SOMMAIRE

I Contexte et modalités de la concertation	p.3
A- Obligation de concertation pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).....	p.3
B- La concertation dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. de la commune de Bours	p.4
C- Les moyens d'action utilisés pour la mise en œuvre de la concertation	p.7
1) L'affichage	p.7
2) Le cahier de concertation mis à la disposition du public en Mairie de Bours	p.11
3) L'insertion d'articles dans la presse locale	p.12
4) Les informations diffusées sur les sites internet des collectivités	p.17
5) La parution d'informations dans le bulletin municipal de la commune de Bours et dans le magazine de la Communauté d'Agglomération Tabes- Lourdes- Pyrénées	p.24
II Synthèse des contributions du public	p.38
III Bilan	p.44

I. Contexte et modalités de la concertation

A. Obligation de concertation pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

La concertation du public constitue aujourd'hui un volet incontournable de l'ensemble des démarches portées par les collectivités, et notamment les démarches de planification.

« Une concertation est une attitude globale de demande d'avis sur un projet, par la consultation de personnes intéressées par une décision avant qu'elle ne soit prise. L'autorité qui veut prendre une décision la présente aux personnes concernées et engage un dialogue avec elles. L'autorité reste libre de la décision. La concertation peut être engagée très en amont de la décision, dès les études préalables. » (Définition issue du site de la CNDP).

Ainsi, la concertation publique est une démarche visant à associer la population à une prise de décision publique. Elle se distingue de l'enquête publique par sa temporalité : la concertation intervient avant la prise de décision alors que l'enquête publique démarre une fois que le projet est abouti.

D'un point de vue réglementaire, les dispositions du Code de l'urbanisme énoncent les projets, opérations ou documents qui doivent être soumis à la concertation du public :

- Article L 103-2 : « font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées : l'élaboration ou la révision [...] du plan local d'urbanisme. » ;
- Article L 103-3 : « les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par [...] l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas » ;
- Article L 103- 4 : les modalités de la concertation doivent permettre au public d'accéder aux informations relatives au projet, de formuler des observations qui seront enregistrées et conservées par l'autorité compétente, et ce « pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet » ;
- Article L.103- 6 : « à l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L 103 3 en arrête le bilan ».

Ainsi, lorsque l'autorité compétente arrête son projet de P.L.U., le bilan de la concertation doit être présenté avec celui-ci afin d'exposer d'une part, les moyens mis en œuvre et, d'autre part, les observations émises par la population tout au long de la concertation.

B. La concertation dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. de la commune de Bours

La délibération du Conseil Municipal de la commune de Bours en date du 9 décembre 2014 fixe les modalités de la concertation suivantes dans le cadre de la procédure d'élaboration du P.L.U. :

- publication d'articles dans la presse locale,
- insertion d'articles dans le bulletin municipal ainsi que sur le site internet de la commune,
- dossier explicatif présentant les éléments du diagnostic et les enjeux communaux tenus à la disposition du public à l'accueil de la mairie,
- organisation de réunions publiques annoncées par voie de presse.

Ainsi, la délibération qui prescrit l'élaboration du P.L.U. et définit les modalités de la présente concertation a été :

- affichée sur le panneau d'affichage municipal à compter du 15/12/2014,
- publiée dans le journal « Dépêche du Midi » édition Hautes- Pyrénées du 09/04/2015.



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-
AU 4
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019



Concernant le suivi de la procédure, des articles ont été publiés dans le bulletin municipal et la presse locale, insérés sur les sites internet de la commune de Bours et de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées.

L'information relative à l'organisation des réunions publiques a été diffusée sur les sites internet des collectivités et par voie de presse. Elle a également été matérialisée par des affiches disposées à plusieurs endroits de la commune.

De plus, un registre et des documents issus du projet de P.L.U. (diagnostic et P.A.D.D.) ont été mis à disposition du public en mairie à compter du mois d'octobre 2017.

Plusieurs réunions ont été programmées avec l'ensemble des acteurs concernés par l'élaboration de ce P.L.U. :

➤ 2 réunions avec les Personnes Publiques Associées (P.P.A.) se sont déroulées :

- Le 30/10/2017 : présentation de la démarche d'élaboration du P.L.U. et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable,
- Le 08/11/2018 : présentation des pièces réglementaires du projet de P.L.U.

Les réunions avec les P.P.A. ont réuni une 15aine de partenaires sur chacune des réunions. Un consensus s'est dégagé tant sur le diagnostic que sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Sur la traduction réglementaire, les services de l'Etat ont sensibilisé la commune de Bours et la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées sur un écart entre les objectifs

de consommation fixés dans le P.A.D.D. et leur traduction réglementaire, ainsi que sur les secteurs ouverts à l'urbanisation.

Ces observations ont conduit à un travail de mise en cohérence entre les objectifs définis dans le P.A.D.D. et la traduction réglementaire, notamment du point de vue de l'O.A.P. n°2. Une information a été faite auprès des personnes publiques associées et une édition spéciale du bulletin municipal a permis de diffuser l'information auprès de la population.

Enfin, les réunions avec les P.P.A. ont également permis de faire un point sur les réseaux, les équipements collectifs, le zonage avec notamment la prise en compte du projet de parc photovoltaïque.

➤ 2 réunions publiques ont été organisées avec la population :

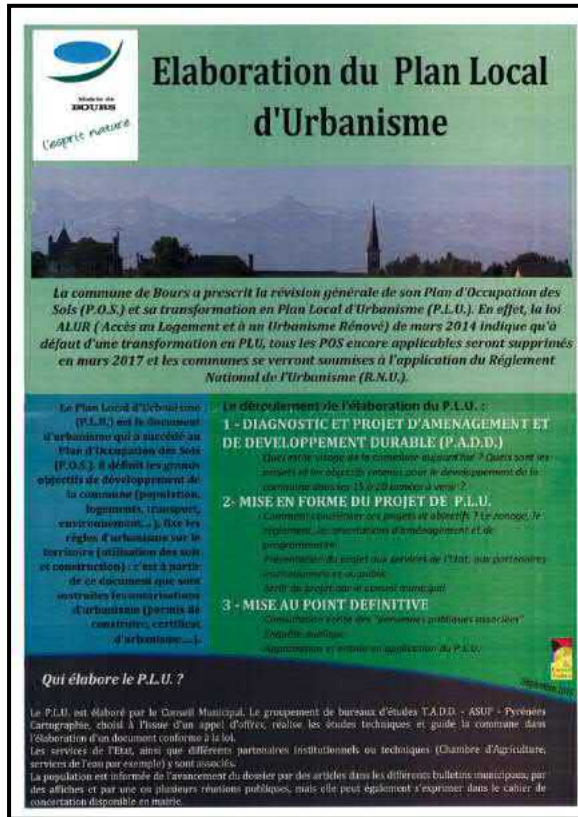
- Le 25/06/2018 : présentation du diagnostic et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable,
- Le 08/11/2018 : présentation des dispositions réglementaires et des orientations d'aménagement.

Chaque réunion a réuni une 20aine de participants. Les questions ont essentiellement porté sur la compréhension du document, la commune de Bours disposant d'un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) jusqu'en mars 2017.

La notion d'O.A.P. (Orientation d'Aménagement et de Programmation) n'existant pas sous le Plan d'Occupation des Sols, il a fallu expliquer de manière concrète, à travers des exemples, la réalisation d'une O.A.P. et l'impact visuel des formes urbaines envisagées. Les questions soulevées ont essentiellement porté sur les contraintes relatives à l'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs. Les évolutions législatives et réglementaires des dernières années, dans le domaine de l'urbanisme, ont introduit une logique de maîtrise de consommation de l'espace et, de ce fait, entraîné un développement de l'urbanisation beaucoup plus limité que celui autorisé dans les P.O.S.

C. Les moyens d'actions utilisés pour la mise en œuvre de la concertation

1) L'affichage



Affiche d'informations générales sur l'élaboration du projet de P.L.U. de la commune de Bours

Affichage relatif à l'organisation de la 1^{ère} réunion publique le 25 juin 2018



Présentation au public des éléments du projet de P.L.U.



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-AU
Date de transmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

Abri bus



Cabinet médical



Ecole



Maison des Associations



Mairie



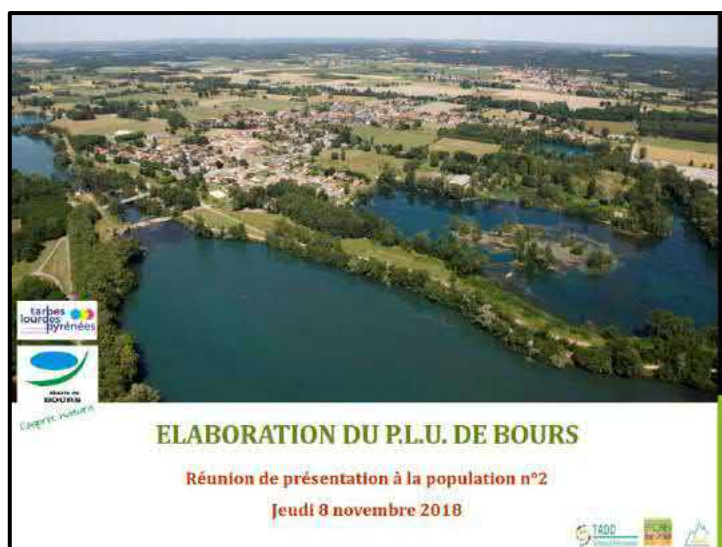
Quartier Lahitte



Affichage relatif à l'organisation de la 2^{ème} réunion publique le 8 novembre 2018



Présentation au public des éléments du projet de P.L.U.



Ecole



Mairie



Maisons des Associations



2) Le cahier de concertation mis à la disposition du public en Mairie de Bours

Le cahier de concertation ainsi que des documents d'informations relatifs aux 1ers travaux réalisés sur le projet de P.L.U. de la commune de Bours ont été mis à disposition du public, sur la banque d'accueil de la Mairie (bâtiment provisoire durant travaux/ nouvelle mairie).





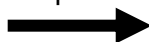
3) L'insertion d'articles dans la presse locale



Parution dans La Nouvelle République le 08/06/2015 d'un article relatif au lancement de la démarche d'élaboration de P.L.U. sur les communes d'Angos, Bours, Chis, Odos et Soues

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-AU
12
Date de transmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

La Nouvelle République des Pyrénées du 03/07/2018 :
information relative au déroulement de la réunion publique du
25/06/2018



BOURS

PLU : réunion publique

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la commune de Bours informent la population qu'une réunion publique relative au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bours sera organisée le lundi 25 juin, à 18 h 30. En raison des travaux actuellement en cours à la mairie de Bours, cette réunion publique se tiendra à la salle annexe de la mairie de Bazet (en face de la poste). Seront présentés les éléments de l'état des lieux du territoire boursois et les orientations principales qui fondent le PLU. Enfin, un cahier de concertation reste disponible à la mairie de Bours pour que les habitants de la commune puissent faire leurs observations sur le PLU en cours, ou faire part de leurs requêtes. Toute personne intéressée peut aussi se rendre en mairie pour obtenir des informations sur le PLU ou consulter le site internet de la commune de Bours : www.mairie-bours65.fr.

La Nouvelle République des Pyrénées du 19/06/2018 d'une
information relative à l'organisation de la réunion publique du
25/06/2018

BOURS

Urbanisme : le futur plan



Les intervenants à la présentation du PLU : de gauche à droite, Floode Bouche, chargée de mission à la communauté de communes ; Amandine Raymond, du cabinet conseil TADO ; et Marc Gamet, le maire de Bours. (J.M.M.C.O.)

Dans le cadre de l'élaboration en cours du futur plan local d'urbanisme, les habitants de la commune ont été convoqués le 25 juin à assister à une première réunion obligatoire visant à présenter la démarche, les enjeux communautaires ainsi que les orientations pour les quinze années à venir.

Depuis l'année 2000, différentes lois successives ont fixé le cadre réglementaire dans lequel les communes doivent inscrire leur réflexion pour passer du POS (Plan d'occupation des sols) au PLU, un outil plus prospectif. En effet, celui-ci définit les grands objectifs de développement pour la commune (population, logement, transport, environnement), fixe les règles d'urbanisme sur le territoire (affectation des sols et construction), et constitue le document à partir duquel sont instruites les autorisations d'urbanisme (permis de construire, certificat d'urbanisme).

Mais, surtout, il intègre l'obligation d'élaborer un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) fixant des objectifs chiffrés afin de modérer et optimiser la consommation d'espace en évaluant les capacités de densification dans les zones urbanisées.

Ainsi, la construction en dehors des bourgs devient quasiment impossible : en zone agricole ou naturelle, seules les nouvelles habitations nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées ; la construction d'annexes et d'extensions pour les habitations existantes est possible mais

très encadrée. Jusqu'au 27 mars dernier, Bours était régie par un POS mais la commune avait engagé l'élaboration du PLU depuis plusieurs années. Après avoir établi un état des lieux du territoire et de l'environnement, la municipalité a donc rédigé son PADD, débattu en conseil communautaire le 19 avril (la compétence en matière de PLU appartient à la communauté de communes) et c'est ce document qui a fait l'objet de la réunion du 25 juin. Il est consultable dans son intégralité en mairie.

Il est organisé en 4 axes : renforcer l'identité rurale de Bours, valoriser son atout nature, accompagner la dynamique économique du territoire, favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques.

Sur une hypothèse de croissance raisonnée de la population de +1 % par an sur les quinze prochaines années, l'objectif est d'accueillir 151 habitants supplémentaires, ce qui nécessitera environ 85 logements. La consommation d'espace à urbaniser devra alors se limiter à 6,3 ha.

Une deuxième réunion publique sera organisée à l'automne pour présenter la instruction pratique de ces projections et territoires de zonage, un sujet sans doute très sensible aux yeux des habitants. D'ores et déjà, un cahier de concertation est disponible en mairie pour permettre à tous les Boursois de consigner leurs remarques.

André Oppau

19 JUIN 2018. LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DES PYRÉNÉES. 7

Parution dans L'Essor Bigourdan du 21/06/2018 d'une information relative à l'organisation de la réunion publique du 25/06/2018 :



RÉUNION PUBLIQUE SUR LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BOURS

Pôle Nord de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la commune de Bours informent la population qu'une réunion publique relative au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bours sera organisée le lundi 25 juin 2018 à

18h30. En raison des travaux actuellement en cours à la mairie de Bours, cette réunion publique se tiendra à la salle annexe de la mairie de Bazet (en face de la Poste). Seront présentés les éléments de l'état des lieux du territoire boursois

et les orientations principales qui fondent le PLU.

Enfin, un cahier de concertation reste disponible à la mairie de Bours pour que les habitants de la commune puissent faire leurs observations sur le PLU en cours, ou faire

part de leurs requêtes. Toute personne intéressée peut aussi se rendre en mairie pour obtenir des informations sur le PLU ou consulter le site internet de la commune de Bours : www.mairie-bours65.fr.

Publié le 08/07/2018 à 03:49

Urbanisme : le futur plan

[f Partager](#) [Tweeter](#) [G+ Partager](#) [✉](#) [Commenter](#) [S'ABONNER](#)



Les intervenants à la présentation du PLU : de gauche à droite, Elodie Bouche, chargée de mission à la communauté de communes ; Amandine Raymond, du cabinet conseil TADD, et Marc Garroq, le maire de Bours. / Photo D. O.

Dans le cadre de l'élaboration en cours du futur plan local d'urbanisme, les habitants de la commune ont été conviés le 25 juin à assister à une première réunion obligatoire visant à présenter la démarche, les enjeux communaux ainsi que les orientations pour les quinze années à venir.

Depuis l'année 2000, différentes lois successives ont fixé le cadre réglementaire dans lequel les communes devaient inscrire leur réflexion pour passer du POS (Plan d'occupation des sols) au PLU, un outil plus prospectif. En effet, celui-ci définit les grands objectifs de développement pour la commune (population, logement, transport, environnement), fixe les règles d'urbanisme sur le territoire (utilisation des sols et construction), et constitue le document à partir duquel sont instruites les autorisations d'urbanisme (permis de construire, certificat d'urbanisme).

Mais, surtout, il intègre l'obligation d'élaborer un Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) fixant des objectifs chiffrés afin de modérer et optimiser la consommation d'espace en évaluant les capacités de densification dans les zones urbanisées.

Ainsi, la construction en dehors des bourgs devient quasiment impossible : en zone agricole ou naturelle, seules les nouvelles habitations nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées ; la construction d'annexes et d'extensions pour les habitations existantes est possible mais très encadrée. Jusqu'au 27 mars dernier, Bours était régie par un POS mais la commune avait engagé l'élaboration du PLU depuis plusieurs années. Après avoir établi un état des lieux du territoire et de l'environnement, la municipalité a donc rédigé son PADD, débattu en conseil communautaire le 10 avril (la compétence en matière de PLU appartient à la communauté de communes) et c'est ce document qui a fait l'objet de la réunion du 25 juin. Il est consultable dans son intégralité, en mairie.

Il est organisé en 4 axes : renforcer l'identité rurale de Bours, valoriser son atout nature, accompagner la dynamique économique du territoire, favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques.

Sur une hypothèse de croissance raisonnée de la population de +1 % par an sur les quinze prochaines années, l'objectif est d'accueillir 151 habitants supplémentaires, ce qui nécessitera environ 85 logements. La consommation d'espace à urbaniser devrait alors se limiter à 6,3 ha.

Une deuxième réunion publique sera organisée à l'automne pour présenter la traduction pratique de ces projections en termes de zonage, un sujet sans doute très sensible aux yeux des habitants. D'ores et déjà, un cahier de concertation est disponible en mairie pour permettre à tous les Boursois de consigner leurs remarques.

Didier Oppein

Parutions dans La Dépêche du Midi et La Nouvelle République des Pyrénées du 31/10/2018 d'une information relative à l'organisation de la réunion publique du 08/11/2018 :

BOURS

Réunion publique sur le Plan local d'urbanisme

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la commune de Bours informent la population qu'une nouvelle réunion publique relative au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bours sera organisée le 8 novembre, à 18 h 30.

En raison des travaux actuellement en cours à la mairie de Bours, cette réunion publique se déroulera à la salle annexe de la mairie de Bazet (en face de la Poste).

Cette 2^e réunion publique sera l'occasion de présenter les documents de nature réglementaire du PLU, dont les règles de construction et le plan de zonage.

Enfin, un cahier de concertation reste disponible à la mairie de Bours pour que toute personne intéressée par le PLU en cours fasse part de ses observations ou de ses requêtes. Il est également possible de se rendre en mairie pour obtenir des informations sur le PLU ou consulter des documents laissés à disposition du public.

Des informations sur le PLU de Bours sont aussi disponibles sur le site internet de la commune de Bours, www.mairie-bours65.fr, et sur le site de la Communauté d'Agglomération www.agglo-ttp.fr

Mercredi 31 octobre 2018 • LA DÉPÊCHE DU MIDI • 23

Inondations. Des aides pour 19 communes

Lourdes. Journées magiques pour les jeunes

Bagnères. CCHB : solidarité en question

LA NOUVELLE

RÉPUBLIQUE

des Pyrénées

Octobre rose. Nues face au cancer



Toussaint. Pas de trêve pour les voleurs

Trois cents policiers de la Toussaint... les policiers ont mené une opération de grande envergure pour lutter contre le vol de véhicules.

SAMEDI 03 NOVEMBRE

18H00

VS



BOURS

Réunion publique sur le Plan local d'urbanisme

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la commune de Bours informent la population qu'une nouvelle réunion publique relative au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bours sera organisée le 8 novembre, à 18 h 30.

En raison des travaux actuellement en cours à la mairie de Bours, cette réunion publique se déroulera à la salle annexe de la mairie de Bazet (en face de la Poste).

Cette 2^e réunion publique sera l'occasion de présenter les documents de nature réglementaire du PLU, dont les règles de construction et le plan de zonage.

Enfin, un cahier de concertation reste disponible à la mairie de Bours pour que toute personne intéressée par le PLU en cours fasse part de ses observations ou de ses requêtes. Il est également possible de se rendre en mairie pour obtenir des informations sur le PLU ou consulter des documents laissés à disposition du public.

Des informations sur le PLU de Bours sont aussi disponibles sur le site internet de la commune de Bours, www.mairie-bours65.fr, et sur le site de la Communauté d'Agglomération www.agglo-ttp.fr

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-AU
16
Date de réception en préfecture : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

Nouvelle parution dans La Nouvelle République des Pyrénées du 08/11/2018 d'une information relative à l'organisation de la réunion publique du 08/11/2018 :

BOURS
Réunion publique d'information ce jeudi sur le PLU
La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la commune de Bours informent la population qu'une nouvelle réunion publique relative au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bours sera organisée le jeudi 8 novembre, à 18 h 30. En raison des travaux en cours à la mairie de Bours, cette réunion publique se déroulera à la salle annexe de la mairie de Bazet (en face de la poste). Cette deuxième réunion publique sera l'occasion de présenter les documents de nature réglementaire du PLU, dont les règles de construction et le plan de zonage. Enfin, un cahier de concertation reste disponible à la mairie de Bours pour que toute personne intéressée par le PLU en cours fasse part de ses observations ou de ses requêtes. Il est également possible de se rendre en mairie pour obtenir des informations sur le PLU ou consulter des documents laissés à disposition du public. Des informations sur le PLU de Bours sont aussi disponibles sur le site internet de la commune de Bours : www.mairie-bours65.fr, et sur le site de la communauté d'agglomération : www.agglo-tlp.fr

Jeudi 8 novembre 2018. **LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DES PYRÉNÉES. 5**

4) Les informations diffusées sur les sites internet des collectivités

Les 1ères informations relatives au projet de P.L.U. de Bours ont été insérées sur le site internet de la commune.

La Communauté d'Agglomération Tabes- Lourdes- Pyrénées, créée au 1^{er} janvier 2017 et disposant de la compétence « aménagement de l'espace communautaire », diffuse elle aussi, sur son site internet, des informations relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme des communes membres, comme pour le projet de P.L.U. de la commune de Bours.



Mairie de
BOURS
l'esprit nature

- ACCUEIL
- ACTUALITÉS
- CONSEIL MUNICIPAL
- VIE SCOLAIRE
- VIE PRATIQUE
- CADRE DE VIE
- SERVICES MUNICIPAUX
- MARCHÉS PUBLICS
- BOURS INFOS
- PROJETS
- ASSOCIATIONS
- ACTUS DES ASSOS

N° UTILES	AGENDA	LIENS	MÉTÉO	SITUATION	PLAN	MENTIONS
-----------	--------	-------	-------	-----------	------	----------



Invitation



Programme

15/10/2015

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Début septembre, une délégation du conseil municipal boursois, accompagnée du bureau d'études TADD (conseils et expertises en aménagement et environnement), a opéré un tour du village afin de débiter les travaux sur la refonte du plan d'occupation des sols, désormais dénommé Plan Local d'Urbanisme.

Le plan local d'urbanisme est un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'une commune, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré.



Site internet de la commune de Bours



Mairie de
BOURS
l'esprit nature

- ACCUEIL
- ACTUALITÉS
- CONSEIL MUNICIPAL
- VIE SCOLAIRE
- VIE PRATIQUE
- CADRE DE VIE
- SERVICES MUNICIPAUX
- MARCHÉS PUBLICS
- BOURS INFOS
- PROJETS
- ASSOCIATIONS
- ACTUS DES ASSOS

N° UTILES	AGENDA	LIENS	MÉTÉO	SITUATION	PLAN	MENTIONS
-----------	--------	-------	-------	-----------	------	----------



Spectacle : 20 € - Enfant moins de 12 ans : Gratuit
Ouverture des portes 20h30 - Spectacle 21h
RÉSERVATIONS : 06 03 70 65 86 Alain - 06 70 21 28 47 Jean

09/09/2015

Peut-on être sanctionné pour abandon de déchets dans la rue ?

Abandon d'ordures Si vous déposez, abandonnez, jetez ou déversez tout type de déchets sur la voie publique, vous risquez une amende forfaitaire de : • 68 € si vous réglez l'amende immédiatement ou dans les 45 jours suivant le constat d'infraction (ou l'envoi de l'avis d'infraction le cas échéant), • 180 € au-delà de ce délai. À défaut de paiement ou en cas de contestation de l'amende forfaitaire, c'est le juge qui décide du montant de l'amende pouvant aller jusqu'à 450 €. Si vous avez utilisé un véhicule pour les transporter, vous risquez une amende pouvant aller jusqu'à 1 500 €, ainsi que la confiscation du véhicule. Non respect des conditions de collecte des déchets Si vous ne respectez pas les conditions de la collecte des déchets ménagers (jour, horaires, tri), vous risquez une amende forfaitaire de : • 68 € si vous réglez l'amende immédiatement ou dans les 45 jours suivant le constat d'infraction (ou l'envoi de l'avis d'infraction le cas échéant), • 180 € au-delà de ce délai. À défaut de paiement ou en cas de contestation de l'amende forfaitaire, c'est le juge qui décide du montant de l'amende pouvant aller jusqu'à 150 €. Si vous laissez un conteneur ou bac à ordures ménagères en permanence dans la rue, vous risquez une amende pouvant aller jusqu'à 750 € (voire 3 750 € s'il s'agit de déchets professionnels).

04/09/2015

La commune de Bours débute ses travaux sur l'élaboration du PLU



Télécharger

Informations relatives au projet de P.L.U. de Bours insérées sur le site internet de la commune en septembre 2015 :

La commune de Bours débute ses travaux sur l'élaboration du PLU (Plan Local d'Urbanisme).

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Bours sera caduc au 31/12/2015 s'il n'est pas transformé en Plan Local d'Urbanisme tel qu'institué par la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (loi SRU) du 13 décembre 2000 et constituera le principal document de planification de l'urbanisme local.

La commune de Bours s'est groupée avec cinq autres communes de l'agglomération du Grand Tarbes pour lancer une commande commune afin de mieux gérer et de mutualiser les coûts induits. A l'issue d'un appel d'offres, c'est la société TAAD de Poumarous qui a été choisie afin de lancer et accompagner la procédure.

Les éléments collectés permettront de réaliser simultanément l'analyse du milieu humain et environnemental. Ce diagnostic va durer environ six mois.

Seront étudiés les besoins générés en lien avec l'évolution de la population, le fonctionnement économique, l'activité agricole et l'environnement naturel, l'analyse fine des espaces naturels, le choix des formes urbaines, la valorisation des atouts, notamment des espaces naturels, de loisirs et de paysage, les déplacements communaux et intercommunaux et la présentation et la prise en compte du patrimoine.

L'ensemble de cette démarche doit répondre à des règles précises et la finalisation concrète du PLU est prévue pour décembre 2017.

Des bilans d'étapes seront régulièrement communiqués aux Boursois.

Qu'est-ce que le PLU ?

Le PLU établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré.

Il est essentiel au développement maîtrisé du village car il régit donc le droit des sols sur la commune et fixe ainsi les règles d'urbanisme applicables. Il doit aboutir à l'émergence d'un projet de territoire en tenant compte des politiques nationales et territoriales d'aménagement et des spécificités du territoire.

Il est important pour les Boursois et la commune car il constitue un document stratégique de planification qui guidera le développement futur de la commune, notamment à travers son plan de zonage et son règlement.

Le PLU, doit, de plus, permettre l'émergence d'un **projet de territoire partagé** prenant en compte à la fois les politiques nationales et territoriales d'aménagement et les spécificités d'un territoire (Art. L.121-1 du code de l'urbanisme). Il détermine donc les conditions d'un aménagement du territoire respectueux des principes du développement durable (en particulier par une gestion économe de l'espace) et répondant aux besoins de développement local.

Que contient le P.L.U. ?

Il comprend :

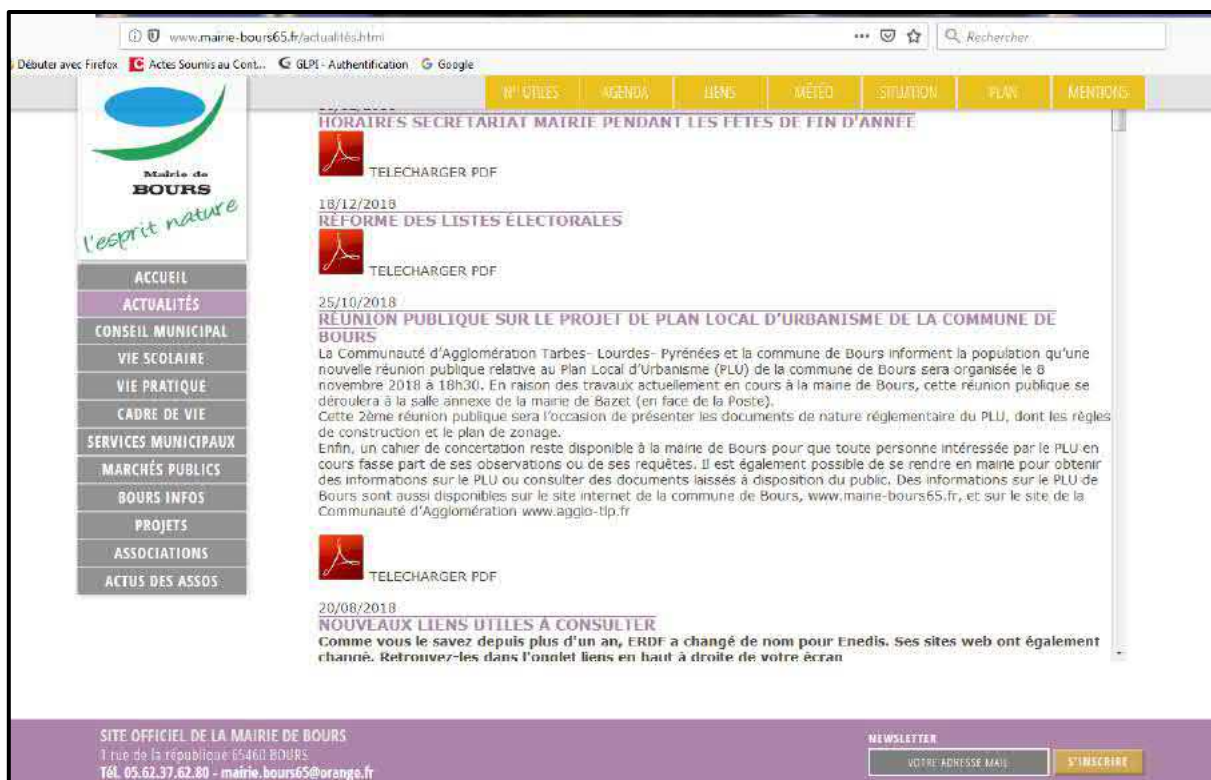
- Un rapport de présentation qui explique les choix effectués notamment en matière de consommation d'espace, en s'appuyant sur un diagnostic territorial et une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui expose le projet d'urbanisme et définit les orientations générales d'aménagement, d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'équipement, de protection des espaces et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui, dans le respect du PADD, comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements ;
- Un règlement, qui délimite les Zones Urbaines (U), les Zones À Urbaniser (AU), les Zones Agricoles (A) les Zones Naturelles et forestières (N), et fixe les règles générales d'urbanisation ;
- Des annexes (servitudes d'utilité publique, liste des lotissements, schémas des réseaux d'eau et d'assainissement, ...).



Le P.L.U. et les autorisations d'urbanisme :

Jusqu'à l'approbation définitive du PLU, ce sont les règles d'urbanisme contenues dans le POS en vigueur actuellement qui seront appliquées (*règles d'implantation des constructions par rapport aux voies aux limites séparatives, règles concernant l'aspect extérieur des bâtiments, règle de hauteur ... liste non exhaustive*).

Dans le cas où un permis de construire ou une déclaration de travaux ne respecteraient pas l'une de ces règles, ils seront refusés.

C'est pourquoi, avant toute élaboration de projet de construction, la première démarche consiste à se renseigner en mairie sur les règles d'urbanisme applicables à votre ou à vos parcelles.



Réunion publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours

La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et la commune de Bours informent la population qu'une nouvelle réunion publique relative au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bours sera organisée le 8 novembre 2018 à 18h30. En raison des travaux actuellement en cours à la mairie de Bours, cette réunion publique se déroulera à la salle annexe de la mairie de Bazet (en face de la Poste). Cette 2ème réunion publique sera l'occasion de présenter les documents de nature réglementaire du PLU, dont les règles de construction et le plan de zonage. Enfin, un cahier de concertation reste disponible à la mairie de Bours pour que toute personne intéressée par le PLU en cours fasse part de ses observations ou de ses requêtes. Il est également possible de se rendre en mairie pour obtenir des informations sur le PLU ou consulter des documents laissés à disposition du public. Des informations sur le PLU de Bours sont aussi disponibles sur le site internet de la commune de Bours, www.mairie-bours65.fr, et sur le site de la Communauté d'Agglomération www.agglo-ttp.fr.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-
AU 21
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019



PLU commune de Bours

Dès 2016, la commune de Bours s'est engagée dans l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Comme l'a souhaité le président Gérard Trémège concernant la poursuite des projets engagés avant 2017 et dans le cadre de sa compétence Aménagement de l'espace communautaire, l'agglomération s'est associée à cette démarche.

Le P.L.U. a pour objectif de définir les grandes orientations de développement de la commune dans de nombreux domaines tels que les zones réservées à la construction, les espaces à préserver, le nombre de logements à prévoir pour les années à venir, etc. C'est à partir des règles définies dans ce document que seront examinées et instruites, par la suite, les demandes d'autorisation de construire (permis de construire, certificats d'urbanisme, etc.).

Le PLU de la commune de Bours est élaboré par les services de la Communauté d'agglomération, en collaboration étroite avec les élus de la commune. Ils sont accompagnés d'un bureau d'études en charge de la réalisation technique des documents qui composent le PLU et des partenaires institutionnels tels que les services de l'Etat, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes Hautes-Pyrénées, le Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement.

L'état des lieux du territoire a été effectué, et les élus de la commune ont élaboré le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui traduit les objectifs retenus pour le développement futur de Bours. Le PADD a été débattu au Conseil communautaire du 10 avril 2018.

Le travail en cours actuellement porte sur les aspects réglementaires de ce PLU, c'est-à-dire les règles de construction, le plan de zonage qui permet de situer les zones constructibles des zones préservées de toute urbanisation, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation qui précisent l'aménagement de certains secteurs du territoire communal.

La concertation sur le projet de PLU de Bours est toujours en cours ; nous vous invitons à faire part de vos remarques et suggestions en les inscrivant dans le cahier de concertation laissé à votre disposition à la mairie de la commune.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de la commune de [Bours](#).



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-
AU 23
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

5) La parution d'informations dans le bulletin municipal de la commune de Bours et dans le magazine de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées

Les services de la commune de Bours et de la Communauté d'Agglomération ont travaillé en collaboration pour diffuser une information qui soit la plus complète possible sur ce dossier, et pour préparer « des éditions spéciales » du bulletin municipal sur le projet de P.L.U. de la commune de Bours.

Deux éditions spéciales ont été rédigées, en janvier et novembre 2019. Ces éditions spéciales ont été insérées sur les sites internet de la commune de Bours et de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées. Elles ont également été distribuées dans les boîtes aux lettres des habitants de la commune de Bours par les services de la Mairie, puis ont été laissées à l'accueil de la Mairie pour que toute personne intéressée puisse accéder à l'information.

Retrouvez-nous

sur le web :

[www.mairie-](http://www.mairie-bours65.fr)

bours65.fr

et sur Facebook :

Mairie Bours

Hautes-Pyrénées

SOMMAIRE

Vie communale

pages 2 - 3 et 4

Vie pratique

page 5

Vie locale

page 6

Vie associative

pages 7 et 8

Boursoises, bourgeois,

Voilà que la fin de l'année 2016 se profile déjà, entérinant cette idée prégnante que le temps passe toujours à une vitesse folle.

Cette année, pas plus que la précédente, la barbarie, n'aura pas épargné les atteintes à notre démocratie et à notre République, à l'humain, avec en point de mire les attentats commis contre deux de nos policiers, le père Jacques Hamel, ceux perpétrés à Bruxelles et à Nice ainsi que les tentatives heureusement avortées.

Il va malheureusement falloir s'habituer à vivre désormais avec cette épée de Damoclès sur la tête. Ainsi, la municipalité a dû prendre des mesures de sécurité en ce qui concerne l'accès à l'école et les manifestations qui y sont organisées.

Toutefois, je le réitère, il faut rester confiants, solidaires et lutter pour protéger notre liberté et nos valeurs sans pour autant se laisser tenter par les amalgames.

L'aménagement du centre du village, pensé depuis des années, est enfin une réalité et la physionomie du carrefour RD2/RD8 a déjà bien changé avec la démolition des maisons Ducos et Matharan ainsi que l'élargissement du parvis de l'église, des trottoirs et la restructuration de la voirie.

Encore merci pour votre patience vis-à-vis des désagréments de circulation engendrés.

La rénovation de la mairie débutera fin 2017 pour une mise aux normes complète : c'était une nécessité et une obligation réglementaire qui amènera également plus de sécurité et de confort pour les employés municipaux



ainsi qu'un accueil plus adapté pour les usagers et in fine, une source d'économie d'énergie non négligeable.

Le conseil municipal, travaille, en outre, régulièrement en partenariat avec le cabinet d'études TADD sur l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) en ayant toujours en tête la cohérence et la pertinence de l'occupation des sols, notamment l'évitement de l'étalement urbain tel qu'édicte dans la loi ALUR de mars 2014 ainsi que la préservation de l'environnement.

Une fiscalité maîtrisée, sans augmentation durant quatre exercices, nous a tout de même permis d'honorer nos engagements conséquents et

ce, malgré la baisse significative des dotations d'Etat qui nous oblige, désormais, à de la prudence et à une approche prospective mesurée pour les années à venir.

Je ne terminerai pas sans exprimer ma satisfaction et celle du conseil municipal d'avoir enfin pu inaugurer récemment le cabinet médical et souhaite à nouveau la bienvenue au docteur Ioana MACOVEI.

Je veux aussi exprimer mes vifs remerciements aux associations boursoises qui ont, cette année encore, œuvré pour dynamiser et animer la commune à travers nombre de manifestations qui ont rencontré un réel succès. N'hésitez pas à les rejoindre et à les encourager !

Je vous souhaite bonne lecture de ce nouveau numéro.

Votre maire, Marc Garroq

Vie communale

PLAN LOCAL D'URBANISME : LE POINT SUR L'AVANCEE DES ETUDES

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Bours se poursuit : la municipalité va prochainement débattre de son PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) en Conseil Municipal et travaille activement sur la traduction réglementaire de ces grands objectifs au travers de plusieurs pièces :

→ le **règlement**, qui est un document opposable aux tiers et qui doit être cohérent avec le projet communal défini dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.).

Il se compose :

- d'une **partie graphique**, le « **plan de zonage** », qui distingue les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles (N) et font apparaître des prescriptions particulières pour certains secteurs (*éléments à préserver ou à mettre en valeur par exemple*) ;

- d'une **partie écrite** qui fixe les règles applicables dans chacune des zones ; depuis le 1^{er} janvier 2016, le règlement écrit s'organise en 3 parties pour chaque type de zone : la première précise les usages du sol et la destination des constructions (*OÙ ET QUOI CONSTRUIRE ?*), la seconde décrit comment les constructions doivent s'insérer dans leur environnement (*COMMENT CONSTRUIRE ?*) et la dernière indique les modalités de raccordements aux réseaux et d'accès aux parcelles.

→ les « **Orientations d'Aménagement et de Programmation** », notées **O.A.P.** qui sont élaborées dans le respect des orientations du P.A.D.D. définissent les grands principes d'organisation des secteurs qui seront ouverts à l'urbanisation et tout projet de construction ou d'aménagement dans les secteurs concernés doit être compatible avec les O.A.P.

Les **annexes** regroupent en particulier les servitudes d'utilité publique qui s'appliquent à Bours.

Ce travail réglementaire devrait être achevé à la fin du 1^{er} trimestre 2017.

Outre les pièces décrites précédemment, le projet de P.L.U. comprendra :

- un rapport de présentation qui regroupe le diagnostic et l'état initial de l'environnement et explique les choix communaux opérés tout au long de l'élaboration du P.L.U. ;
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui décrit et explique le projet communal.

Il sera alors présenté aux services de l'Etat et aux différents organismes associés à l'élaboration du P.L.U. puis au public au cours d'une réunion spécifique qui sera organisée à l'automne 2017.

Le projet de P.L.U. sera alors ajusté et arrêté par le conseil municipal. Cette étape marquera le début de la phase finale administrative de l'élaboration du P.L.U. : le projet sera soumis à l'avis écrit des différentes administrations et services pendant 3 mois avant d'être soumis à une enquête publique qui devrait se dérouler d'ici le troisième trimestre 2017.

Vous serez bien entendu avertis de l'organisation de la réunion publique et du déroulement de l'enquête publique par voie d'affichage mais aussi par annonce dans la presse et via notre site internet.

Bien entendu, jusqu'à l'arrêt du projet, le cahier de concertation est toujours disponible en mairie pour exprimer vos demandes et vos remarques.



Séance de travail PLU : juillet 2016

#AggloTLP

magazine

Le journal d'information de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

n°1

décembre 2017

DOSSIER SPÉCIAL Projet d'agglomération

e, innovation, sport, culture, réalité virtuelle... p.10

tarbes
lourdes
pyrénées
Communauté
d'agglomération

URBANISME

PLUI, le visage du territoire de demain

La CATLP est compétente depuis le 1^{er} janvier 2017 en matière d'aménagement de l'espace et plus particulièrement pour l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUI). C'est un document d'urbanisme qui étudie le fonctionnement et les enjeux du territoire, construit un projet de développement respectueux de l'environnement et le formalise dans des règles d'utilisation du sol. Les objectifs sont multiples : permettre le développement de l'activité économique tout en respectant les équilibres naturels, repenser la consommation foncière du territoire,

redynamiser les centres-villes, intégrer l'augmentation des coûts énergétiques, développer les voies vertes intercommunales...

Au-delà de ces enjeux, Gérard Trémège, Président de la CATLP, a exprimé sa volonté de tenir les engagements pris avant 2017 pour le développement du territoire et l'amélioration du quotidien et des bassins de vie. Plusieurs villes avaient engagé des procédures. Voici un état des lieux fin 2017.

Pôle Nord**Élaboration des documents d'urbanisme**

Communes concernées : Aureilhan, Bours, Chis, Ibos, Odos et Soues. Aux côtés des services de l'État, de l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire et d'un bureau d'études spécialisé, la CATLP accompagne les élus des communes souhaitant disposer d'un document d'urbanisme adapté : le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Pôle Centre**Les registres de concertation complétés mi-décembre**

Communes concernées : Avezan, Azereix, Barry, Bénac, Gardères, Hilarrette, Juillan, Lamarque-Pontacq, Lanne, Layrisse, Loucrup, Louey, Luquet, Orincles, Ossun, Séron et Visker.

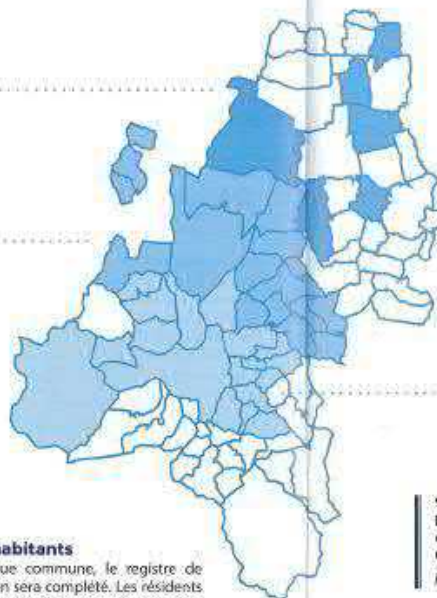
Engagée en décembre 2014 par l'ex-CC du Canton d'Ossun, l'élaboration du PLUI, réellement débutée en mai 2016, continue aujourd'hui sur les 17 communes concernées. Sur la base du Diagnostic territorial et après de nombreuses séances de travail, les élus référents, les techniciens et les partenaires institutionnels ont formalisé l'écriture du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Il est aujourd'hui présenté via une exposition itinérante sur le territoire concerné.

Le PLUI entre maintenant dans sa phase réglementaire. Fin 2017 et début 2018, le règlement graphique (zonage) et les orientations d'aménagement et de programmation sur les sites afférents aux projets des communes (nouvelles constructions, réaménagements d'espaces...) feront l'objet d'un travail préalable au règlement écrit de chaque secteur.

« Info » habitants

Dans chaque commune, le registre de concertation sera complété. Les résidents pourront ainsi avoir accès à une version papier du diagnostic territorial et du PADD. L'arrêt du projet, avant mise à l'enquête publique, est prévu pour fin 2018.

Habitants, entrepreneurs... Chacun peut intervenir, suggérer ou donner son avis grâce aux cahiers de concertation

**Pôle Sud****Phase de consultation**

Communes concernées : Adé, Les Angles, Arcizac-ès-Angles, Artigues, Barleix, Bartrès, Bourréac, Escoubès-Pouët, Jarret, Julos, Lézignan, Loubajac, Lourdes, Paréac, Peyrouse, Poueyferré, Saint-Pé-de-Bigorre et Sère-Lans.

En novembre 2016, les élus de l'ex-CC du Pays de Lourdes ont souhaité lancer un projet d'aménagement du territoire et de son organisation. Aujourd'hui, le PLUI entre dans sa phase de consultation et s'ouvre aux habitants et forces vives du territoire.

« Info » habitants :

Donnez votre avis grâce aux cahiers de concertation disponibles dans toutes les mairies du territoire ou par courriel à plui.paysdelourdes@agallo-tlp.fr

LES BRÈVES DE L'AGGLO**HABITAT****Opération G.A.Z.**

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Gabas-Adour-Echez concerne 32 communes de la grande périphérie tarbaise : Avezan, Allier, Arcizac-Adour, Auzensan, Azereix, Barry, Bazet, Bénac, Bernac-Débat, Bernac-Dessus, Gardères, Gayan, Horgues, Hilarrette, Juillan, Lagarde, Lamarque-Pontacq, Lanne, Layrisse, Loucrup, Louey, Luquet, Momères, Montignac, Orincles, Ossun, Oursbellie, Séron, St-Martin, Sarriguette, Vielle-Adour, Visker. Cette opération vise à améliorer les conditions d'habitat de la population en matière notamment d'accessibilité ou de dépenses en énergie. Elle permet aux particuliers de mobiliser des aides financières spécifiques, en particulier de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat), du Département, de la Région, etc.

Vous pouvez également bénéficier gratuitement d'un accompagnement individualisé dans votre projet et de conseils techniques.

Plus d'infos

Par téléphone au 05 62 93 07 40 ou lors des permanences mensuelles en Mairie :

- à Ossun le 1^{er} lundi du mois (9h-12h),
- à Bazet le 2nd lundi du mois (9h-12h),
- à Louey le 3rd lundi du mois (15h-18h),
- à Arcizac-Adour le 4th lundi du mois (14h-17h).

BOURS INFOS

Bulletin municipal de la commune de Bours – Janvier 2019

EDITION SPECIAL : P.L.U.

HABITATIONS, COMMERCE, ENTREPRISES, AGRICULTURE, TOURISME, ÉCOLES, RUES,
PLACES, TROTTOIRS, ROUTES, BOIS, RIVIÈRE, RISQUES,...
LA COMMUNE, C'EST TOUT ÇA À LA FOIS !

Un ensemble d'activités regroupées en un lieu où se concentre la population. Se dessinent alors des enjeux de l'aménagement du territoire qui nécessitent en amont de déterminer et d'appréhender le fonctionnement de la commune. Pour appuyer les élus dans cette démarche, un outil existe :

LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Jusqu'à mars 2017, la commune de Bours était régie par un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) permettant d'organiser le territoire de la commune et de gérer les demandes d'autorisation de construire. La loi dite « ALUR » (24/03/2014) a abrogé les P.O.S. et soumis désormais la commune au Règlement National d'Urbanisme. Ainsi, à Bours, la règle dite de « constructibilité limitée » s'applique pour éviter un développement dispersé des constructions (« mitage du territoire »).

En décembre 2014, la commune de Bours a prescrit la révision générale de son P.O.S. et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Depuis octobre 2015, les élus travaillent en mairie, accompagnés par les services de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et d'un bureau d'études spécialisé, sur un document qui dotera la commune d'un outil d'urbanisme adapté aux contraintes de son territoire. Il s'agit d'élaborer un document de prospection visant à définir, pour demain, les nouvelles zones qui accueilleront des constructions et à préserver les paysages typiques de Bours. L'objectif des élus étant d'offrir un cadre de vie agréable aux habitants.

L'élaboration du P.L.U., si elle est complexe, doit dépasser les demandes individuelles pour préparer le développement futur de la commune.

QUELLE EST LA COMPOSITION D'UN P.L.U. ?

- le rapport de présentation: véritable « image » de la commune à l'instant « T », il passe en revue l'ensemble des thématiques territoriales et environnementales. Les choix d'organisation du territoire y sont justifiés et les incidences du P.L.U. sur l'environnement sont évaluées.
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.): pièce maîtresse du P.L.U., il est l'expression du projet politique des élus pour le développement et l'organisation futurs du territoire communal.
- des Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.): pour les secteurs « à urbaniser », les O.A.P. définissent les grands principes d'aménagement (organisation du secteur, accès, espaces verts,...).
- des documents écrits et/ou graphiques réglementaires : plan de zonage et règlement applicable par zone. Ils correspondent à la traduction réglementaire des objectifs définis dans le P.A.D.D. Chaque secteur de la commune est délimité et réglementé en fonction de ses caractéristiques, de ses contraintes, de ses besoins et des objectifs de la commune.
- des annexes: elles rassemblent des éléments réglementaires ou informatifs.

BOURS INFOS

Bulletin municipal de la commune de Bours – Janvier 2019

EDITION SPECIAL : P.L.U.



DE QUOI PARLE LE P.A.D.D. DU PROJET DE P.L.U. DE BOURS ?

- **Axe 1** - renforcer l'identité rurale de Bours: modérer la croissance démographique tout en permettant l'accueil d'environ 150 habitants et 85 logements, modérer la consommation foncière en ouvrant à l'urbanisation environ 6,3 ha, faciliter l'accès au logement pour tous, préserver le cadre de vie, encourager le maillage des voiries et les déplacements doux, mettre en valeur le patrimoine architectural et l'organisation urbaine traditionnelle.
- **Axe 2** - valoriser l'atout « Nature » de Bours: valoriser les espaces naturels, conforter les trames écologiques, donner de la lisibilité aux paysages et aux entrées de ville, conforter l'offre en loisirs, permettre l'évolution de l'habitat isolé.
- **Axe 3** - accompagner la dynamique économique du territoire: favoriser les services de proximité, assurer l'évolution des activités existantes, préserver l'outil agricole, assurer la pérennité des équipements numériques.
- **Axe 4** - favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques: améliorer la sécurité des habitants, promouvoir les énergies renouvelables, assurer la gestion de l'eau.

OÙ EN SOMMES NOUS DE LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE ?

La traduction réglementaire du P.L.U. se fait grâce à un plan de zonage, à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) par secteurs et à un règlement écrit.

Pour aboutir à un projet acceptable au regard des lois en vigueur en matière de consommation d'espaces, le P.L.U. doit, avant d'ouvrir des surfaces à l'urbanisation autour du bourg, identifier les logements vides, évaluer les capacités de densification dans les espaces bâtis c'est-à-dire recenser les terrains encore disponibles à l'intérieur du bourg, et les possibilités de division des grands terrains pour y implanter une ou plusieurs constructions supplémentaires.

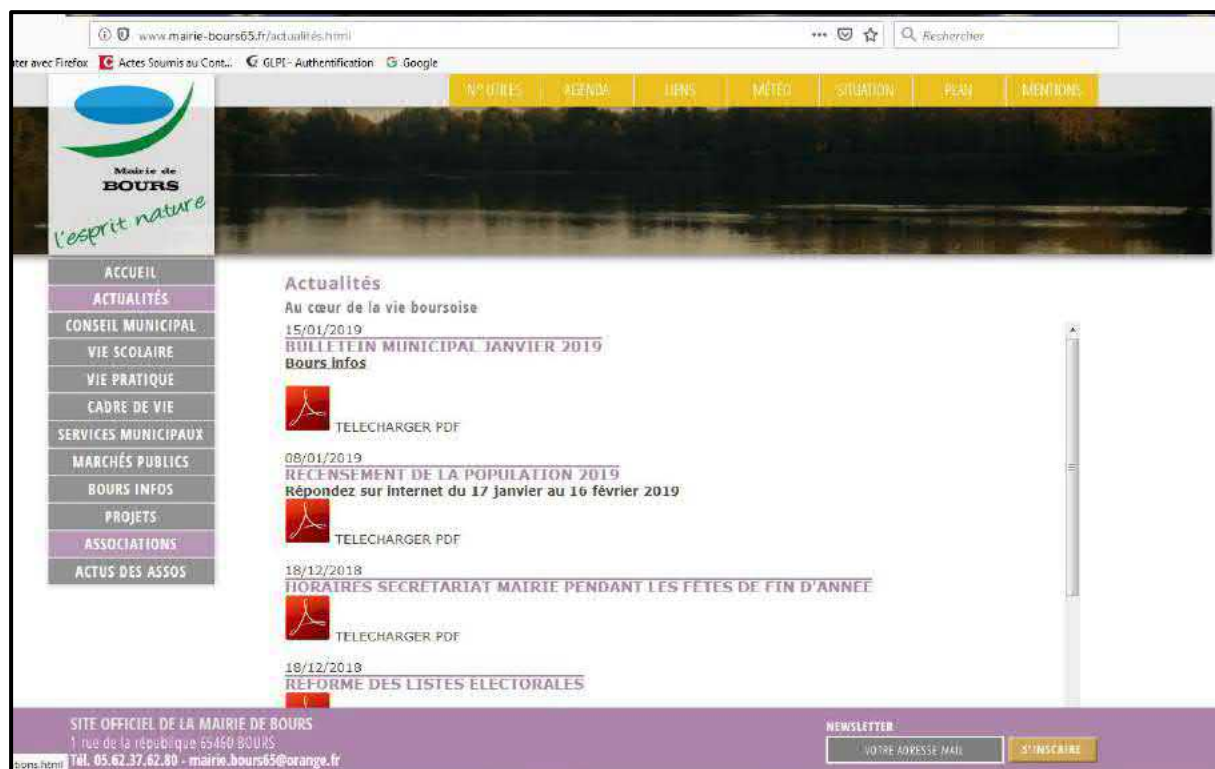
Ensuite, sont examinées les hypothèses d'extensions urbaines au regard des critères d'intérêt général (liens entre quartiers et aménagement de quartiers, proximité des services, du centre bourg), liés aux terrains eux-mêmes (pente, exposition) et des critères techniques (capacités des réseaux, possibilités de mettre en place des dispositifs d'assainissement non collectifs ou de raccordements au collectif, coûts des éventuels travaux à réaliser).

Parallèlement, le règlement et les O.A.P. permettront de préserver la qualité des paysages au sens large, par une réflexion sur l'implantation et le volume des constructions, sur leur aspect extérieur ou sur les types de clôtures autorisées en fonction du contexte.

Le projet de P.L.U. de Bours est aujourd'hui en cours de finalisation. Il sera présenté devant le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour y être « arrêté » au cours du 1^{er} semestre 2019 (validation du projet de P.L.U.)

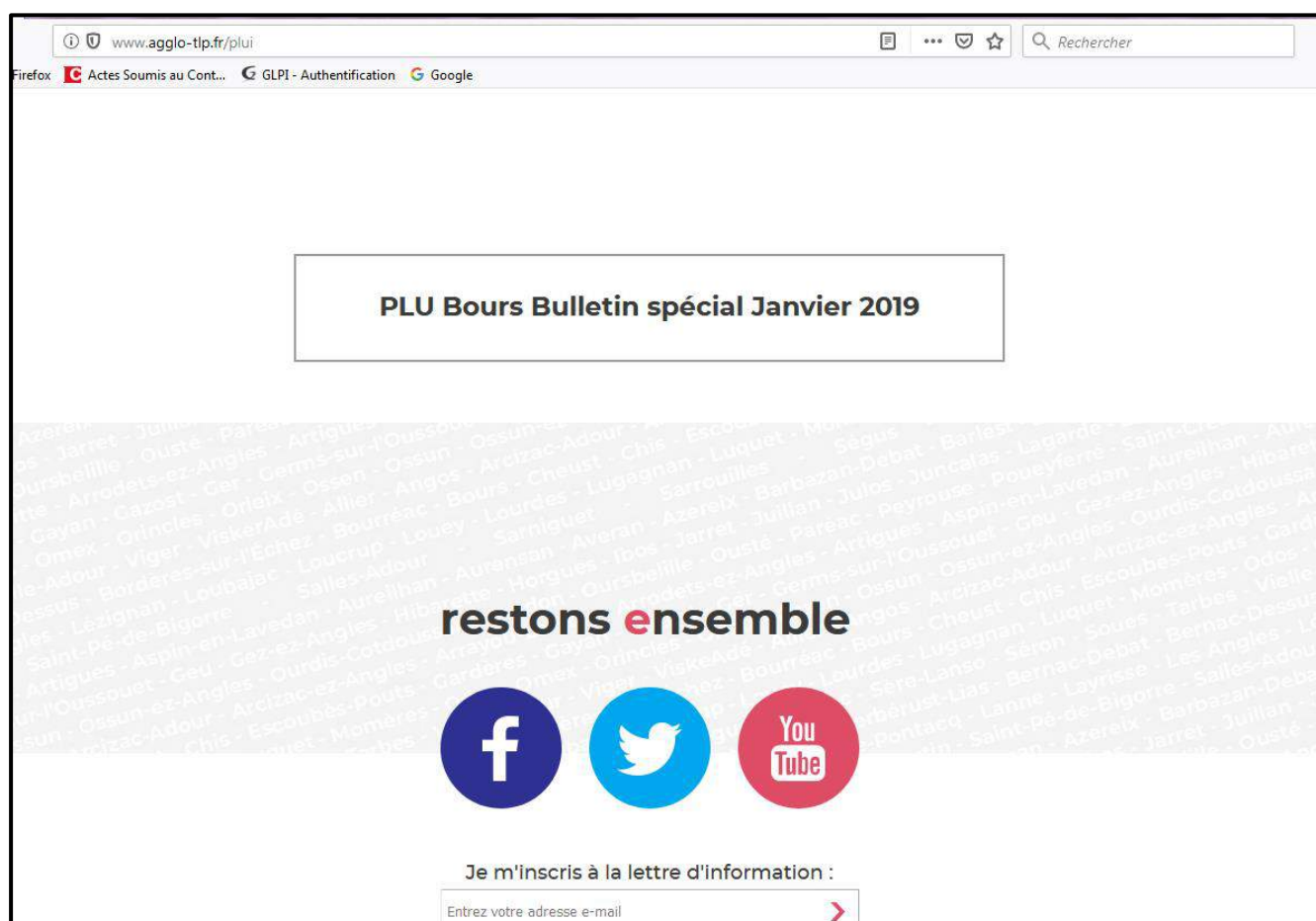
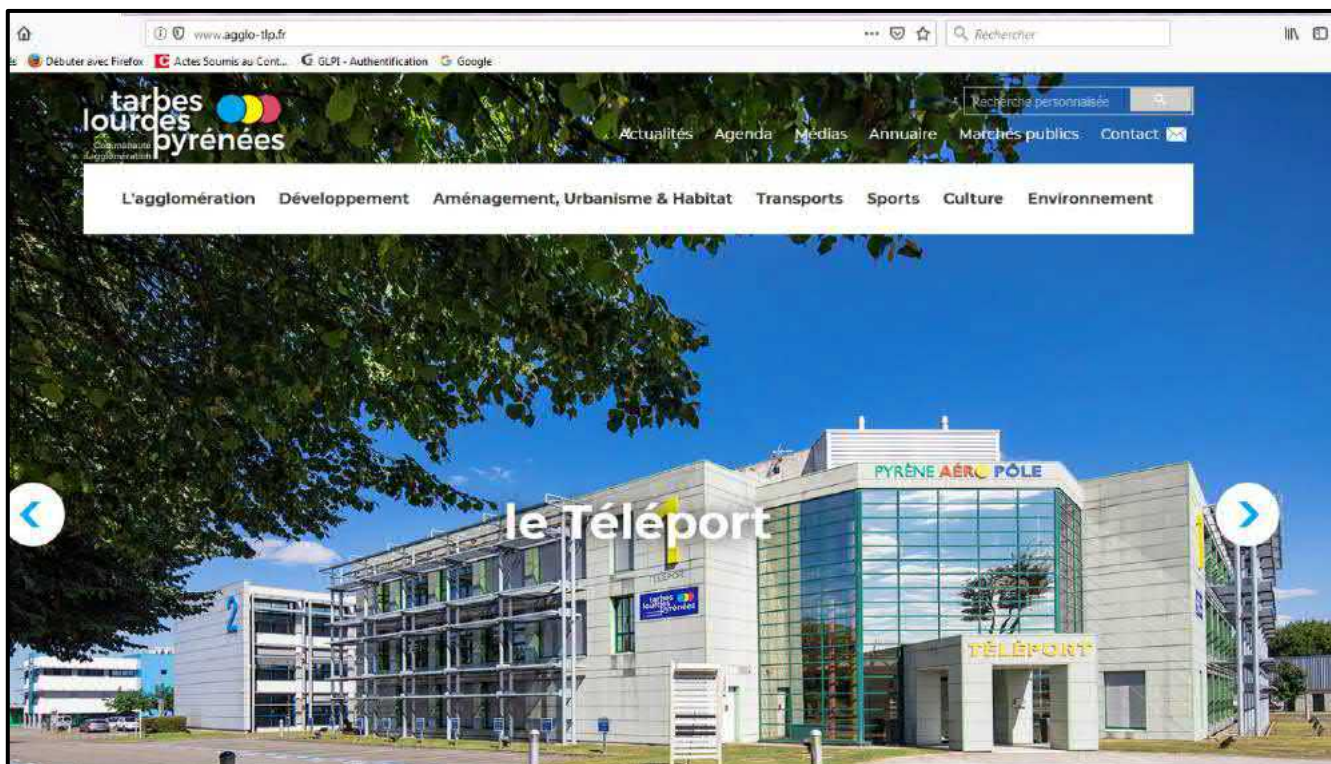
Il fera ensuite l'objet de différentes consultations et sera soumis à enquête publique afin que vous puissiez réagir sur son contenu.

Insertion des éditions spéciales du bulletin municipal sur les sites internet de la commune de Bours et de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_02b-AU
31
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019





LE PLAN LOCAL D'URBANISME

OÙ EN SOMMES- NOUS DE L'ELABORATION DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)?

En fin d'année 2018, le projet de P.L.U. a été présenté aux Boursois ainsi qu'aux partenaires institutionnels avec lesquels la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées et les élus de la commune de Bours collaborent depuis le lancement de la procédure d'élaboration du document d'urbanisme.

Les services de l'Etat ont sensibilisé Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Maire sur la nécessité d'une meilleure cohérence entre les objectifs de consommation de l'espace tels que définis dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) et tels que traduits dans les composantes réglementaires du projet de P.L.U.: le règlement de zonage et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.).

Les services de la Communauté d'Agglomération et les élus de Bours ont pris en considération ces remarques afin de ne pas fragiliser le projet de P.L.U. En collaboration avec les services de l'Etat, ils ont plus particulièrement travaillé sur le règlement de zonage et les Orientations d'Aménagement et de Programmation pour assurer une meilleure déclinaison réglementaire des axes du P.A.D.D.

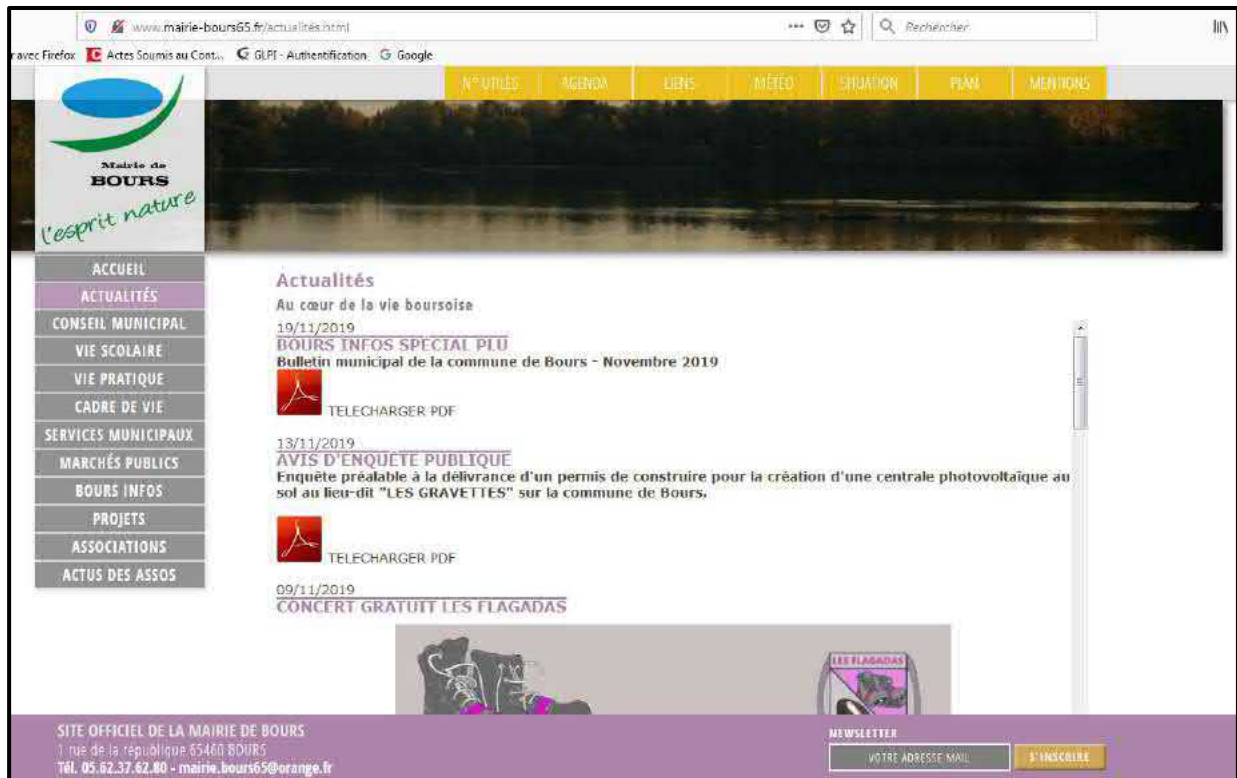
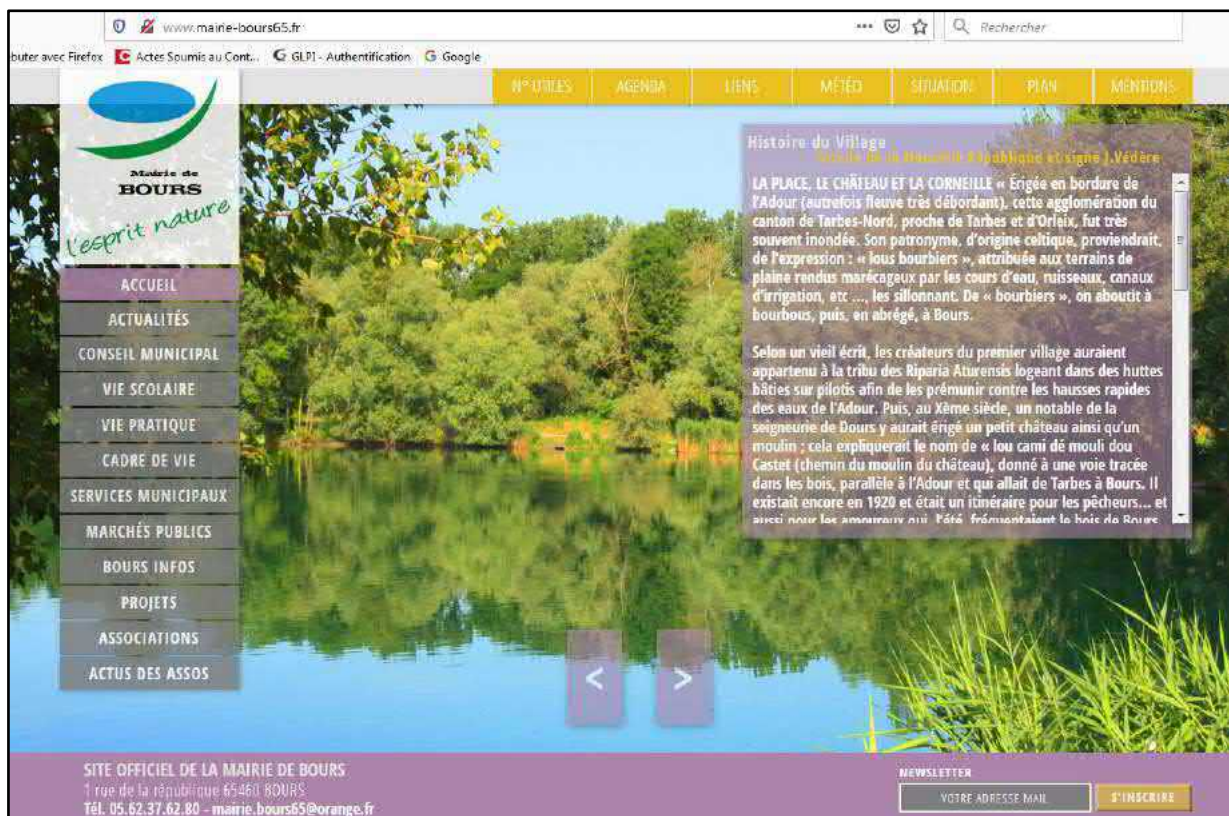
LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

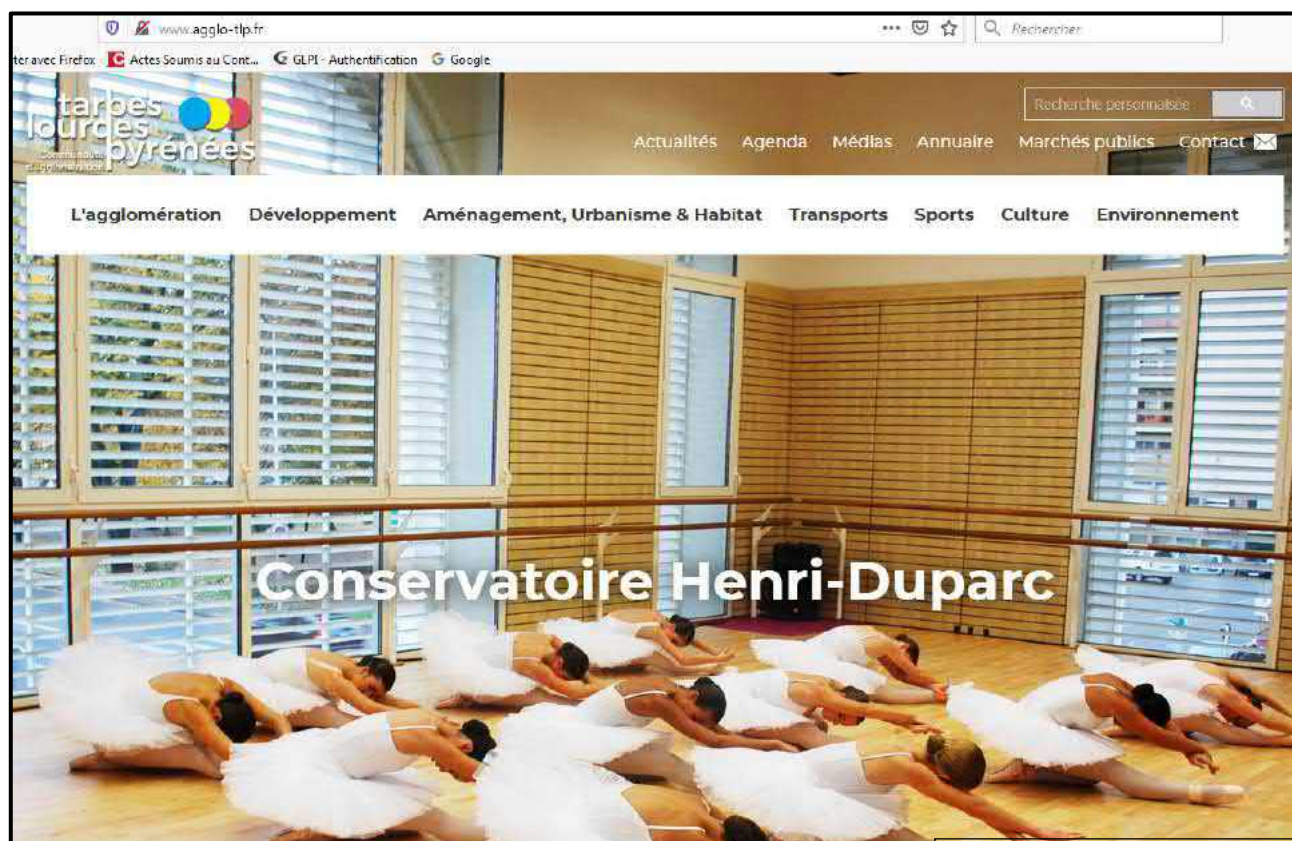
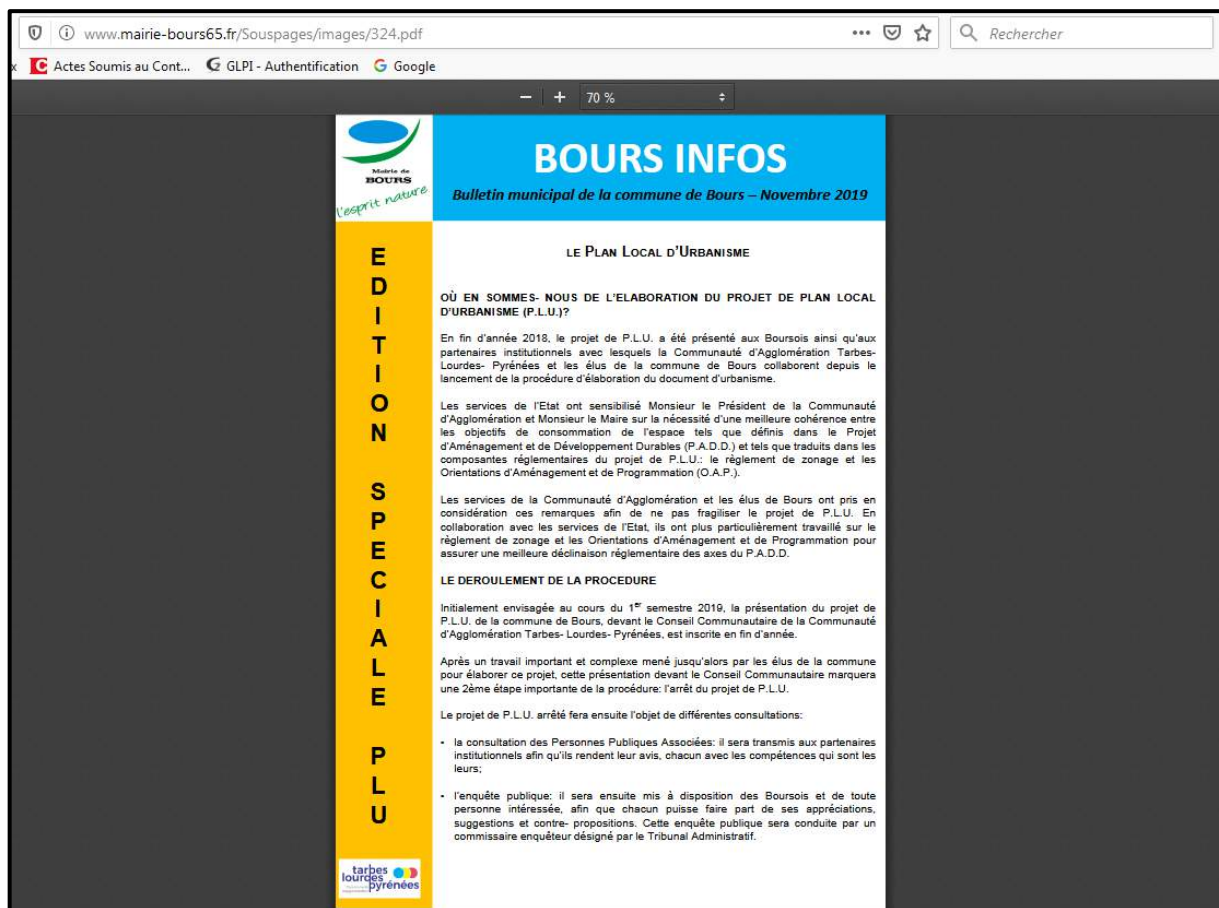
Initialement envisagée au cours du 1^{er} semestre 2019, la présentation du projet de P.L.U. de la commune de Bours, devant le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, est inscrite en fin d'année.

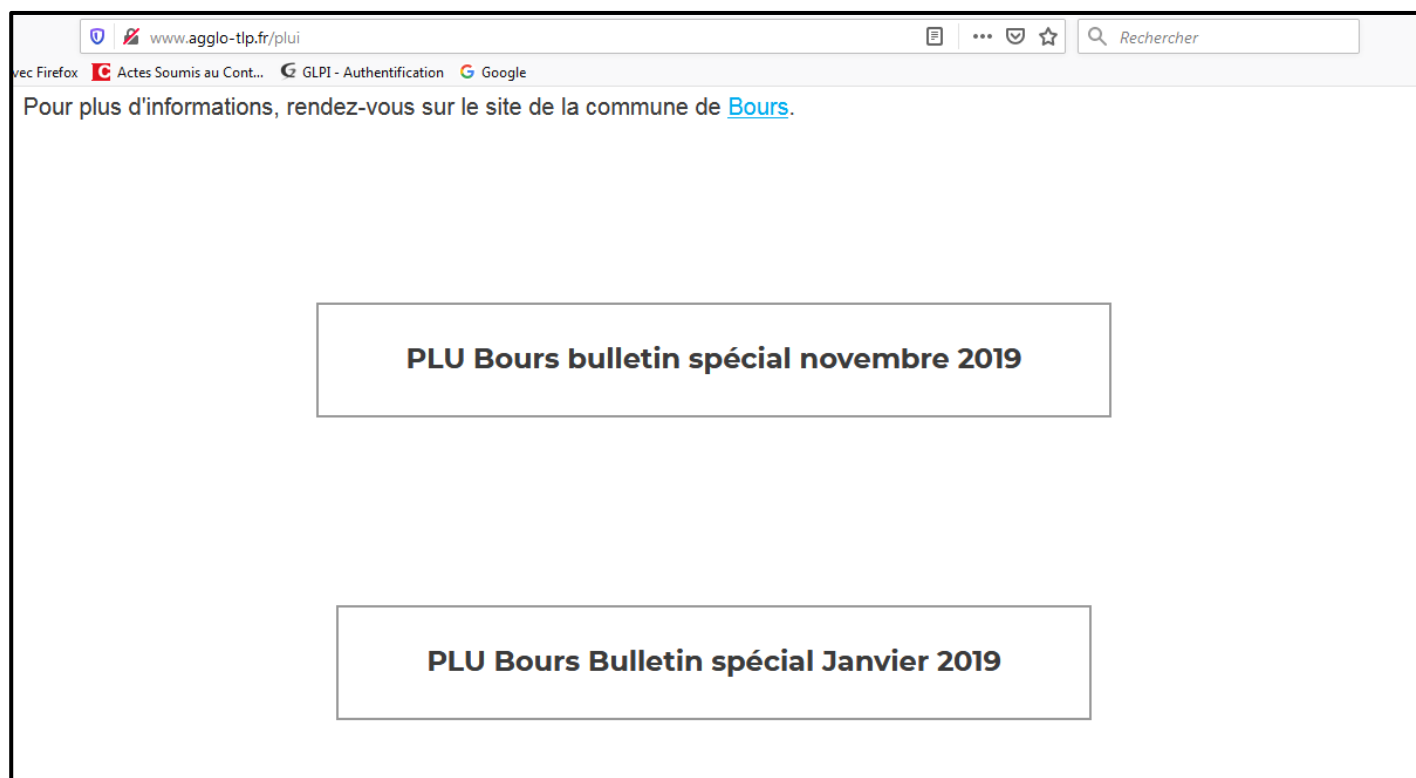
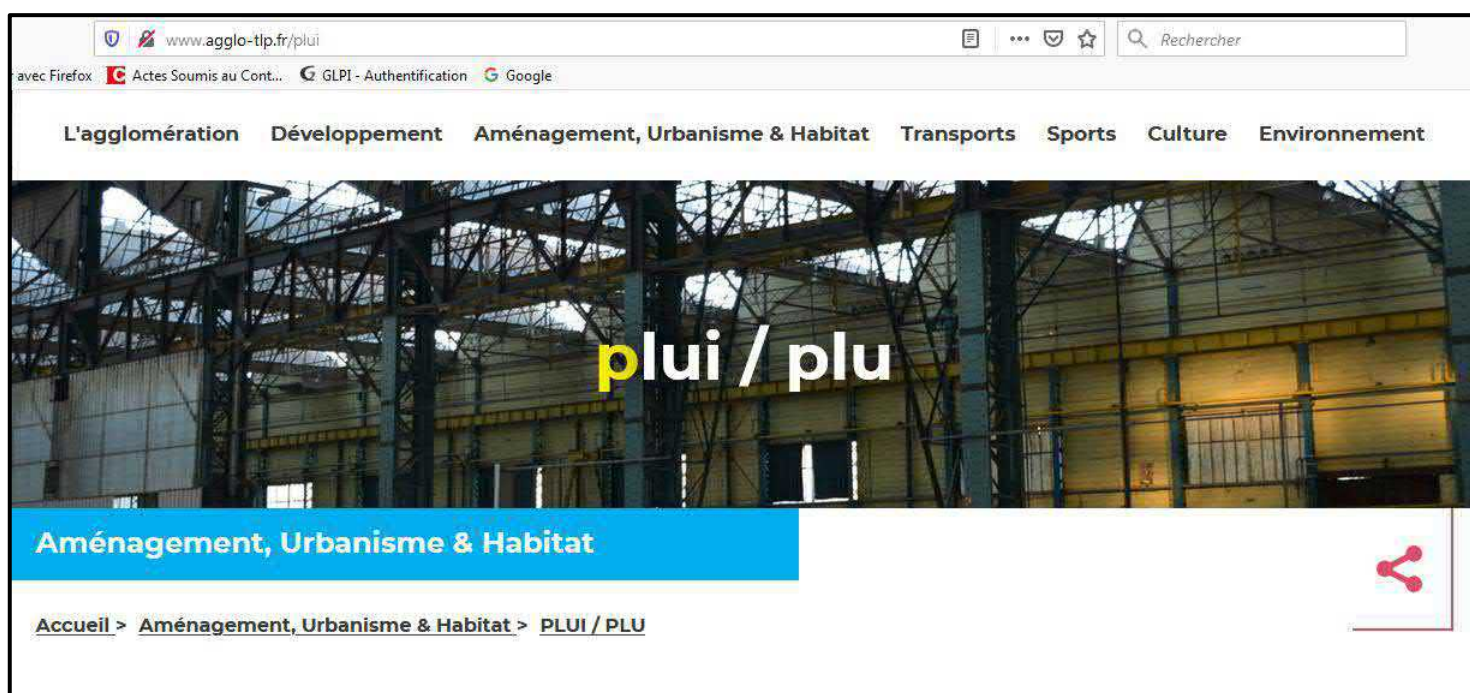
Après un travail important et complexe mené jusqu'alors par les élus de la commune pour élaborer ce projet, cette présentation devant le Conseil Communautaire marquera une 2^{ème} étape importante de la procédure: l'arrêt du projet de P.L.U.

Le projet de P.L.U. arrêté fera ensuite l'objet de différentes consultations:

- la consultation des Personnes Publiques Associées: il sera transmis aux partenaires institutionnels afin qu'ils rendent leur avis, chacun avec les compétences qui sont les leurs;
- l'enquête publique: il sera ensuite mis à disposition des Boursois et de toute personne intéressée, afin que chacun puisse faire part de ses appréciations, suggestions et contre- propositions. Cette enquête publique sera conduite par un commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif.







II. Synthèse des observations du public

Durant la procédure d'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bours, la population a pu s'exprimer par l'intermédiaire d'un cahier de concertation, laissé à sa disposition en Mairie, sur la banque d'accueil.

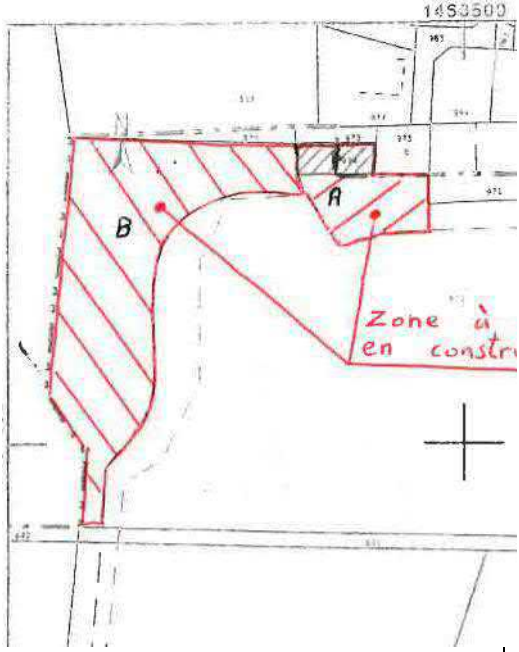
En effet, même si la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a la compétence « en matière d'aménagement de l'espace communautaire » depuis le 1^{er} janvier 2017 (article L 5216-5 2°) du Code Général des Collectivités Territoriales), le choix a été fait de laisser le cahier de concertation au plus près des habitants.

La mise en place de ce cahier de concertation a permis d'enregistrer **17 observations**. Elles sont présentées dans le tableau ci- après.

Voici la synthèse de ces observations :

N°	DATE	NOM	CONTENU	JUSTIFICATION
D'une manière générale, les élus souhaitent rappeler que la commune a l'obligation, conformément à la réglementation en vigueur, de modérer les surfaces ouvertes à l'urbanisation. De ce fait, elle a fait le choix d'ouvrir à l'urbanisation (1AU) les secteurs situés dans le tissu urbain et en continuité immédiate de ce dernier. De plus, et afin de respecter cette réglementation, le projet de P.L.U. définit des limites strictes au développement de l'urbanisation.				

N°	DATE	NOM	CONTENU	JUSTIFICATION
1	21/11/2014	OPH65	<p>Demande la constructibilité de la parcelle A527 et A387 pour projet de 7 logements individuels</p>	<p>Après étude du dossier avec les parties concernées, il a été retenu de classer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en zone constructible (1AU) la parcelle A527 sous conditions (aménagement du chemin privé afin de permettre la circulation optimale du nouveau flux de circulation de l'ensemble du secteur tel que défini dans l'OAP n°2 et travaux de desserte par les réseaux) - en zone naturelle (N) la parcelle A387 étant donné son occupation actuelle : une ancienne gravière largement reboisée. Son aménagement à des fins de promenade est souhaité par la collectivité.
2	18/03/2015	SCI Margivert	<p>Indique à la commune son projet de développement du tour du lac (parcelle 0A) et, à cette fin, souhaite que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La destination de la zone corresponde à des équipements de loisirs, culturels et sportifs - Soit autorisé les constructions et installations liées aux activités sportives et de loisirs. Resterons admis (comme dans le POS), les terrains de camping et de stationnement de camping-car et leur annexe ainsi que les habitations légères de loisirs. 	<p>Axe 2 du P.A.D.D. : « valoriser l'atout nature de Bours ». Cet axe souligne la volonté de mettre en valeur les zones naturelles dont les anciennes gravières, dans une optique de préservation des milieux naturels. Dans ce cadre, l'ensemble de ces anciennes gravières, concernées ou en limite d'un site Natura 2000, est classé en zone naturelle. Il est néanmoins permis de changer la destination du bâtiment existant sur ce secteur.</p>

N°	DATE	NOM	CONTENU	JUSTIFICATION
3	18/03/2015	Verdier Arnaud	Souhaite que les parcelles A974 et A974b soient constructibles.	<p>La parcelle A974 mesure moins de 120 m² et se situe dans l'enveloppe urbaine : elle est classée en zone Ub.</p> <p>Par contre, le secteur identifié sur le plan joint au courrier se situe en bordure du lac, en zone Natura 2000 et est classé en zone N (cf réponse n°2).</p> <p><u>Extrait du courrier :</u></p> 
4	17/06/2015	Lameigrere Laurent Baecke Stephanie	Souhaite que la parcelle A391 soit constructible.	Dans la mesure où cette parcelle est bâtie, elle a été classée en zone Ub.
5	17/09/2015	Mme Pacheco	Souhaite que la parcelle B207 soit constructible.	<p>Pour contenir le développement linéaire des constructions de long de la rue de la République en direction de Bazet, la zone constructible est limitée aux dernières constructions existantes. D'ailleurs, rien n'est actuellement bâti au nord de la rue de la Paix. La parcelle B207 est donc classée en zone « A », constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.</p>

N°	DATE	NOM	CONTENU	JUSTIFICATION
6	28/09/2015	Mme CHABOSEA U Marie-Evelyne	Souhaite que la parcelle B19 soit constructible.	B19 : La parcelle se situe en zone agricole, « déconnectée » du tissu urbain ; de ce fait, cette parcelle est classée en zone « A », constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
7	12/11/2015	M. Da Costa Simon	Souhaite que les parcelles B145 et B146 soient constructibles.	Pour contenir le développement linéaire des constructions de long de la rue de Bigorre en direction de Bazet, la zone constructible est limitée aux dernières constructions existantes. Les parcelles B145 et B146 sont donc classées en zone « A », constructibles uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
8	14/01/2016	Mme Goullier Jacqueline M. Goulier Michel M. Goulier-Cestac Denis	Souhaite que la parcelle A485 soit constructible.	Pour contenir le développement linéaire des constructions de long de la rue des Pyrénées en direction d'Aureilhan, la zone constructible est limitée aux dernières constructions existantes. La parcelle A485 est donc classée en zone « A », constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
9	21/01/2016	Mme Vanwambeke Chantal	Souhaite que les parcelles B203, B107 et B109 soient constructibles.	B203 : la parcelle B203 fait partie du cœur urbain ancien (203). Les parties de la parcelle en limite de voirie sont constructibles, le cœur de parcelle étant préservé pour le jardin et les annexes de l'habitation. B107/109 : les parcelles se situent en zone agricole, « déconnectée » du tissu urbain ; de ce fait, ces parcelles sont classées en zone « A », constructibles uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.

N°	DATE	NOM	CONTENU	JUSTIFICATION
10	09/02/2018	M. Vis Johnny	Souhaite que la parcelle B360 soit classée en « terrain familial des gens du voyage ».	Cette parcelle, tout comme la parcelle voisine, est bien classée en zone Ngv (destiné à la sédentarisation des gens du voyage) dans le projet de P.L.U.
11	25/02/2016	M. Colleli Sébastien	Souhaite que la parcelle C131 soit constructible.	C131 : la parcelle se situe en zone agricole, « déconnectée » du tissu urbain ; de ce fait, cette parcelle est classée en zone « A », constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
12	20/04/2016	M. Degos Gérard	Souhaite que la parcelle C347 soit constructible.	C347 : la parcelle se situe dans un hameau existant et la mairie a choisi de ne permettre l'extension que du centre bourg. Cette parcelle est donc classée en zone agricole, constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
13	26/08/2018	Mme Maulon Paulette Mme SABATIER Catherine Mme LACHAUX Jocelyne	Souhaite que la parcelle C256 soit constructible.	C256 : la parcelle se situe dans un hameau existant et la mairie a choisi de ne permettre l'extension que du centre bourg. Cette parcelle est donc classée en zone agricole, constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
14	04/01/2018	M. Perceval Florian	Souhaite qu'une partie de la parcelle C185 soit constructible.	C185 : la parcelle se situe au cœur du quartier « Lahitte », en situation de « dent creuse ». De ce fait, le projet de P.L.U. prévoit la possibilité de réaliser 4 lots sur une partie Est de cette parcelle, le reste étant dévolu à des espaces verts.

N°	DATE	NOM	CONTENU	JUSTIFICATION
15	19/10/2018	Mme Marzoli-Labat Marie-José	Souhaite que la parcelle C0200 soit constructible.	C0200 : la parcelle se situe en zone agricole, « déconnectée » du tissu urbain ; de ce fait, cette parcelle est classée en zone « A », constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
16	16/11/2018	M. Deyris André	Souhaite que la parcelle 62 (quartier du Levant) soit constructible.	La parcelle se situe en zone agricole, à proximité de bâtiments d'élevage et « déconnectée » du tissu urbain ; de ce fait, cette parcelle est classée en zone « A », constructible uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.
17	11/10/2019	Mme LEGENDRE Jacqueline	Souhaite que les parcelles A259, 260, 269, 272, 273, 274 et G102 soient constructibles.	Ces parcelles sont situées en zone agricole et « déconnectées » du tissu urbain ; de ce fait, elles sont classées en zone « A », constructibles uniquement pour des bâtiments agricoles, sous réserve de respecter les distances de recul obligatoires (RSD ou ICPE) vis-à-vis des habitations les plus proches.

III. Bilan

Il convient à présent de tirer le bilan de cette concertation avant l'arrêt du projet de P.L.U.

La concertation, régie par les articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, a été menée pendant toute la durée de l'élaboration du projet de P.L.U. Elle a été mise en place dès la fin du mois de décembre 2014, la délibération de prescription de la révision du P.O.S. valant transformation en P.L.U. de la commune de Bours ayant été adoptée la 9 décembre 2014.

La Communauté d'Agglomération, en collaboration avec les services de la commune de Bours, en a poursuivi la mise en œuvre jusqu'à l'arrêt du projet en Conseil Communautaire au mois de décembre 2019.

Il est possible de conclure que les moyens de concertation utilisés ont été adaptés tant à la taille de la commune, qu'à l'importance et aux caractéristiques du projet de P.L.U.

Ils ont permis d'informer et de faire participer l'ensemble des acteurs concernés tout en assurant la transparence de la démarche.

L'ensemble des contributions a, par ailleurs, permis de faire évoluer le projet de P.L.U. tout au long de son élaboration.

13 AVR. 2018

ARRIVEE

Conseil Communautaire du mardi 10 avril 2018

Délibération n° 3

Elaboration du projet de P.L.U. de la commune de Bours – modifications du P.A.D.D. et débat sur le document

Date de la convocation : le 3 avril 2018

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE	M. François RODRIGUEZ
M. Patrick VIGNES	M. Jean-Michel SEGNERE
M. Yannick BOUBEE	M. Philippe SUBERCAZES
M. Fabrice SAYOUS	M. Francis TOUYA
M. Jean-Claude BEAUQUESTE	M. Jean-Christian AMARE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU	Mme Elisabeth ARHEIX
M. André BARRET	M. Georges ASTUGUEVIEILLE
M. Gérard CLAVE	M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Denis FEGNE	Mme Marie-Paule BARON
M. Marc BEGORRE	M. Philippe BAUBAY
M. Jacques LAHOILLE	M. Michel BONZOM
M. André LABORDE	M. Francis BORDENAVE
M. Jean-Claude PIRON	M. Serge BOURDETTE
M. Jean-Christian PEDEBOY	M. Lucien BOUZET
Mme Christiane ARAGNOU	Mme Elisabeth BRUNET
Mme Anne-Marie ARGOUNES	M. François-Xavier BRUNET
M. Jean-Marc BOYA	M. Jean-François CALVO
M. Jean BURON	Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
M. Roger-Vincent CALATAYUD	Mme Anne CANDEBAT REQUET
M. Jean-Louis CRAMPE	Mme Danielle CARCAILLON
M. Gilles CRASPAY	M. Jean-Noel CASSOU
Mme Ginette CURBET	M. Philippe CASTAING
Mme Andrée DOUBRERE	M. Jean-Claude CASTEROT
M. Michel DUBARRY	M. Georges CASTRES
M. Serge DUCLOS	M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Jacques GARROT	Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Geneviève ISSON	Mme Annette CUQ
M. Christian LABORDE	M. Daniel DARRE
Mme Evelyne LABORDE	M. Denis DEPOND
Mme Yvette LACAZE	M. Jean-François DRON
M. David LARRAZABAL	M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Claude LASSARRETTE	Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel LEHMANN	M. Jean-Marc DUCLOS
M. Roger LESCOUTE	Mme Christiane DURAND
M. Alain LUQUET	Mme Martine FOCHEATO
Mme Myriam MENDES	M. Michel FORGET
M. Ange MUR	M. Joseph FOURCADE
Mme Michèle PHAM-BARANNE	M. Jean-Pierre FRECHIN
Mme Evelyne RICART	M. Jean-Bernard GAILLANOU

Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Vincent MASCARAS
M. Cédric PIRIS
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
M. Laurent PENIN

M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Claudine RIVALETTO
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Valérie LANNE
M. Michel AUSINA
M. Gérald CAPEL
M. Marc GARROCCQ
M. Alain TALBOT
M. Pierre DARRE
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS
M. Guy VERGES donne pouvoir à M. Ange
MUR
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Bruno VINUALES donne pouvoir à M.
Jean-Claude PIRON

M. Rémi CARMOUZE donne pouvoir à M.
Jean-Christian PEDEBOY
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Anne-
Marie ARGOUNES
M. Alain GARROT donne pouvoir à M.
Philippe SUBERCAZES
M. Charles HABAS donne pouvoir à M.
Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles LACRAMPE donne pouvoir à
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO donne pouvoir
à M. Yannick BOUBEE
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE

Absent(s) :

M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Yves CARDEILHAC
M. Marcel DE LA CONCEPTION

M. Jean-Michel DUCLOS
Mme Laure JOUBERT

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Elaboration du projet de P.L.U. de la commune de Bours – modifications du P.A.D.D. et débat sur le document

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu le Code de l'Urbanisme,

pp. 5-18

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 par laquelle la commune de Bours a lancé la révision du P.O.S./ transformation en P.L.U.,
Vu la délibération en date du 13 décembre 2016 attestant du déroulement du débat sur les orientations du P.A.D.D. au sein du Conseil Municipal de la commune de Bours,
Vu la délibération en date du 11 avril 2017 par laquelle la commune de Bours donne son accord à la Communauté d'Agglomération pour poursuivre les études nécessaires à l'élaboration du P.L.U.,
Vu la délibération en date du 28 septembre 2017 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées relative à la modernisation du contenu du P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées travaille actuellement à l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Bours, en étroite collaboration avec les élus de cette dernière.

La définition des orientations générales du P.A.D.D. du projet de P.L.U. de la commune de Bours est issue d'un travail mené à partir des éléments du diagnostic territorial et des enjeux mis en évidence. Elles se déclinent de la façon suivante :

- Axe 1 : renforcer l'identité rurale de Bours,
- Axe 2 : valoriser l'atout « Nature » de Bours,
- Axe 3 : accompagner la dynamique économique du territoire,
- Axe 4 : favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques.

Cependant, la réalisation des documents constitutifs de ce projet de P.L.U. a fait apparaître d'une part, des erreurs matérielles sur les cartes de synthèse des axes 1 et 2 du P.A.D.D., à savoir :

- carte de synthèse de l'axe 1 : préciser une légende (initialement intitulée « quartiers excentrés à limiter à l'existant » en « quartiers excentrés à limiter à l'enveloppe urbaine existante) et apposer un astérisque rouge sur le quartier « Lahitte » (« privilégier les dents creuses »),
- carte de synthèse de l'axe 2 : suppression de l'étoile de couleur fuchsia (« permettre l'évolution de l'habitat isolé patrimonial ») et des étoiles de couleur rouge (« anciennes gravières mise en valeur pour usage « nature »).

D'autre part, la nécessité de reprendre la rédaction de certains paragraphes de l'axe 2 du P.A.D.D. afin de préserver la cohérence entre le P.A.D.D. et les dispositions du règlement :

- paragraphe 2.3 (intitulé « conforter l'offre en loisirs existante ») : remplacer la phrase « réflexion sur la mise en valeur des anciennes gravières dans le cadre d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (lieux de promenade notamment ») par « réflexion sur la mise en valeur des zones naturelles du territoire à usage de loisirs nature » ;
- paragraphe 2.4 (intitulé « permettre l'évolution de l'habitat isolé ») : un paragraphe est ajouté. Il sera rédigé comme suit : « De même, le changement de destination des bâtiments d'intérêt patrimonial et/ ou situés stratégiquement pour le développement du territoire sera autorisé ».

Considérant que si les modifications du P.A.D.D. du projet de P.L.U. de la commune de Bours, proposées précédemment, ne bouleversent en rien l'économie générale du

document, un débat au sein de l'organe délibérant doit néanmoins se tenir conformément aux dispositions de l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que le P.A.D.D. du projet de P.L.U. de la commune de Bours a été présenté en Commission Aménagement de l'Espace et urbanisme le 19 mars 2018, et que le document P.A.D.D. a été transmis à l'ensemble des conseillers communautaires.

Considérant enfin que le débat sur les orientations générales du P.A.D.D. du projet de P.L.U. de la commune de Bours doit se dérouler au sein du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées sur la base du document annexé à la présente délibération.

Ce débat n'a pas fait l'objet d'observations particulières ou ce débat a fait l'objet des observations suivantes :

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prendre en considération les modifications apportées au P.A.D.D. telles qu'indiquées dans la présente délibération.

Article 2 : de prendre acte du déroulement du débat sur les orientations générales du P.A.D.D. du projet de de P.L.U. de la commune de Bours, annexé à la présente délibération.

Article 3 : de préciser que la délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes:

- affichage réglementaire de la présente délibération en mairie de Bours et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées durant un mois,
- transmission au Représentant de l'État (service du contrôle de légalité),
- publication au registre des délibérations,
- insertion au recueil des actes administratifs.

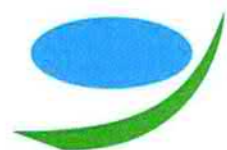
Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer cette convention et à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Gérard TRÉMÈGE".

Gérard TRÉMÈGE.



Mairie de
BOURS

l'esprit nature

Commune de BOURS (65)



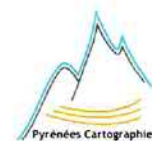
P.A.D.D. débattu

Projet d'Aménagement et de Développement Durables

PREFECTURE DES
HAUTES-PYRENEES

13 AVR. 2018

ARRIVEE



Contexte communal et cadre juridique

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, noté P.A.D.D., est une pièce constitutive et obligatoire du Plan Local d'Urbanisme au même titre que le rapport de présentation, le règlement et les annexes.

Bien que non opposable aux tiers, il assure la cohérence du document d'urbanisme, notamment en inscrivant l'obligation :

- de respect des orientations du P.A.D.D. par les O.A.P. (Orientations d'Aménagement et de Programmation), qui constituent le volet opérationnel du P.A.D.D. (articles L151-6 et L151-7) ;
- de cohérence du règlement du P.L.U. avec le P.A.D.D. (article L151-8 du Code de l'Urbanisme).

L'élaboration du P.A.D.D. suit une procédure découlant de la loi S.R.U. (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13/12/2000, de la loi « Urbanisme et Habitat » du 02/07/2003 et des décrets 2004-531 du 09/06/2004 et 2005-613 du 27/05/2005.

La loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12/07/2010, dite « Grenelle 2 », et la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Renouvelé (« loi ALUR ») du 24/03/2014 renforcent la dimension environnementale du P.A.D.D. et la mise en cohérence entre les SCoT et les PLU. En particulier, le P.A.D.D., conformément à l'article L151-5 du Code de l'Urbanisme, fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le P.A.D.D. est l'expression d'un projet politique global, s'inspirant de préoccupations d'ordre social, économique et environnemental : il doit être l'expression claire et accessible d'une vision stratégique du développement territorial à long terme. Il est fondé sur un diagnostic territorial et il doit respecter les objectifs et principes d'équilibre et de durabilité exposés aux articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme.

Il exprime les orientations générales relatives aux politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques et en particulier celles qui concernent l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs (Art. L151-5 du Code de l'Urbanisme).

Les orientations définies doivent alors obligatoirement aborder les trois thèmes centraux du développement durable dans le domaine de l'urbanisme, soit :

LE RESPECT DU PRINCIPE D'ÉQUILIBRE

- entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé et le développement de l'espace rural d'une part,
- et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;

LE MAINTIEN DE LA DIVERSITÉ DES FONCTIONS URBAINES ET DE LA MIXITÉ SOCIALE :

- en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités et d'équipements,
- en tenant compte de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport ;

UNE UTILISATION ÉCONOME ET ÉQUILIBRÉE DES ESPACES INTÉGRANT :

- la maîtrise des besoins de déplacement et de circulation,
- la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces naturels, des paysages,
- la réduction des nuisances,
- la sauvegarde du patrimoine naturel, bâti et paysager remarquable,
- la prévention des risques naturels, technologiques, des pollutions et des nuisances de toutes natures.

En rive droite de l'Adour, Bours est une commune bien desservie par des routes départementales à quelques kilomètres de Tarbes, qui a vu sa population considérablement augmenter depuis les années 1960, passant de 371 habitants en 1968 à plus de 800 aujourd'hui. Son évolution récente est marquée par de nombreux projets de lotissements, notamment au quartier « Loubéry » et le long de la RN21, en limite d'Orleix. Ce quartier de « Lahitte » est aujourd'hui déconnecté du centre du village. Commune aux multiples facettes, Bours conjugue espaces de développement urbain, espaces agricoles (plaine de l'Adour, espace bocager et canaux), espaces naturels protégés (Natura 2000), espaces de loisirs et sportifs et zones artisanales sur une surface de moins de 5 km². Il s'agit donc, au travers de ce nouveau document d'urbanisme, de définir les priorités pour le développement du village pour les 10 à 15 ans à venir.

Dans ce contexte, le projet d'aménagement retenu pour la commune de Bours est fondé sur les 4 grands axes suivants :

AXE 1 : RENFORCER L'IDENTITE RURALE DE BOURS

AXE 2 : VALORISER L'ATOUT « NATURE » DE BOURS

AXE 3 : ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

AXE 4: FAVORISER UN URBANISME SOUCIEUX DE LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

Les différents éléments mentionnés à l'article L151-5 du code de l'urbanisme sont intégrés dans les différents axes du présent PADD de la façon suivante :

ORIENTATIONS GÉNÉRALES DES POLITIQUES :

d'aménagement	Axe 1
d'équipement	Axe 4
d'urbanisme	Axe 1
de paysage	Axe 2
de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers	Axe 2
de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques	Axe 2

ORIENTATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT :

l'habitat	Axe 1
les transports et les déplacements	Axe 1
les réseaux d'énergie	Axe 4
le développement des communications numériques	Axe 3
l'équipement commercial	Axe 3
le développement économique	Axe 3
les loisirs	Axe 3

OBJECTIFS CHIFFRÉS DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN Axe 1

Conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables doivent faire l'objet d'un débat organisé au sein du Conseil Municipal.

Ce débat a eu lieu lors du Conseil Municipal du xx/xx/xx

Affirmer l'identité rurale de Bours

1.1 – MODÉRER LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE AINSI QUE LA CONSOMMATION D'ESPACE

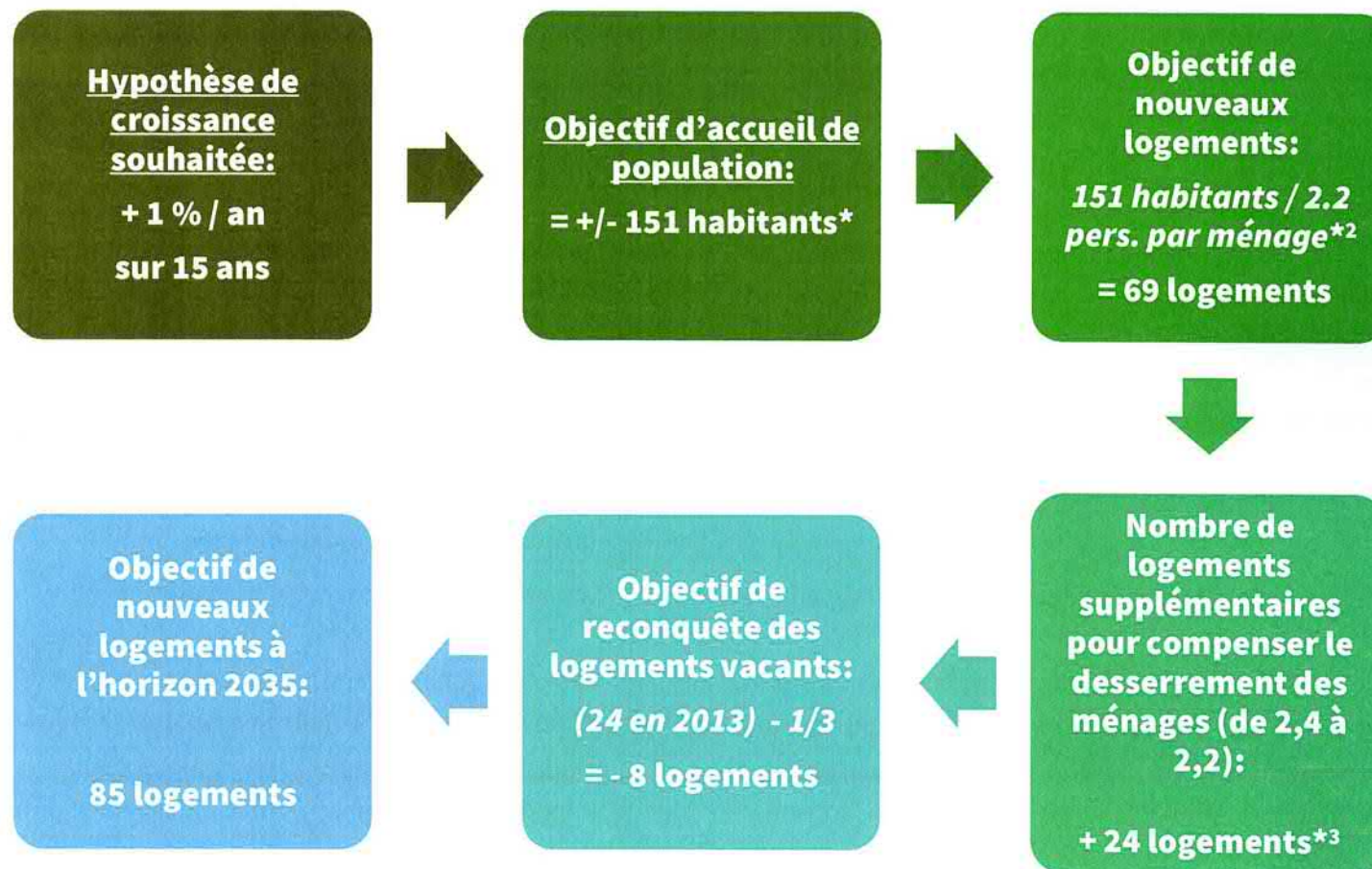
La volonté municipale est de modérer et poursuivre le développement de la commune de Bours qui se positionne comme un territoire « charnière » entre la plaine agricole et les zones urbanisées de l'agglomération de Tarbes, un cadre de vie « nature » à quelques kilomètres d'un bassin d'emplois d'importance majeure. Depuis 17 ans (1999 – 2016), Bours voit sa population s'accroître progressivement sur une moyenne de près de 1,25 %/an, démontrant la forte attractivité du territoire.

	1999 (données INSEE)	2013 (données INSEE)	2016 (données mairie - estimatif)
Logements (RP)	262	331	381 (soit + 50 log depuis 2013)
Habitants	715	781	891 (soit +110 hab depuis 2013)

AXE 1

Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1



* Calcul de croissance sur la période 2016-2031 sur la base de la formule $(pop_{2016} \times (1+0,0090)^{15}) = \text{nbre d'habitants à accueillir}$

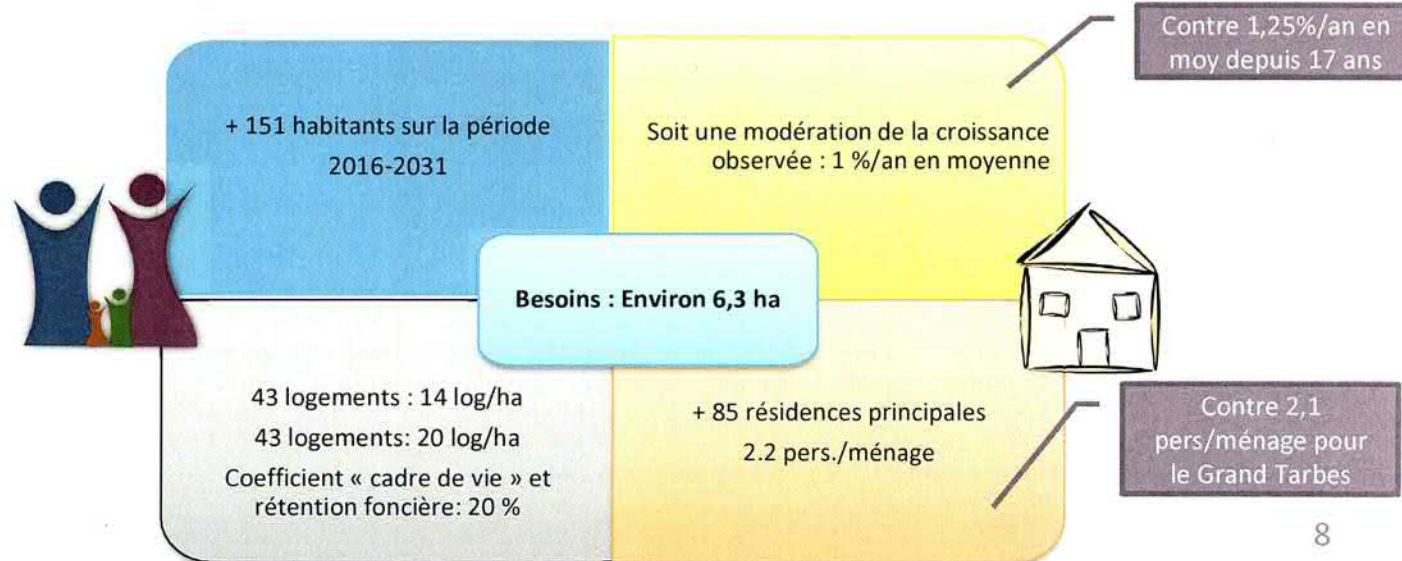
*2: Nbre de personne par ménage en 2013: 2,4 ; Estimation pour 2031: 2,2 (moy Grand Tarbes: 2,1)

*3: Nbre personnes 2016 / Nbre de personnes par ménage – Nbre de logements en 2016

Affirmer l'identité rurale de Bours

Afin d'accueillir environ 85 logements supplémentaires (à l'horizon 15 ans), et dans l'optique de modérer la consommation de l'espace, la commune de Bours a fixé les objectifs suivants:

- Proposer une densification optimale des nouvelles constructions: depuis 10 ans, la densité moyenne observée est de 14 logements/ha. Le projet communal vise à trouver un équilibre entre des zones denses et d'autres moins denses avec comme objectifs :
 - 50 % des nouveaux logements à environ 14 logements / ha (moy 715 m²/logement);
 - 50 % des nouveaux logements à environ 20 logements / ha (moy 500 m²/logement).
- Affirmer la présence des éléments naturels (jardins, espaces publics, eau, boisements) dans le tissu urbain en protégeant les « cœur d'îlots jardinés » et en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de permettre le maintien et la création d'espaces de respiration en zone urbanisée (création de nouveaux cœurs d'îlots « verts » dans les quartiers en construction).
- Limiter l'urbanisation aux dents creuses et en stricte continuité de l'urbanisation existante: fin du développement linéaire de l'urbanisation, réflexions sur des extensions d'urbanisation à travers des orientations d'aménagement et de programmation globales par quartier (maillage, trame verte et bleue, cohérence architecturale,...).



Affirmer l'identité rurale de Bours

1.2 – FACILITER L'ACCES AU LOGEMENT POUR TOUS

Souhaitant répondre aux besoins qualitatifs en matière de logements et promouvoir la mixité sociale et générationnelle, la commune se positionne sur les enjeux suivants :

- ✓ Encourager le maintien et la création de commerces au centre-bourg: la municipalité s'engage à soutenir le pôle de proximité en cours de création au centre-bourg et à réfléchir aux différents accès possibles (liaisons douces notamment) vers ce nouveau pôle de services et commerces.
- ✓ Les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage sont autorisés et souhaités dans le tissu urbain et pavillonnaire.
- ✓ En diversifiant la typologie des logements autorisés (densité, surfaces, hauteurs,...) tout en conservant un habitat à « taille humaine » (petits collectifs – 3 niveaux maximum) et des formes urbaines garantes d'une qualité de vie préservée afin que chaque famille puisse trouver le logement correspondant à ses besoins (locatif, achat, collectif, individuel, quartier du centre ancien mais rénové, quartier plus récent,...)
- ✓ En exigeant un minimum de logements sociaux dans les opérations d'ensemble d'envergure.
- ✓ En constituant des réserves foncières communales dans les zones Urbaines (U) et A Urbaniser (AU) afin d'organiser l'espace de vie.



Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1

1.3 – PRÉSERVER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS

- Le centre bourg ancien est constitué d'un ensemble dense, groupé, où les constructions sont souvent implanté perpendiculairement à la voirie (un pignon sur la rue), des cours fermées de murets sur la rue et des jardins à l'arrière formant des « cœur d'îlots verts » enclavés dans le tissu urbain. Se sont ces espaces encore aujourd'hui « jardinés » qu'il convient de préserver.
- Le village de Bours est bordé à l'Ouest par l'Adour, à l'Est par l'Ailhet et au centre par le canal de l'Agaou. Se sont ces « coulées vertes » dans le tissu urbain ou à proximité qu'il faut conserver. De la même manière, l'ensemble des canaux seront préservés.
- La commune de Bours se situe dans la plaine de l'Adour, au cœur d'un territoire agricole d'importance majeur. Il convient de stopper l'éparpillement des constructions en définissant des limites strictes à l'urbanisation:
 - Les constructions en « dents creuses » sont privilégiées;
 - Une seule zone d'extension est envisagée au sud de la rue de l'Adour, permettant la création d'un nouveau quartier durable avec maillage obligatoire vers la voie existante au sud;
 - Le quartier de « Lahitte » étant déconnecté du centre-bourg, la volonté communale est de ne pas étendre ce secteur d'urbanisation ni les quartiers excentrées (vers Aureilhan notamment).



Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1

1.4 – ENCOURAGER LES LIAISONS INTER-QUARTIERS: MAILLAGE ROUTIER ET DÉPLACEMENT DOUX

- ✓ Promouvoir une organisation urbaine moins consommatrice de déplacements, en recentrant notamment les nouveaux quartiers proche des pôles de proximité;
- ✓ En finir avec les voiries en impasse; le maillage du territoire devient un enjeu majeur pour l'aménagement de la commune.
- ✓ Maintenir les arrêts de transport collectif existants.
- ✓ Conforter les liaisons douces existantes et en créer de nouvelles vers et depuis les points stratégiques, pour accéder aux services et commerces de proximité: Rapide, pratique, écologique, sportive et économique, l'intérêt de la pratique de la marche ou du vélo n'est plus à démontrer ! Véritable volonté communale, la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires est un objectif prioritaire pour la commune qui souhaite permettre à l'ensemble des habitants de pouvoir se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics (écoles, espaces verts, terrains de sport, aire de jeux, mairie):
 - Confirmation du « caminadour » et du « trait vert » le long de l'Adour;
 - Réflexion à mener sur les accès piéton le long de la rue de l'Adour;
 - Création de nouveaux maillage piétonnier lors de l'urbanisation du nouveau quartier d'extension: « connexions » à établir avec le lotissement « L'Agaou » à l'Ouest, les zones de loisirs à aménager et l'impasse Montaigu.
 - Réflexion sur la création d'un cheminement doux entre le quartier « La Hitte » et le centre-bourg.



Affirmer l'identité rurale de Bours

1.5 – METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL DU BOURG ET PRÉSERVER SON ORGANISATION TRADITIONNELLE

Le bourg ancien est représentatif des bourgs de la plaine de l'Adour et se caractérise par un bâti aligné sur la voirie et organisé autour d'une cour: la façade principale de l'habitation est tournée vers le sud, tandis que les granges protègent la cour des intempéries venant de l'ouest. Depuis la rue, le bâti offre dans la plupart des cas une succession de pignons séparés par les murs et portails qui ferment les cours, alternant donc des pleins et des vides assez réguliers. Plus rarement, le mur gouttereau marque la limite de l'espace public. L'arrière des parcelles est occupé par les jardins qui se font souvent face avec les jardins des constructions de la rue parallèle.

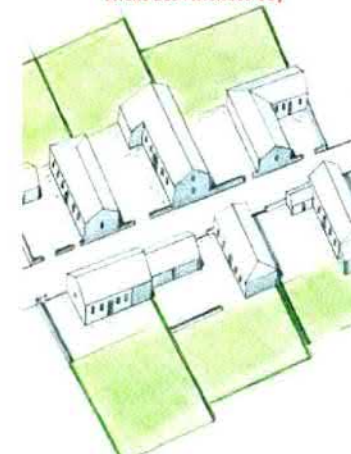
Le PLU permet un urbanisme et une architecture de qualité, en s'appuyant sur les trames existantes, l'implantation traditionnelle des constructions et des parcelles, l'aspect extérieur des bâtiments et des clôtures, ... Il assure la préservation et la mise en valeur des bâtiments ou éléments architecturaux identifiés pour leur intérêt patrimonial, tout en autorisant une évolution du bâti à même de répondre aux modes de vie actuels et futurs de la population. Enfin, le PLU assure un traitement paysager de qualité entre les zones urbaines ou à urbaniser et les espaces agricoles et naturels: type de clôtures, espace de transition par exemple.



Espace agricole à l'arrière des constructions

Jardins en cœur d'îlots

ORGANISATION TRADITIONNELLE : HABITAT PROCHE DE LA RUE ET DES JARDINS EN CŒURS D'ÎLOT (SOURCE : ATLAS DES PAYSAGES 65)

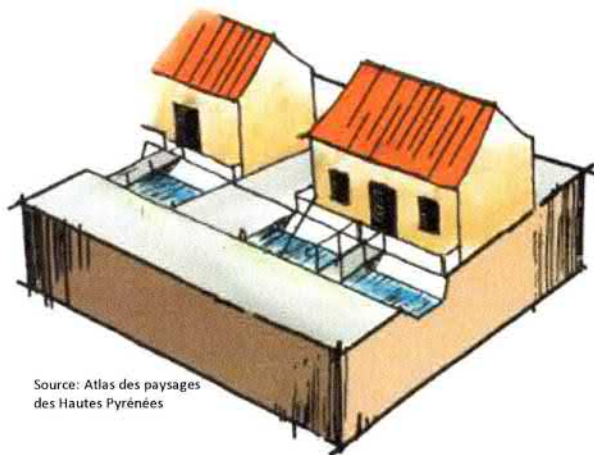


La façade principale est toujours orientée sur la cour exposée au soleil

Affirmer l'identité rurale de Bours

De plus, l'identité du village de Bours s'est construite autour d'éléments structurants qu'il convient d'identifier afin de les mettre en valeur et les préserver:

- Les éléments hydrauliques: la présence de l'eau est une caractéristique essentielle du village; ces canaux et éléments hydrauliques, créés pour l'irrigation de la plaine, font aujourd'hui partie intégrante du paysage urbain et rural de la commune. Identifier et préserver les canaux d'irrigation dans une optique patrimoniale mais également de lutte contre les inondations (tous les travaux sur ces canaux devront faire l'objet d'une demande en mairie).
- L'église, au cœur de la place centrale du village en cours de restructuration.
- Les murets en galets (si l'élément identifié menace de s'écrouler, sa reconstruction à l'identique n'est pas obligatoire).



Source: Atlas des paysages des Hautes Pyrénées

Jeux de l'eau dans le tissu urbain

Les bourgs implantés dans le val d'Adour ont développé tout un système de canaux permettant la circulation de l'eau dans l'espace urbain, formant un linéaire continu et apparent valorisant l'espace public.



AXE 1



PADD de Bours

Axe 1: Affirmer l'identité rurale de Bours

1. Modérer la croissance démographique ainsi que la consommation d'espace

Soit + 151 habitants / + 85 logements

Soit "besoin estimé": environ 6.3 ha



Fin du développement linéaire des constructions

2. Faciliter l'accès au logement pour tous



Soutien du centre-bourg
comme "pôle de proximité"



Activités autorisées dans
tissu urbain si compatibles
avec le voisinage



Diversifier la typologie
des logements autorisés

3. Préserver le cadre
de vie des habitants



Préservation des
cœurs d'îlots jardinés



Mise en valeur des
"percées bleues"
dans le tissu urbain



Privilégier les
dents creuses



Zone d'extensions
privilegiée



Quartiers
excentrés à
limiter à l'enveloppe
existante

4. Encourager les liaisons
inter-quartiers



Recentrer les possibilités
d'urbanisation à proximité
des équipements collectifs

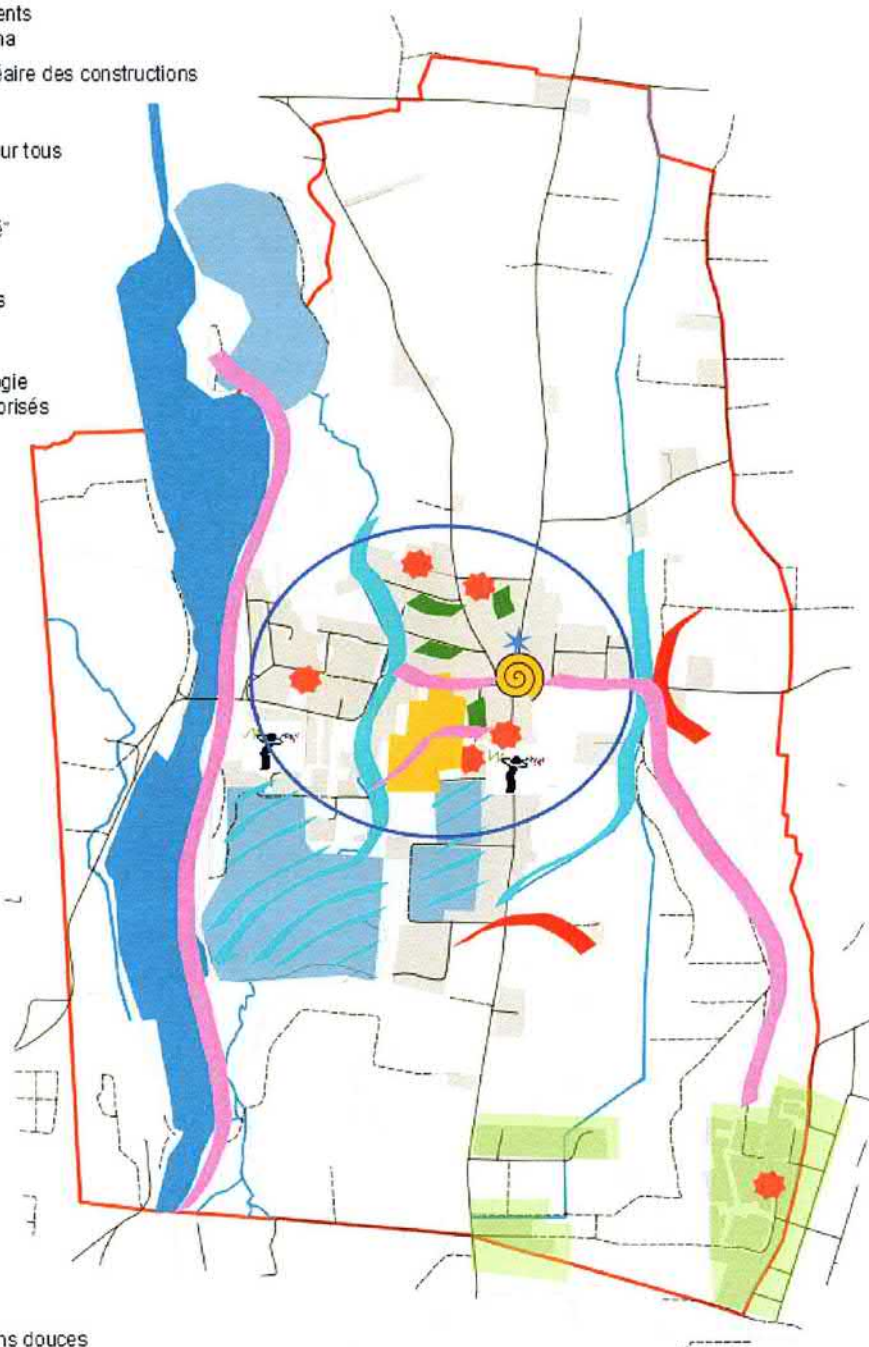


Conforter et créer des liaisons douces

5. Mettre en valeur le patrimoine architectural du bourg et préserver son organisation traditionnelle



Identifier et préserver les éléments remarquables: canaux, église, murets en galets,....



0 250 500



Valoriser l'atout « nature » de Bours

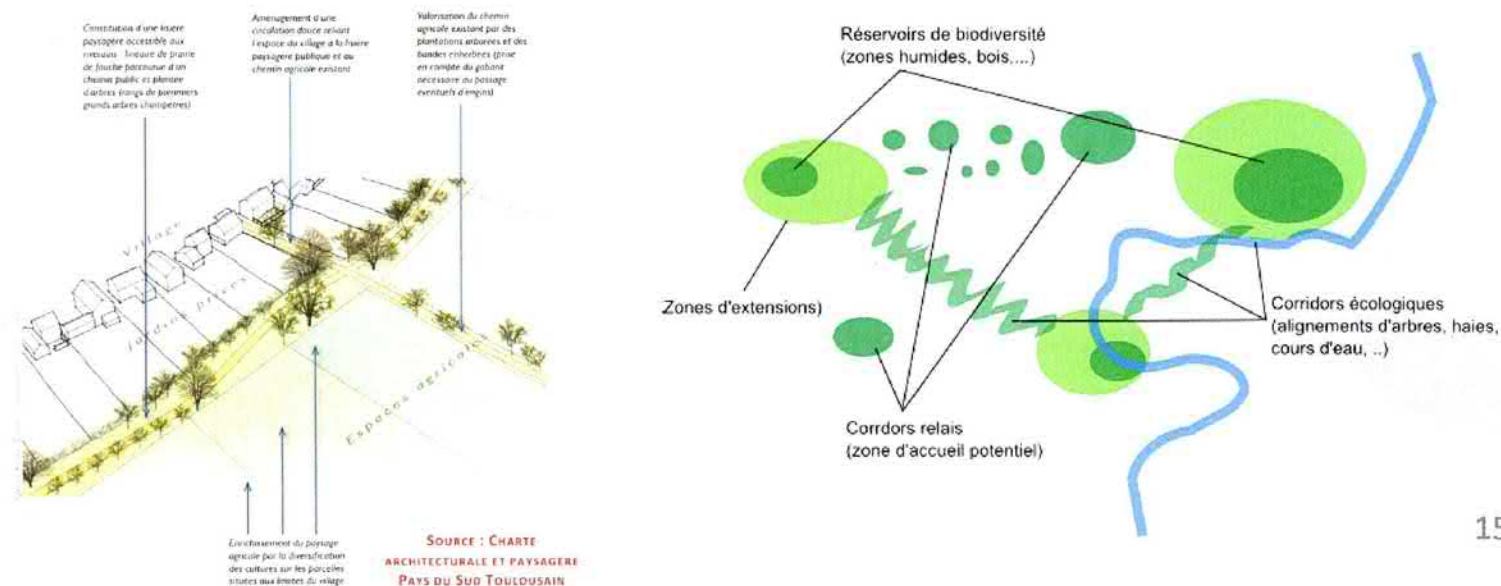
2.1 – POURSUIVRE LA VALORISATION DES ESPACES NATURELS ET CONFORTER LES TRAMES ÉCOLOGIQUES

La préservation et la valorisation de la trame verte et de la trame bleue recouvrent un enjeu majeur pour le village de par sa richesse naturelle s'inscrivant dans le paysage de la plaine de l'Adour, ses espaces agricoles entrecoupés de haies et d'arbres remarquables (bocage), ses affluents, sa ripisylve,... mais également des canaux.

Ce patrimoine naturel majeur confère aux habitants de Bours un cadre de vie exceptionnel, une sensation de « village nature » aux portes de Tarbes, atout majeur en terme d'attractivité pour les nouveaux habitants.

La préservation des paysages et des espaces naturels voulue par le PLU s'inscrit à plusieurs échelles:

- Maintien des trames bleues naturelles que sont l'Adour, le ruisseau de l'Ailhiet, le ruisseau de l'Ailhiet en contact direct avec le tissu urbain mais aussi l'ensemble des canaux présents sur le territoire;
- La mise en valeur des zones naturelles dont les anciennes gravières dans une optique de préservation des milieux naturels et de loisirs « nature »;
- Identification des éléments naturels identitaires: structures paysagères (ripisylve, cours d'eau et anciennes gravières, canaux, haies, boisements, maillage bocagers,...), points de vue remarquables (notamment vers le Sud et la chaîne des Pyrénées); A l'échelle du projet, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) intègrent une réflexion sur la préservation / valorisation des paysages et l'intégration des espaces naturels existants en tant que « coulées vertes » dans l'espace urbain.
- Volonté de traitement paysager de qualité entre zones urbaines et espaces naturels et agricoles.



Valoriser l'atout « nature » de Bours

2.2 – DONNER DE LA LISIBILITÉ AU PAYSAGE ET AUX ENTRÉES DE VILLE

AXE 2

Préservation des entités naturelles



- L'Adour, ses affluents et sa ripisylve comme socle naturel de la commune: l'urbanisation en bordure y est de toute manière contrainte par le risque d'inondation; les aménagements de loisirs doivent se faire en cohérence avec le paysage naturel en place;
- L'espace agricole, ses espaces ouverts et ses haies et arbres isolés à préserver du mitage: l'extension de l'urbanisation est limitée aux espaces en stricte continuité de la tache urbaine; les bâtiments agricoles autorisés devront respecter des règles précises en matière d'insertion paysagère.

Gestion de l'interface urbain / naturel / agricole



- La commune se doit de donner une limite à l'extension de l'urbanisation et de traiter avec soin l'interface urbain / naturel. L'objectif est de composer, lorsque cela est possible, une frange urbaine offrant une transition fonctionnelle et harmonieuse entre espaces urbain et agricole. Cette transition doit permettre l'instauration d'une lisibilité et un « dialogue » entre l'espace bâti et ses espaces agricoles périphériques afin d'éviter toute confrontation brutale, notamment visuelle et, au contraire incite à leur solidarité et leur complémentarité, avec la vue sur les Pyrénées omniprésente.

Structuration des Entrées de ville



- Les entrées de village représentent la première « image » de la ville pour les nouveaux arrivants. Le projet communal vise à requalifier ces espaces pour leur donner de la cohérence avec les éléments qui les entourent.
- Entrée Est: bien marquée par le ruisseau de l'Ailhet pour le nord de la Rue du Levant; Agricole pour le Sud de la rue du Levant.
- Entrée Ouest: le pont de l'Adour représente une limite « physique » et naturelle à l'urbanisation.
- Les 2 entrées nord (rue de la République et rue de Bigorre) restent bien affirmées avec des coupures franches espaces urbains / espaces agricoles.
- L'entrée Sud est moins « nette » avec une multitude de « chapelets » d'urbanisation le long de la rue des Pyrénées (Vers Aureilhan)

Valoriser l'atout « nature » de Bours

2.3 – CONFORTER L'OFFRE EN LOISIRS EXISTANTE

Le village de Bours dispose de nombreux atouts en matière d'offre de loisirs, notamment extérieur: Caminadour, Trait Vert, stade, terrain de basket, terrain de pétanque, lac, ... Le projet communal doit permettre la pérennisation et la création de nouveaux sites pour ces activités mais également réfléchir à l'accès à ces équipements depuis l'ensemble des quartiers de la commune via des liaisons douces à conforter et à créer:

- Réflexion sur la création d'une nouvelle aire de jeux en cœur de village, à proximité à pied de l'école.
- Réflexion sur la mise en valeur des zones naturelles du territoire à usage de loisirs « nature ».



Valoriser l'atout « nature » de Bours

2.4 – PERMETTRE L'EVOLUTION DE L'HABITAT ISOLÉ

Dans la plaine de nombreuses constructions, à usage agricole ou uniquement à usage d'habitation, se retrouvent en position « isolée », non rattachées à une zone urbaine ou dans des petits « quartiers » (par exemple au niveau de l'impasse du vieux chêne ou de la rue Labarthe). Les objectifs sont donc de ne pas favoriser ce type de construction afin de ne pas intensifier le mitage du territoire, mais par contre de permettre l'évolution des constructions existantes sous conditions: extensions mesurées, constructions d'annexes.

De même, le changement de destination des bâtiments d'intérêt patrimonial et/ou situés stratégiquement pour le développement du territoire sera autorisé.





AXE 2

PADD de Bours

Axe 2: Valoriser l'atout "nature" de Bours


1. Poursuivre la valorisation des espaces naturels et conforter les trames écologiques

 Maintien des éléments constitutifs de la trame verte et bleue et permettre leur mise en valeur pour un usage de loisirs "nature"


 Volonté de traitement paysager de l'interface urbaine / agricole



2. Donner de la lisibilité au paysage et aux entrées de ville

 Structuration des entrées de ville

3. Conforter l'offre en loisirs existante

 Renforcement des équipements de loisirs existants

0 250 500 m

Accompagner la dynamique économique du territoire

3.1 – FAVORISER LES SERVICES DE PROXIMITÉ

La commune souhaite affirmer la place « centrale » du territoire comme lieu d'échanges et de rencontres.



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.2 – ASSURER L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS EXISTANTES

Il s'agit de favoriser l'installation et le développement du commerce de proximité, de l'artisanat et de toutes les autres activités compatibles avec le voisinage d'habitation.

Actions envisagées:

- Développer le tissu économique au sein du village à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage et soutenir le commerce de proximité
- Privilégier l'installation des activités non compatibles avec l'habitat dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire communautaire
- Autoriser l'évolution des activités existantes sur le territoire à condition de ne pas engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage.
- Identifier la zone artisanale existante en rive gauche de l'Adour et permettre l'évolution des activités existantes.



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.3 – PRÉSERVER L'OUTIL AGRICOLE

Avec près de 45 % de surface agricole, la commune de Bours souhaite affirmer le rôle économique et paysager de l'agriculture sur son territoire :

- Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole en limitant le développement des zones d'habitat à proximité des bâtiments d'exploitation (conflits d'usage potentiels);
- Maintenir au maximum les terres agricoles agronomiquement favorables en zone « A »;
- Faciliter l'installation des nouveaux agriculteurs sur les secteurs les plus favorables à l'activité;
- Permettre le développement d'activités complémentaires (vente directe, atelier de transformation,...);
- Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère en zone agricole à condition de ne pas créer de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole et sous réserve de la capacité des réseaux. Les grandes lignes architecturales du bâtiment devront être conservées.



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.4 – ASSURER LA PÉRENNITÉ ET L'ÉVOLUTION DES ÉQUIPEMENTS NUMÉRIQUES DE HAUT NIVEAU, ÉLÉMENT ESSENTIEL À LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

L'accès aux équipements numériques est aujourd'hui un élément essentiel au développement de l'activité économique dans un territoire tel que celui de Bours, que ce soit pour les entreprises et structures d'accueil liées au tourisme ou pour les exploitations agricoles. De la même façon, l'installation de nouvelles entreprises ou le développement du télétravail sont fortement conditionnés par les conditions d'accès à l'internet.

Actions envisagées :

- Défendre l'accès à la meilleure desserte possible auprès des instances décisionnaires
- Accompagner le développement des équipements



AXE 3

PADD de Bours

Axe 3: Accompagner la dynamique économique du territoire

1. Favoriser les services de proximité



Soutien du centre-bourg
comme "pôle de proximité"

2. Assurer l'évolution des activités existantes



Permettre les activités sans nuisances
dans les zones urbaines



Identifier la zone d'activités
existantes en rive gauche
de l'Adour



Permettre l'évolution
des activités existantes
sans risques de nuisances
supplémentaires

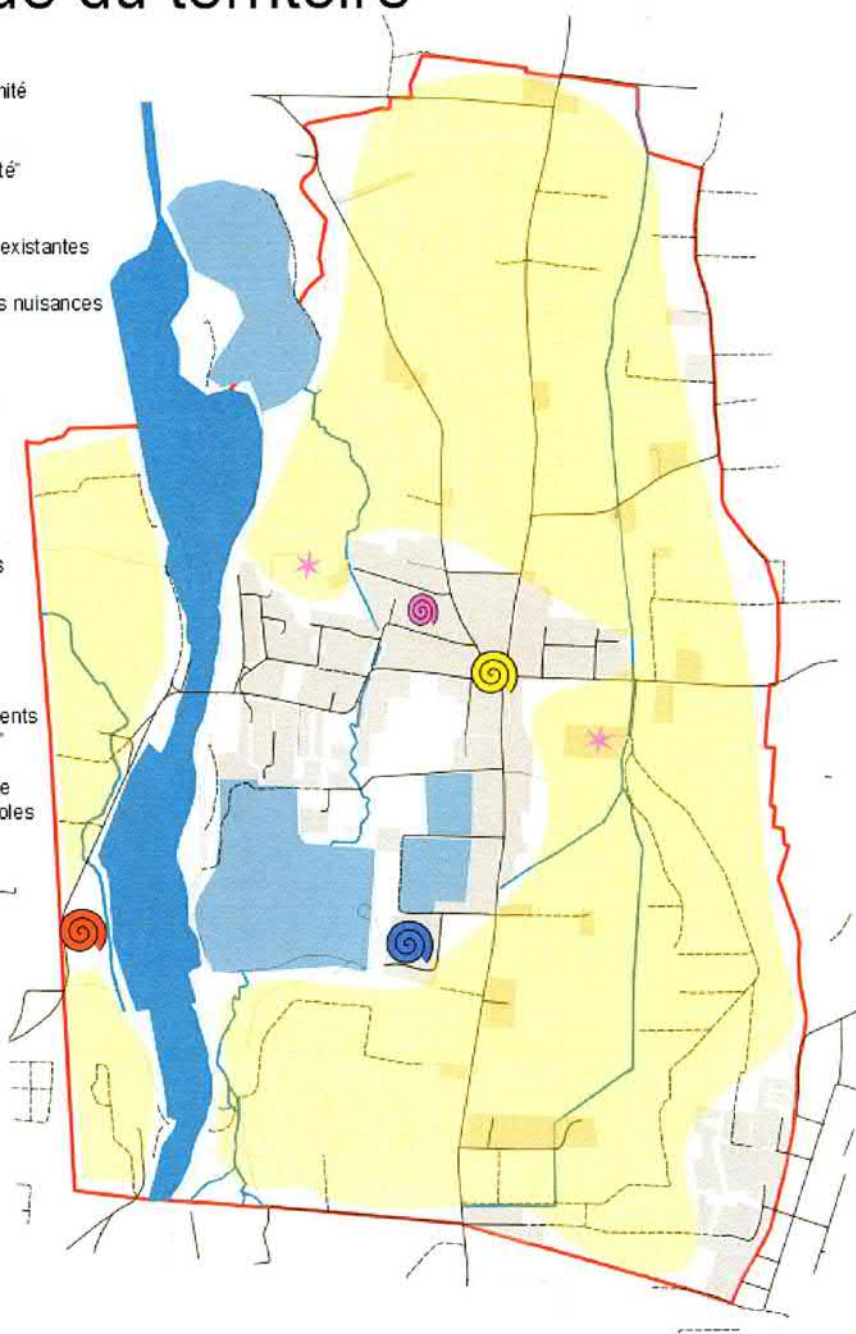
3. Préserver l'outil agricole

Maintenir au maximum
les terres agronomiquement
les plus favorables en "A"



Limitier les conflits d'usage
avec les bâtiments agricoles

4. Assurer la perennité des équipements numériques



0 250 500

Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

AXE 4

4.1 – AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES HABITANTS

La prise en compte des risques est un objectif essentiel pour la commune de Bours:

- *Risques naturels: Un PPRn (Plan de Prévention des Risques Naturels) est en cours d'élaboration sur le territoire et sera annexé au PLU dès que possible;*
- *Risques technologiques: la commune est concerné par un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) au sud-ouest (NEXTER);*
- *Risques liés aux mutations climatiques.*

A ce titre, aucune nouvelle construction ne pourra s'implanter dans la zone inondable de l'Adour identifié en « aléa fort » et des prescriptions s'imposeront concernant le PPRT. Une identification de l'existant est possible dans les secteurs aux aléas les plus faibles.

Les champs d'expansions des crues au sud de la commune seront préservés de toute urbanisation et idéalement identifié en tant que TVB.

Les nouveaux logements au sein des zones d'activités pouvant accueillir des activités à risques seront limités au stricte nécessaire (gardiennage notamment).

Enfin, la collectivité insiste sur la nécessité de mettre en place des mesures d'amélioration de la sécurité routière dans la traversée du village afin de diminuer le trafic aujourd'hui très dense: la municipalité soutient le projet de déviation (« barreau nord » de Tarbes).

Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

4.2 – PROMOUVOIR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET L'HABITAT DURABLE

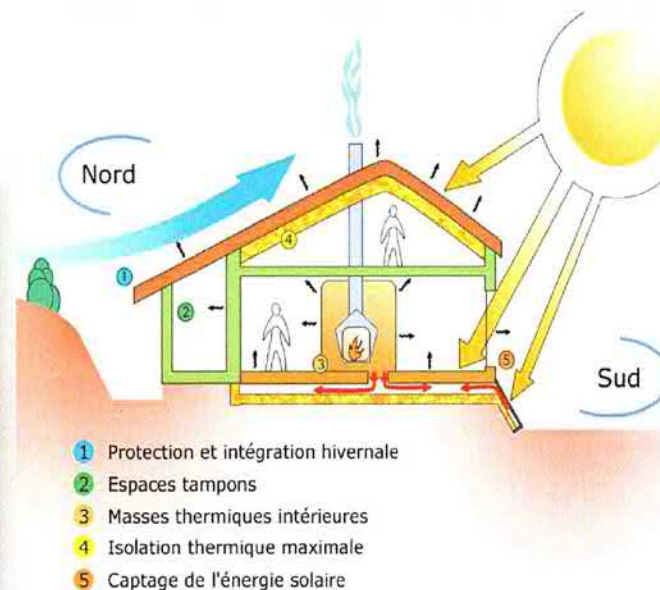
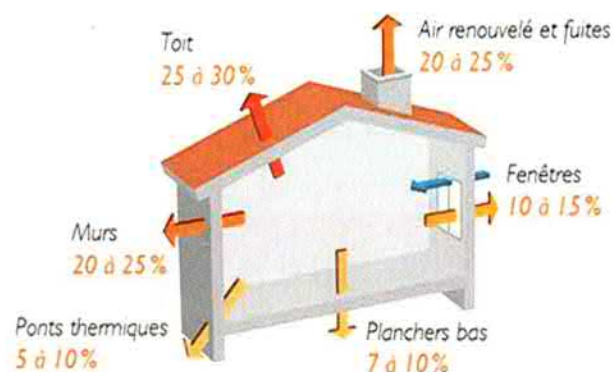
La préservation des ressources naturelles et la limitation de la production de gaz à effet de serre passent par une amélioration de la consommation énergétique du bâti, qui se traduit par ailleurs par une réduction de la facture énergétique.

Actions envisagées :

- permettre la rénovation énergétique des bâtiments existants et l'utilisation des énergies renouvelables dans le respect de l'architecture et du paysage;
- privilégier la sobriété énergétique des nouvelles constructions en optant pour des principes constructifs et des équipements économes (formes compactes pour limiter les déperditions, orientation favorable pour maximiser les apports solaires passifs);
- Permettre la mise en place de dispositifs de productions d'énergie renouvelable;
- Prévoir des principes d'aménagement durable dans les zones d'extensions de l'urbanisation: maillage urbain vers les équipements existants et futurs, parcelles et orientations bien pensées, espaces publics en harmonie avec la trame paysagère existante, gestion des eaux pluviales à travers des principes plus « naturels »,...

PRINCIPES D'UNE MAISON BIOCLIMATIQUE

IMPORTANCE ET LOCALISATION DES PERTES DE CHALEUR



Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

4.3 – ASSURER LA GESTION DE L'EAU: RESSOURCE « EAU POTABLE », EAUX USÉES ET EAUX PLUVIALES

AXE 4

Eau potable

- La capacité des réseaux est mise en adéquation avec les besoins des populations à venir, et l'urbanisation est interdite aux abords des périmètres de captage;
- Se mettre en compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne et son Programme de Mesure (PDM) pour la période 2016-2021 avec notamment les orientations relatives à l'amélioration quantitative de la ressource et la préservation et la restauration des milieux aquatiques.

Eau pluviale

- Le contexte local démontre l'importance de la gestion du pluviale sur la commune et la nécessité de mettre en œuvre des réponses adaptées.
- Des aménagements de stockage et d'infiltration des eaux de pluie (bassins de rétention, noues, fossés,...) sont prévus dans les secteurs les plus sensibles. L'imperméabilisation des sols sur les parcelles peut faire l'objet de prescriptions particulières en fonction de la sensibilité des sites avec mise en place de dispositifs imposés à la parcelle ou dans le cadre d'Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP).

Eaux usées

- A court et moyen terme, le développement urbain est conditionné à la possibilité de mettre en place un mode d'assainissement compatible avec les caractéristiques du milieu (nature des sols et présence d'écoulements permanents), afin que l'urbanisation ne génère ni risque sanitaire, ni impact sur la richesse des milieux.
- A long terme, la commune mènera une réflexion pour la mise en place d'un assainissement collectif.


AXE 4





PADD de Bours

Axe 4: Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et la prise en compte des risques

1. Améliorer la sécurité des habitants

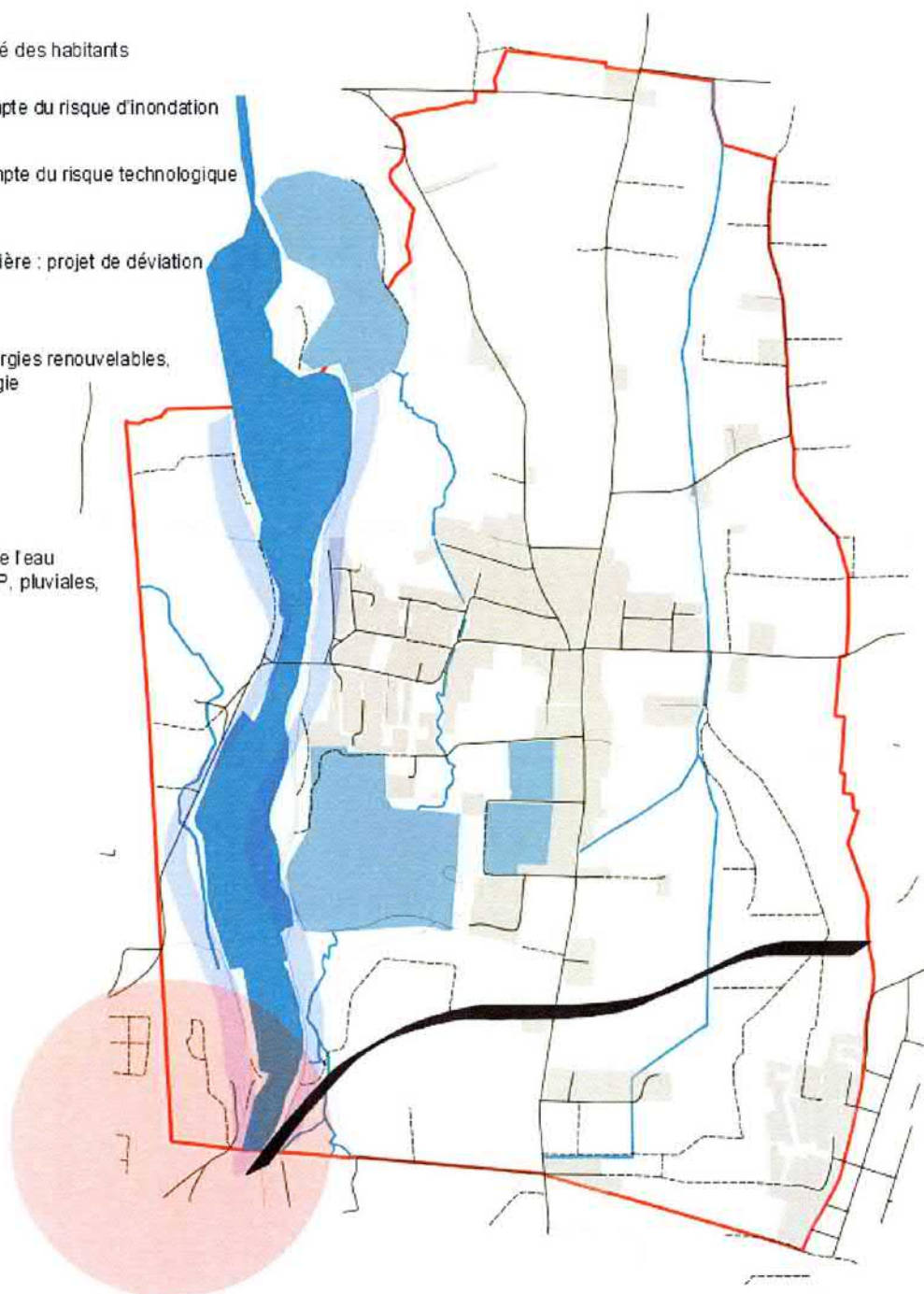
 Prise en compte du risque d'inondation

 Prise en compte du risque technologique (NEXTER)

 Sécurité routière : projet de déviation

2. Promouvoir les énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'habitat durable

3. Assurer la gestion de l'eau comme ressource: AEP, pluviales, Assainissement



0 250 500

Conseil Communautaire du jeudi 28 septembre 2017

Délibération n° 11

Modernisation du contenu du P.L.U. des communes de Bours -
Chis - Odos - Soues : application des dispositions du code de
l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1er janvier
2016

Date de la convocation : le 21 septembre 2017

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Marc GARROCQ
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET

M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Georges ASTUGUEVIEILLE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
M. Rémi CARMOUZE
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ
M. Jean-Noel CASSOU
M. Philippe CASTAING
M. Jean-Claude CASTEROT
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Roland DARRE
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Marcel DE LA CONCEPTION
M. Denis DEPOND
M. Benoît DOSSAT
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Marc DUCLOS
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
Mme Laure JOUBERT
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Paul LAFAILLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Chantal MORERA

Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Claudine RIVALETTO
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX

Excusés :

M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. Pierre MONTOYA
M. Roger-Vincent CALATAYUD donne
pouvoir à M. Jean-François CALVO
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS
Mme Myriam MENDES donne pouvoir à M.
Jean-Claude PIRON
Mme Michèle PHAM-BARANNE donne
pouvoir à M. Jean-Bernard GAILLANOU
Mme Elisabeth ARHEIX donne pouvoir à
Mme Céline ROULET
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à
M. Roger LESCOUTE
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à
Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir

à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à Mme Anne-Marie
ARGOUNES
Mme Danielle CARCAILLON donne pouvoir
à M. Jacques SEVILLA
M. Yves CARDEILHAC donne pouvoir à
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Michel DUCLOS donne pouvoir à
M. Jean-Louis CRAMPE
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Simone GASQUET
Mme Sylvie MARCHE donne pouvoir à M.
Jean-Michel LEHMANN
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
M. Yves PIETTE donne pouvoir à M. Jean-
Michel SEGNERE
M. Christian ZYTYNSKI donne pouvoir à M.
Yannick BOUBEE

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Gérald CAPEL

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Patrice MERIGOT

Rapporteur : M. VIGNES

**Objet : Modernisation du contenu du P.L.U. des communes de Bours - Chis - Odos -
Soues : application des dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en
vigueur à compter du 1er janvier 2016**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier l'article L 5216-5.

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L 151-1 et suivants et R 151-1 et suivants,

Vu le décret n°2015- 1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Bours a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 11 avril 2017 par laquelle la commune de Bours donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°2015- 002 en date du 02 février 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Chis a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération n°2017- 13 en date du 29 mars 2017 par laquelle la commune de Chis donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive et finalise la procédure d'élaboration de son P.L.U.,

Vu la délibération en date du 25 novembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune d'Odos a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 30 mars 2017 par laquelle la commune d'Odos donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération en date du 25 novembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Soues a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 21 février 2017 par laquelle la commune de Soues donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que l'article 12 du décret n°2015- 1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, en son VI, précise que « les dispositions des articles R123-1 à R 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée au 1^{er} janvier 2016,

Toutefois, dans les cas d'une élaboration ou d'une révision prescrite sur le fondement du I de l'article L 123-13 en vigueur avant le 31 décembre 2015, le conseil communautaire ou le conseil municipal peut décider que sera applicable au document l'ensemble des articles R 151-1 à R 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016, par une délibération expresse qui intervient au plus tard lorsque le projet est arrêté. »

Considérant que l'état d'avancement de l'élaboration des P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues autorise ces dernières à effectuer l'un ou l'autre de ces choix sans que cela ne pénalise, ne complique ou ne retarde le bon déroulement des études en cours.

Considérant que les nouvelles dispositions du Code de l'Urbanisme, applicables à compter du 1^{er} janvier 2016, assurent une cohérence juridique au document, notamment en ce qui concerne le contenu des pièces réglementaires, et facilite, par les outils proposés, la prise en

Conseil Communautaire du jeudi 28 septembre 2017
Délibération n° 11

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20170928-CC280962017_11 -DE Date de télétransmission : 02/10/2017 Date de réception préfecture : 02/10/2017

compte des exigences législatives et les orientations définies dans les documents de rang supérieur.

Considérant enfin que l'intégration de ces nouvelles dispositions dans les projets de P.L.U. des communes précédemment citées assurera aux documents définitifs, une fois approuvés, une stabilité juridique sans qu'il soit besoin d'attendre une prochaine révision générale pour les prendre en considération.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'appliquer aux P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues, actuellement en cours d'élaboration, l'ensemble des articles R 151-1 à R151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 2 : de préciser que la délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

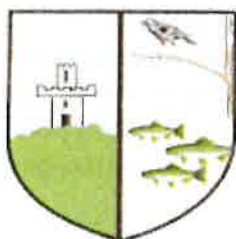
- affichage réglementaire de la présente délibération dans les mairies de Bours, Chis, Odos et Soues et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes-Pyrénées durant un mois,
- transmission au Représentant de l'État (service du contrôle de légalité),
- publication au registre des délibérations,
- insertion au recueil des actes administratifs.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

**Pour le Président Empêché
Le 1^{er} Vice-Président,**

Patrick VIGNES.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 11 AVRIL 2017

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES
COMMUNE DE BOURS

Date de la convocation : 07/04/2017
Nombre de conseillers en exercice : 15
Présents : 10
Votants : 13

L'an deux mille dix-sept, le onze avril, le Conseil Municipal de la commune, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mr Marc GARROCQ, Maire.

Présents : Marc GARROCQ – Alain BASSI – Nathalie LAMERE – Sylvie DONADELLO – Jean-Paul FRANCOIS – Stéphanie BAECKE – Jean-Michel DUZER – Bernard SOLANET – Christophe BONNET – Jean GRASPAIL

Par pouvoir : Annick NEBOUT à Marc GARROCQ – Daniel GAROBY à Alain BASSI – Richard DURAND à Nathalie LAMERE

Absents : Emmanuelle PEYREGNE – Pierre TOROND

M. Bernard SOLANET a été désigné en qualité de secrétaire (art. L.2121-15 du CGCT)

**Objet : REVISION DU P.O.S./ TRANSFORMATION EN P.L.U. DE LA COMMUNE -
ACCORD SUR LA POURSUITE DE LA PROCEDURE PAR LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les dispositions du 1 de l'article L153-9,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté préfectoral du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle communauté d'agglomération issue de la fusion de la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération en date du 09 décembre 2014, par laquelle le conseil municipal de la commune de Bours a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et défini les modalités de la concertation.

Monsieur le maire expose que les 03 août et 29 novembre 2016, Madame La Préfète des Hautes-Pyrénées a pris les arrêtés portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées à compter du 1^{er} janvier 2017.

Selon les dispositions de l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales, « la communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes : (...)

2° en matière d'aménagement de l'espace communautaire : ~~schéma de cohérence territoriale~~ et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L 3421-2 du même code ; (....) »

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L153-9 du code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées « peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis ».

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées « se substitue de plein droit à la commune (...) dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence ».

Considérant qu'à défaut de cet accord, la procédure de révision du P.O.S. – transformation en P.L.U. prescrite en 2014 par la commune ne pourra être menée à son terme par la commune elle-même et tombera.

L'exposé du maire entendu, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à 10 voix pour et 3 abstentions (BAECKE-LAMERE-SOLANET),

Article 1 : décide de donner son accord pour que la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées poursuive et finalise la révision du P.O.S. – transformation en P.L.U. de la commune de Bours dans les conditions énoncées par les dispositions du Code de l'Urbanisme.

Article 4 : autorise Monsieur le maire Marc GARROCQ ou en cas d'empêchement, le 1^{er} adjoint, à accomplir toute démarche, et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

Fait et délibéré à Bours, les jour, mois et an que dessus

Pour extrait conforme

Le Maire,
Marc GARROCQ





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 13 Décembre 2016

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES
COMMUNE DE BOURS

Date de la convocation : 6/12/2016
Nombre de conseillers en exercice : 15
Présents : 11
Votants : 12

L'an deux mille seize, le treize décembre, le Conseil Municipal de la commune, légalement convoqué, s'est réuni en session extraordinaire, au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mr Marc GARROCQ, Maire.

Présents : Marc GARROCQ – Daniel GAROBY – Alain BASSI – Nathalie LAMERE – Christophe BONNET – Bernard SOLANET – Richard DURAND – Jean GRASPAIL – Sylvie DONADELLO – Jean-Paul FRANCOIS – Jean-Michel DUZER

Par Pouvoir : Stéphanie BAECKE à Nathalie LAMERE

Absents : Emmanuelle PEYREGNE – Pierre TOROND – Annick NEBOUT

Monsieur Jean GRASPAIL a été désigné en qualité de secrétaire (art. L.2121-15 du CGCT)

Objet : « DEBAT » SUR LE PADD – ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le maire rappelle que, par une délibération en date du 9 décembre 2014, il a prescrit la révision générale du POS (Plan d'Occupation des Sols) et sa transformation en PLU (Plan Local d'Urbanisme) sur le territoire de la commune conformément aux contraintes de la loi ALUR.

Monsieur le maire précise qu'à cette fin et par le biais d'un appel d'offres, les bureaux d'études TADD /ASUP basé dans les Hautes-Pyrénées, ont été retenus. L'étude a démarré en septembre 2015.

A ce jour, le diagnostic du territoire a été achevé et présenté en Conseil Municipal lors de la séance du 11 décembre 2015. Le comité de pilotage a ensuite travaillé sur l'élaboration du document appelé « Projet d'Aménagement et de Développement Durables » (PADD), pièce constitutive du dossier de Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le maire procède à la présentation de ce projet (ci-annexé) au conseil municipal. Le PADD fait l'objet d'un débat au sein du conseil sur les thématiques suivantes :

- Affirmer l'identité rurale de BOURS
- Valoriser l'atout « Nature » de BOURS
- Accompagner la dynamique économique du territoire
- Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

Où l'exposé de monsieur le maire, ainsi que les débats et questions soulevés par ses membres, et des réponses apportées par Monsieur le maire et ses adjoints,

Article 1 : Prend acte du débat sur le PADD

Article 2 : Précise que ce projet communal sera présenté à la population lors d'une réunion publique

Article 3 : Invite monsieur le maire à poursuivre la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 : Dit que la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 : autorise Mr le Maire Marc Garrocq ou en cas d'empêchement, le 1er adjoint, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

Fait et délibéré à Bours, les jour, mois et an que dessus

Pour extrait conforme

Le Maire,
Marc GARROCQ





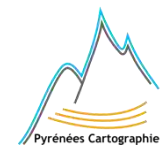
Mairie de
BOURS

l'esprit nature

Commune de BOURS (65)



Projet d'Aménagement et de Développement Durables



Contexte communal et cadre juridique

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, noté P.A.D.D., est une pièce constitutive et obligatoire du Plan Local d'Urbanisme au même titre que le rapport de présentation, le règlement et les annexes.

Bien que non opposable aux tiers, il assure la cohérence du document d'urbanisme, notamment en inscrivant l'obligation :

- de respect des orientations du P.A.D.D. par les O.A.P. (Orientations d'Aménagement et de Programmation), qui constituent le volet opérationnel du P.A.D.D. (articles L151-6 et L151-7) ;
- de cohérence du règlement du P.L.U. avec le P.A.D.D. (article L151-8 du Code de l'Urbanisme).

L'élaboration du P.A.D.D. suit une procédure découlant de la loi S.R.U. (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13/12/2000, de la loi « Urbanisme et Habitat » du 02/07/2003 et des décrets 2004-531 du 09/06/2004 et 2005-613 du 27/05/2005.

La loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12/07/2010, dite « Grenelle 2 », et la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (« loi ALUR ») du 24/03/2014 renforcent la dimension environnementale du P.A.D.D. et la mise en cohérence entre les SCoT et les PLU. En particulier, le P.A.D.D., conformément à l'article L151-5 du Code de l'Urbanisme, fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le P.A.D.D. est l'expression d'un projet politique global, s'inspirant de préoccupations d'ordre social, économique et environnemental : il doit être l'expression claire et accessible d'une vision stratégique du développement territorial à long terme. Il est fondé sur un diagnostic territorial et il doit respecter les objectifs et principes d'équilibre et de durabilité exposés aux articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme.

Il exprime les orientations générales relatives aux politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques et en particulier celles qui concernent l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs (Art. L151-5 du Code de l'Urbanisme).

Les orientations définies doivent alors obligatoirement aborder les trois thèmes centraux du développement durable dans le domaine de l'urbanisme, soit :

LE RESPECT DU PRINCIPE D'ÉQUILIBRE

- entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé et le développement de l'espace rural d'une part,
- et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;

LE MAINTIEN DE LA DIVERSITÉ DES FONCTIONS URBAINES ET DE LA MIXITÉ SOCIALE :

- en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités et d'équipements,
- en tenant compte de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport ;

UNE UTILISATION ÉCONOME ET ÉQUILBRÉE DES ESPACES INTÉGRANT :

- la maîtrise des besoins de déplacement et de circulation,
- la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces naturels, des paysages,
- la réduction des nuisances,
- la sauvegarde du patrimoine naturel, bâti et paysager remarquable,
- la prévention des risques naturels, technologiques, des pollutions et des nuisances de toutes natures.

En rive droite de l'Adour, Bours est une commune bien desservie par des routes départementales à quelques kilomètres de Tarbes, qui a vu sa population considérablement augmenter depuis les années 1960, passant de 371 habitants en 1968 à plus de 800 aujourd'hui. Son évolution récente est marquée par de nombreux projets de lotissements, notamment au quartier « Loubéry » et le long de la RN21, en limite d'Orleix. Ce quartier de « Lahitte » est aujourd'hui déconnecté du centre du village. Commune aux multiples facettes, Bours conjugue espaces de développement urbain, espaces agricoles (plaine de l'Adour, espace bocager et canaux), espaces naturels protégés (Natura 2000), espaces de loisirs et sportifs et zones artisanales sur une surface de moins de 5 km². Il s'agit donc, au travers de ce nouveau document d'urbanisme, de définir les priorités pour le développement du village pour les 10 à 15 ans à venir.

Dans ce contexte, le projet d'aménagement retenu pour la commune de Bours est fondé sur les 4 grands axes suivants :

AXE 1 : RENFORCER L'IDENTITE RURALE DE BOURS

AXE 2 : VALORISER L'ATOUT « NATURE » DE BOURS

AXE 3 : ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

AXE 4: FAVORISER UN URBANISME SOUCIEUX DE LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

Les différents éléments mentionnés à l'article L151-5 du code de l'urbanisme sont intégrés dans les différents axes du présent PADD de la façon suivante :

ORIENTATIONS GÉNÉRALES DES POLITIQUES :

d'aménagement	Axe 1
d'équipement	Axe 4
d'urbanisme	Axe 1
de paysage	Axe 2
de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers	Axe 2
de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques	Axe 2

ORIENTATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT :

l'habitat	Axe 1
les transports et les déplacements	Axe 1
les réseaux d'énergie	Axe 4
le développement des communications numériques	Axe 3
l'équipement commercial	Axe 3
le développement économique	Axe3
les loisirs	Axe3

OBJECTIFS CHIFFRÉS DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN Axe 1

Conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables doivent faire l'objet d'un débat organisé au sein du Conseil Municipal.

Ce débat a eu lieu lors du Conseil Municipal du 13/12/2016.

Affirmer l'identité rurale de Bours

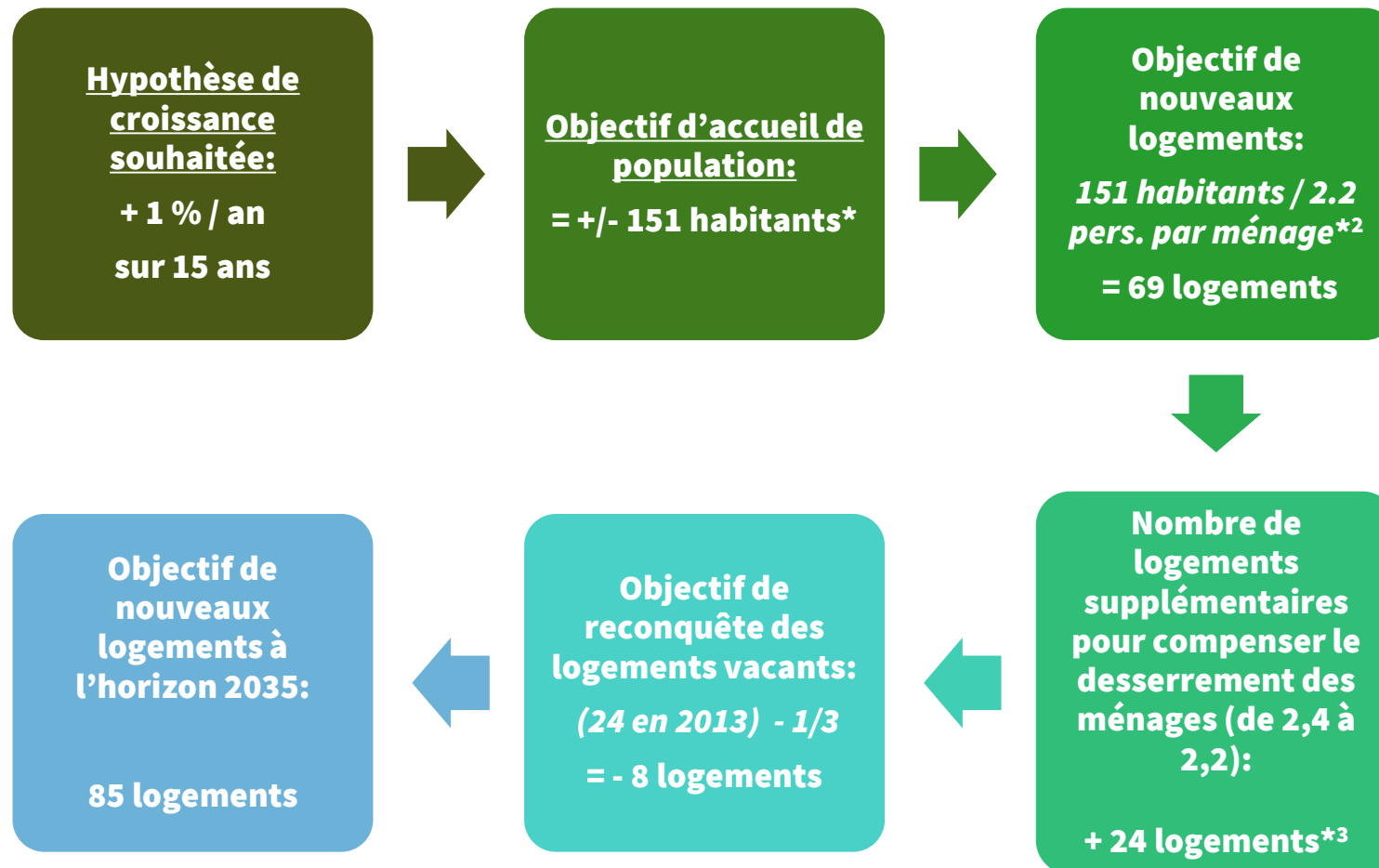
1.1 – MODÉRER LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE AINSI QUE LA CONSOMMATION D'ESPACE

La volonté municipale est de modérer et poursuivre le développement de la commune de Bours qui se positionne comme un territoire « charnière » entre la plaine agricole et les zones urbanisées de l'agglomération de Tarbes, un cadre de vie « nature » à quelques kilomètres d'un bassin d'emplois d'importance majeure. Depuis 17 ans (1999 – 2016), Bours voit sa population s'accroître progressivement sur une moyenne de près de 1,25 %/an, démontrant la forte attractivité du territoire.

	1999 (données INSEE)	2013 (données INSEE)	2016 (données mairie - estimatif)
Logements (RP)	262	331	381 (soit + 50 log depuis 2013)
Habitants	715	781	891 (soit +110 hab depuis 2013)

Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1



* Calcul de croissance sur la période 2016-2031 sur la base de la formule $(pop_{2016} \times (1+0,0090)^{15})^{15}$ = nbre d'habitants à accueillir

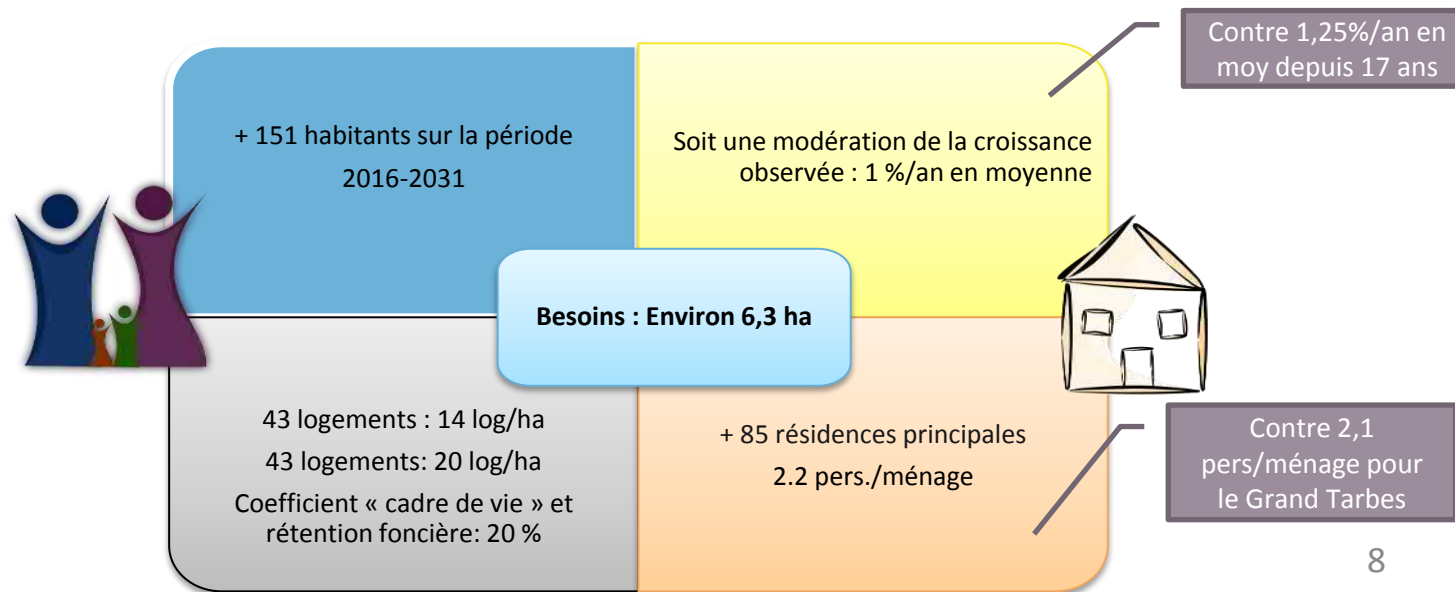
²: Nbre de personne par ménage en 2013: 2,4 ; Estimation pour 2031: 2,2 (moy Grand Tarbes: 2,1)

³: Nbre personnes 2016 / Nbre de personnes par ménage – Nbre de logements en 2016

Affirmer l'identité rurale de Bours

Afin d'accueillir environ 85 logements supplémentaires (à l'horizon 15 ans), et dans l'optique de modérer la consommation de l'espace, la commune de Bours a fixé les objectifs suivants:

- Proposer une densification optimume des nouvelles constructions: depuis 10 ans, la densité moyenne observée est de 14 logements/ha. Le projet communal vise à trouver un équilibre entre des zones denses et d'autres moins denses avec comme objectifs :
 - 50 % des nouveaux logements à environ 14 logements / ha (moy 715 m²/logement);
 - 50 % des nouveaux logements à environ 20 logements / ha (moy 500 m²/logement).
- Affirmer la présence des éléments naturels (jardins, espaces publics, eau, boisements) dans le tissu urbain en protégeant les « cœur d'îlots jardinés » et en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de permettre le maintien et la création d'espaces de respiration en zone urbanisée (création de nouveaux cœurs d'îlots « verts » dans les quartiers en construction).
- Limiter l'urbanisation aux dents creuses et en stricte continuité de l'urbanisation existante: fin du développement linéaire de l'urbanisation, réflexions sur des extensions d'urbanisation à travers des orientations d'aménagement et de programmation globales par quartier (maillage, trame verte et bleue, cohérence architecturale,...).



Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1

1.2 – FACILITER L'ACCES AU LOGEMENT POUR TOUS

Souhaitant répondre aux besoins qualitatifs en matière de logements et promouvoir la mixité sociale et générationnelle, la commune se positionne sur les enjeux suivants :

- ✓ Encourager le maintien et la création de commerces au centre-bourg: la municipalité s'engage à soutenir le pôle de proximité en cours de création au centre-bourg et à réfléchir aux différents accès possibles (liaisons douces notamment) vers ce nouveau pôle de services et commerces.
- ✓ Les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage sont autorisés et souhaités dans le tissu urbain et pavillonnaire.
- ✓ En diversifiant la typologie des logements autorisés (densité, surfaces, hauteurs,...) tout en conservant un habitat à « taille humaine » (petits collectifs – 3 niveaux maximum) et des formes urbaines garantes d'une qualité de vie préservée afin que chaque famille puisse trouver le logement correspondant à ses besoins (locatif, achat, collectif, individuel, quartier du centre ancien mais rénové, quartier plus récent,...)
- ✓ En exigeant un minimum de logements sociaux dans les opérations d'ensemble d'envergure.
- ✓ En constituant des réserves foncières communales dans les zones Urbaines (U) et A Urbaniser (AU) afin d'organiser l'espace de vie.



Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1

1.3 – PRÉSERVER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS

- Le centre bourg ancien est constitué d'un ensemble dense, groupé, où les constructions sont souvent implanté perpendiculairement à la voirie (un pignon sur la rue), des cours fermées de murets sur la rue et des jardins à l'arrière formant des « cœur d'îlots verts » enclavés dans le tissu urbain. Se sont ces espaces encore aujourd'hui « jardinés » qu'il convient de préserver.
- Le village de Bours est bordé à l'Ouest par l'Adour, à l'Est par l'Ailhet et au centre par le canal de l'Agaou. Se sont ces « coulées vertes » dans le tissu urbain ou à proximité qu'il faut conserver. De la même manière, l'ensemble des canaux seront préservés.
- La commune de Bours se situe dans la plaine de l'Adour, au cœur d'un territoire agricole d'importance majeur. Il convient de stopper l'éparpillement des constructions en définissant des limites strictes à l'urbanisation:
 - Les constructions en « dents creuses » sont privilégiées;
 - Une seule zone d'extension est envisagée au sud de la rue de l'Adour, permettant la création d'un nouveau quartier durable avec maillage obligatoire vers la voie existante au sud;
 - Le quartier de « Lahitte » étant déconnecté du centre-bourg, la volonté communale est de ne pas étendre ce secteur d'urbanisation ni les quartiers excentrées (vers Aureilhan notamment).



Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1

1.4 – ENCOURAGER LES LIAISONS INTER-QUARTIERS: MAILLAGE ROUTIER ET DÉPLACEMENT DOUX

- ✓ Promouvoir une organisation urbaine moins consommatrice de déplacements, en recentrant notamment les nouveaux quartiers proche des pôles de proximité;
- ✓ En finir avec les voiries en impasse; le maillage du territoire devient un enjeu majeur pour l'aménagement de la commune.
- ✓ Maintenir les arrêts de transport collectif existants.
- ✓ Conforter les liaisons douces existantes et en créer de nouvelles vers et depuis les points stratégiques, pour accéder aux services et commerces de proximité: Rapide, pratique, écologique, sportive et économique, l'intérêt de la pratique de la marche ou du vélo n'est plus à démontrer ! Véritable volonté communale, la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires est un objectif prioritaire pour la commune qui souhaite permettre à l'ensemble des habitants de pouvoir se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics (écoles, espaces verts, terrains de sport, aire de jeux, mairie):
 - Confirmation du « caminadour » et du « trait vert » le long de l'Adour;
 - Réflexion à mener sur les accès piéton le long de la rue de l'Adour;
 - Création de nouveaux maillage piétonnier lors de l'urbanisation du nouveau quartier d'extension: « connexions » à établir avec le lotissement « L'Agaou » à l'Ouest, les zones de loisirs à aménager et l'impasse Montaigu.
 - Réflexion sur la création d'un cheminement doux entre le quartier « La Hitte » et le centre-bourg.



Affirmer l'identité rurale de Bours

AXE 1

1.5 – METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL DU BOURG ET PRÉSERVER SON ORGANISATION TRADITIONNELLE

Le bourg ancien est représentatif des bourgs de la plaine de l'Adour et se caractérise par un bâti aligné sur la voirie et organisé autour d'une cour: la façade principale de l'habitation est tournée vers le sud, tandis que les granges protègent la cour des intempéries venant de l'ouest. Depuis la rue, le bâti offre dans la plupart des cas une succession de pignons séparés par les murs et portails qui ferment les cours, alternant donc des pleins et des vides assez réguliers. Plus rarement, le mur gouttereau marque la limite de l'espace public. L'arrière des parcelles est occupé par les jardins qui se font souvent face avec les jardins des constructions de la rue parallèle.

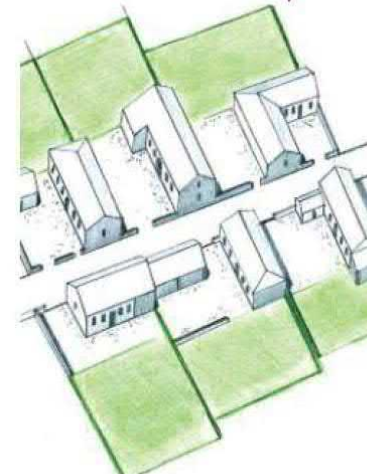
Le PLU permet un urbanisme et une architecture de qualité, en s'appuyant sur les trames existantes, l'implantation traditionnelle des constructions et des parcelles, l'aspect extérieur des bâtiments et des clôtures, ... Il assure la préservation et la mise en valeur des bâtiments ou éléments architecturaux identifiés pour leur intérêt patrimonial, tout en autorisant une évolution du bâti à même de répondre aux modes de vie actuels et futurs de la population. Enfin, le PLU assure un traitement paysager de qualité entre les zones urbaines ou à urbaniser et les espaces agricoles et naturels: type de clôtures, espace de transition par exemple.



Espace agricole à l'arrière des constructions

Jardins en cœur d'îlots

ORGANISATION TRADITIONNELLE : HABITAT PROCHE DE LA RUE ET DES JARDINS EN CŒURS D'ÎLOT (SOURCE : ATLAS DES PAYSAGES 65)

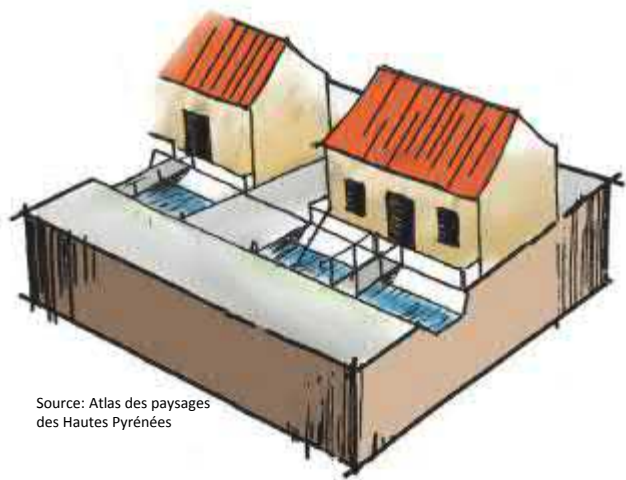


La façade principale est toujours orientée sur la cour exposée au soleil

Affirmer l'identité rurale de Bours

De plus, l'identité du village de Bours s'est construite autour d'éléments structurants qu'il convient d'identifier afin de les mettre en valeur et les préserver:

- Les éléments hydrauliques: la présence de l'eau est une caractéristique essentielle du village; ces canaux et éléments hydrauliques, créer pour l'irrigation de la plaine, font aujourd'hui parti intégrante du paysage urbain et rural de la commune. Identifier et préserver les canaux d'irrigation dans une optique patrimoniale mais également de lutte contre les inondations (tous les travaux sur ces canaux devront faire l'objet d'une demande en mairie).
- L'église, au cœur de la place centrale du village en cours de restructuration.
- Les murets en galets (si l'élément identifié menace de s'écrouler, sa reconstruction à l'identique n'est pas obligatoire).



Source: Atlas des paysages
des Hautes Pyrénées

Jeux de l'eau dans le tissu urbain

Les bourgs implantés dans le val d'Adour ont développé tout un système de canaux permettant la circulation de l'eau dans l'espace urbain, formant un linéaire continu et apparent valorisant l'espace public.




AXE 1

PADD de Bours


Axe 1: Affirmer l'identité rurale de Bours


1. Modérer la croissance démographique ainsi que la consommation d'espace


Soit + 151 habitants / + 85 logements
Soit "besoin estimé", environ 6.3 ha

 Fin du développement linéaire des constructions


2. Faciliter l'accès au logement pour tous


 Soutien du centre-bourg
comme "pôle de proximité"

 Activités autorisées dans
tissu urbain si compatibles
avec le voisinage


 Diversifier la typologie
des logements autorisés


3. Préserver le cadre
de vie des habitants

 Préservation des
coeurs d'îlots jardinés


 Mise en valeur des
"percées bleues"
dans le tissu urbain


 Privilégier les
dents creuses

 Zone d'extensions
privilegiée

 Quartiers
excentrés à
limiter à l'existant

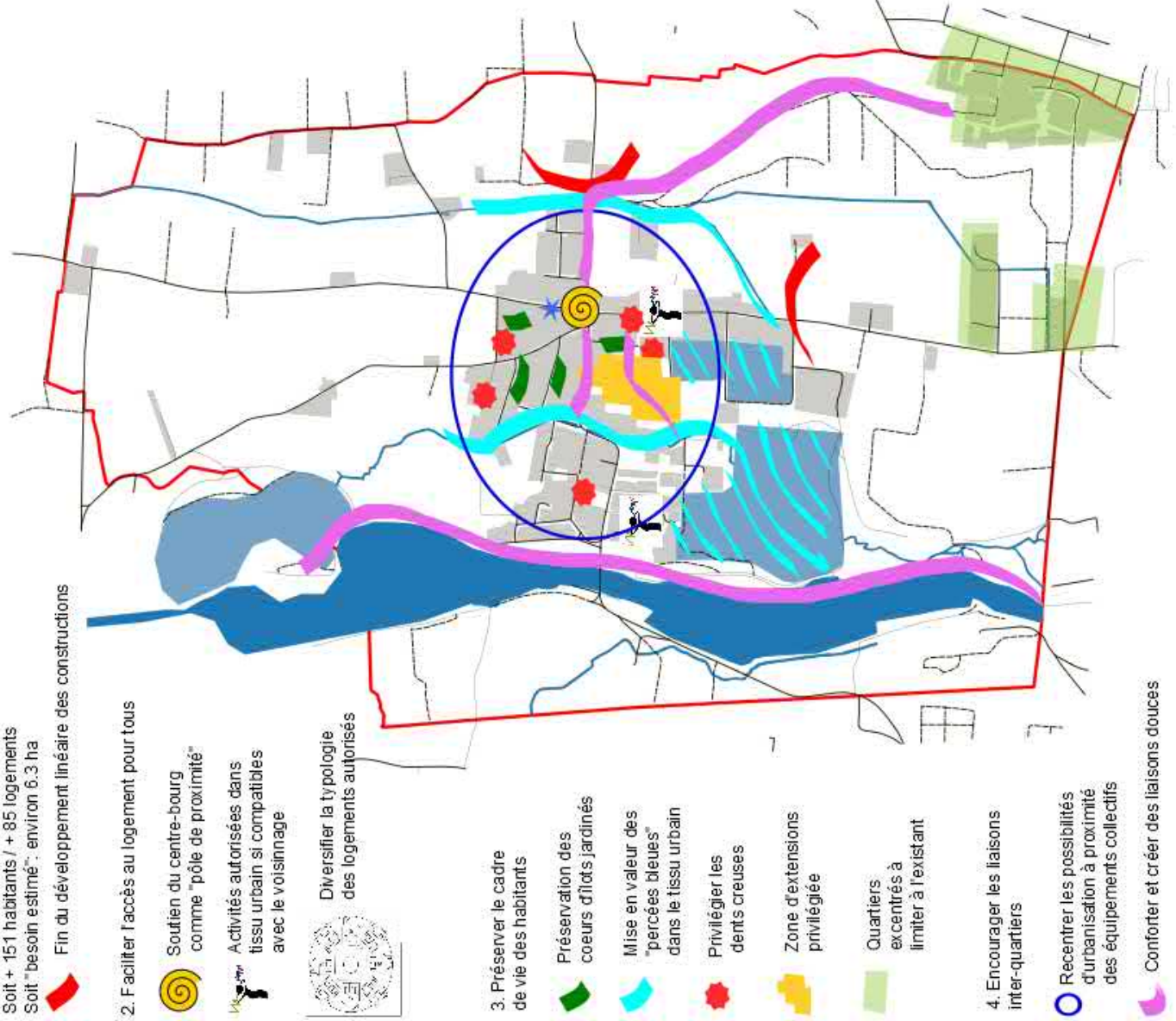
4. Encourager les liaisons
inter-quartiers

 Recentrer les possibilités
d'urbanisation à proximité
des équipements collectifs

 Conforter et créer des liaisons douces

5. Mettre en valeur le patrimoine architectural du bourg et préserver son organisation
traditionnelle

 Identifier et préserver les éléments remarquables: canaux, église, murets en galets,...



Valoriser l'atout « nature » de Bours

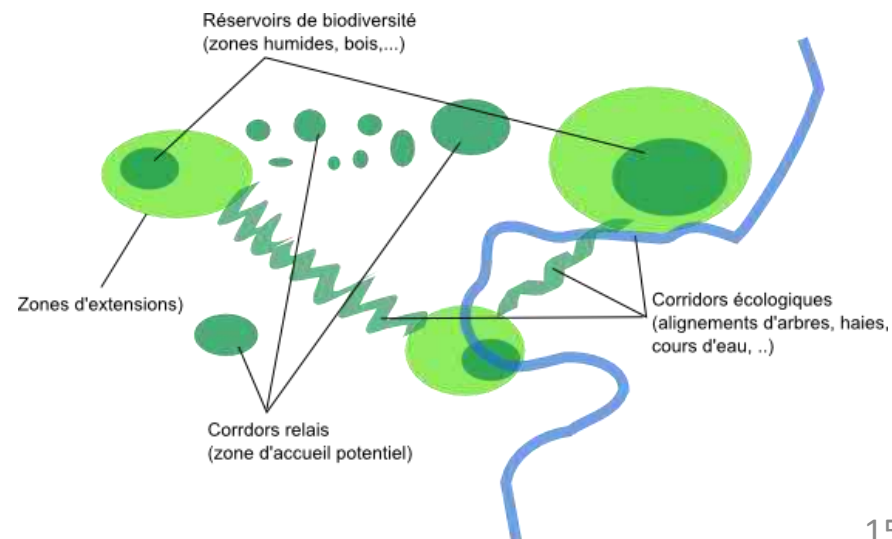
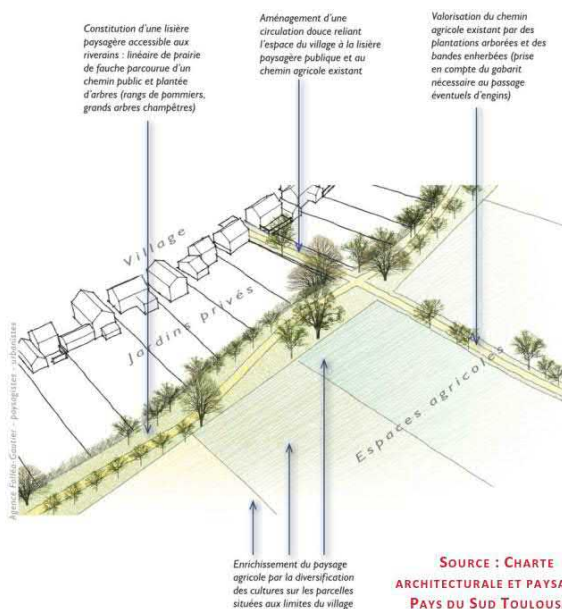
2.1 – POURSUIVRE LA VALORISATION DES ESPACES NATURELS ET CONFORTER LES TRAMES ÉCOLOGIQUES

La préservation et la valorisation de la trame verte et de la trame bleue recouvrent un enjeu majeur pour le village de par sa richesse naturelle s'inscrivant dans le paysage de la plaine de l'Adour, ses espaces agricoles entrecoupés de haies et d'arbres remarquables (bocage), ses affluents, sa ripisylve,... mais également des canaux.

Ce patrimoine naturel majeur confère aux habitants de Bours un cadre de vie exceptionnel, une sensation de « village nature » aux portes de Tarbes, atout majeur en terme d'attractivité pour les nouveaux habitants.

La préservation des paysages et des espaces naturels voulue par le PLU s'inscrit à plusieurs échelles:

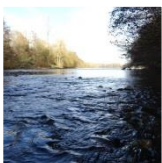
- Maintien des trames bleues naturelles que sont l'Adour, le ruisseau de l'Ailhet, le ruisseau de l'Ailhet en contact direct avec le tissu urbain mais aussi l'ensemble des canaux présents sur le territoire;
- La mise en valeur des anciennes gravières dans une optique de préservation des milieux naturels et de loisirs « nature »;
- Identification des éléments naturels identitaires: structures paysagères (ripisylve cours d'eau et anciennes gravières, canaux, haies, boisements, maillage bocagers,...), points de vue remarquables (notamment vers le Sud et la chaîne des Pyrénées); A l'échelle du projet, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) intègrent une réflexion sur la préservation / valorisation des paysages et l'intégration des espaces naturels existants en tant que « coulées vertes » dans l'espace urbain.
- Volonté de traitement paysager de qualité entre zones urbaines et espaces naturels et agricoles.



Valoriser l'atout « nature » de Bours

2.2 – DONNER DE LA LISIBILITÉ AU PAYSAGE ET AUX ENTRÉES DE VILLE

AXE 2



Préservation des entités naturelles

- L'Adour, ses affluents et sa ripisylve comme socle naturel de la commune: l'urbanisation en bordure y est de toute manière contrainte par le risque d'inondation; les aménagements de loisirs doivent se faire en cohérence avec le paysage naturel en place;
- L'espace agricole, ses espaces ouverts et ses haies et arbres isolés à préserver du mitage: l'extension de l'urbanisation est limitée aux espaces en stricte continuité de la tache urbaine; les bâtiments agricoles autorisés devront respecter des règles précises en matière d'insertion paysagère.



Gestion de l'interface urbain / naturel / agricole

- La commune se doit de donner une limite à l'extension de l'urbanisation et de traiter avec soin l'interface urbain / naturel. L'objectif est de composer, lorsque cela est possible, une frange urbaine offrant une transition fonctionnelle et harmonieuse entre espaces urbain et agricole. Cette transition doit permettre l'instauration d'une lisibilité et un « dialogue » entre l'espace bâti et ses espaces agricoles périphériques afin d'éviter toute confrontation brutale, notamment visuelle et, au contraire incite à leur complémentarité, avec la vue sur les Pyrénées omniprésente.



Structuration des Entrées de ville

- Les entrées de village représentent la première « image » de la ville pour les nouveaux arrivants. Le projet communal vise à requalifier ces espaces pour leur donner de la cohérence avec les éléments qui les entourent:
- Entrée Est: bien marquée par le ruisseau de l'Ailhet pour le nord de la Rue du Levant; Agricole pour le Sud de la rue du Levant.
- Entrée Ouest: le pont de l'Adour représente une limite « physique » et naturelle à l'urbanisation.
- Les 2 entrées nord (rue de la République et rue de Bigorre) restent bien affirmées avec des coupures franches espaces urbains / espaces agricoles.
- L'entrée Sud est moins « nette » avec une multitude de « chapelets » d'urbanisation le long de la rue des Pyrénées (Vers Aureilhan)

Valoriser l'atout « nature » de Bours

2.3 – CONFORTER L'OFFRE EN LOISIRS EXISTANTE

Le village de Bours dispose de nombreux atouts en matière d'offre de loisirs, notamment extérieur: Caminadour, Trait Vert, stade, terrain de basket, terrain de pétanque, lac, ... Le projet communal doit permettre la pérennisation et la création de nouveaux sites pour ces activités mais également réfléchir à l'accès à ces équipements depuis l'ensemble des quartiers de la commune via des liaisons douces à conforter et à créer:

- Réflexion sur la création d'une nouvelle aire de jeux en cœur de village, à proximité à pied de l'école.
- Réflexion sur la mise en valeur des anciennes gravières dans le cadre d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (lieux de promenade notamment).



Valoriser l'atout « nature » de Bours

2.4 – PERMETTRE L'ÉVOLUTION DE L'HABITAT ISOLÉ

Dans la plaine de nombreuses constructions, à usage agricole ou uniquement à usage d'habitation, se retrouvent en position « isolée », non rattachées à une zone urbaine ou dans des petits « quartiers » (par exemple au niveau de l'impasse du vieux chêne ou de la rue Labarthe). Les objectifs sont donc de ne pas favoriser ce type de construction afin de ne pas intensifier le mitage du territoire, mais par contre de permettre l'évolution des constructions existantes sous conditions: extensions mesurées, constructions d'annexes.

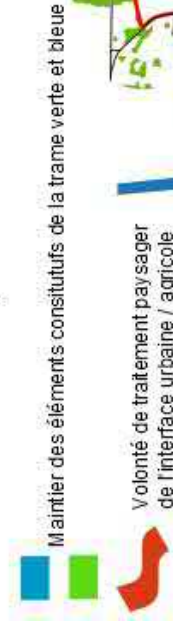


AXE 2

PADD de Bours

Axe 2: Valoriser l'atout "nature" de Bours

1. Poursuivre la valorisation des espaces naturels et conforter les trames écologiques



2. Donner de la lisibilité au paysage et aux entrées de ville



Structuration des entrées de ville



Renforcement des équipements de loisirs existants



Anciennes gravières: mise en valeur pour usage "nature"



Permettre évolution de l'habitat isolé patrimonial

3. Conforter l'offre en loisirs existante



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.1 – FAVORISER LES SERVICES DE PROXIMITÉ

La commune souhaite affirmer la place « centrale » du territoire comme lieu d'échanges et de rencontres.



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.2 – ASSURER L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS EXISTANTES

Il s'agit de favoriser l'installation et le développement du commerce de proximité, de l'artisanat et de toutes les autres activités compatibles avec le voisinage d'habitation.

Actions envisagées:

- Développer le tissu économique au sein du village à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage et soutenir le commerce de proximité
- Privilégier l'installation des activités non compatibles avec l'habitat dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire communautaire
- Autoriser l'évolution des activités existantes sur le territoire à condition de ne pas engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage.
- Identifier la zone artisanale existante en rive gauche de l'Adour et permettre l'évolution des activités existantes.



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.3 – PRÉSERVER L'OUTIL AGRICOLE

Avec près de 45 % de surface agricole, la commune de Bours souhaite affirmer le rôle économique et paysager de l'agriculture sur son territoire :

- Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole en limitant le développement des zones d'habitat à proximité des bâtiments d'exploitation (conflits d'usage potentiels);
- Maintenir au maximum les terres agricoles agronomiquement favorables en zone « A »;
- Faciliter l'installation des nouveaux agriculteurs sur les secteurs les plus favorables à l'activité;
- Permettre le développement d'activités complémentaires (vente directe, atelier de transformation,...);
- Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère en zone agricole à condition de ne pas créer de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole et sous réserve de la capacité des réseaux. Les grandes lignes architecturales du bâtiment devront être conservées.



Accompagner la dynamique économique du territoire

3.4 – ASSURER LA PÉRENNITÉ ET L'ÉVOLUTION DES ÉQUIPEMENTS NUMÉRIQUES DE HAUT NIVEAU, ÉLÉMENT ESSENTIEL À LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

L'accès aux équipements numériques est aujourd'hui un élément essentiel au développement de l'activité économique dans un territoire tel que celui de Bours, que ce soit pour les entreprises et structures d'accueil liées au tourisme ou pour les exploitations agricoles. De la même façon, l'installation de nouvelles entreprises ou le développement du télétravail sont fortement conditionnés par les conditions d'accès à l'internet.

Actions envisagées :

- Défendre l'accès à la meilleure desserte possible auprès des instances décisionnaires
- Accompagner le développement des équipements



AXE 3

PADD de Bours

Axe 3: Accompagner la dynamique économique du territoire

1. Favoriser les services de proximité



Soutien du centre-bourg
comme "pôle de proximité"

2. Assurer l'évolution des activités existantes



Permettre les activités sans nuisances
dans les zones urbaines

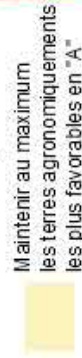


Identifier la zone d'activités
existantes en rive gauche
de l'Adour



Permettre l'évolution
des activités existantes
sans risques de nuisances
supplémentaires

3. Préserver l'outil agricole

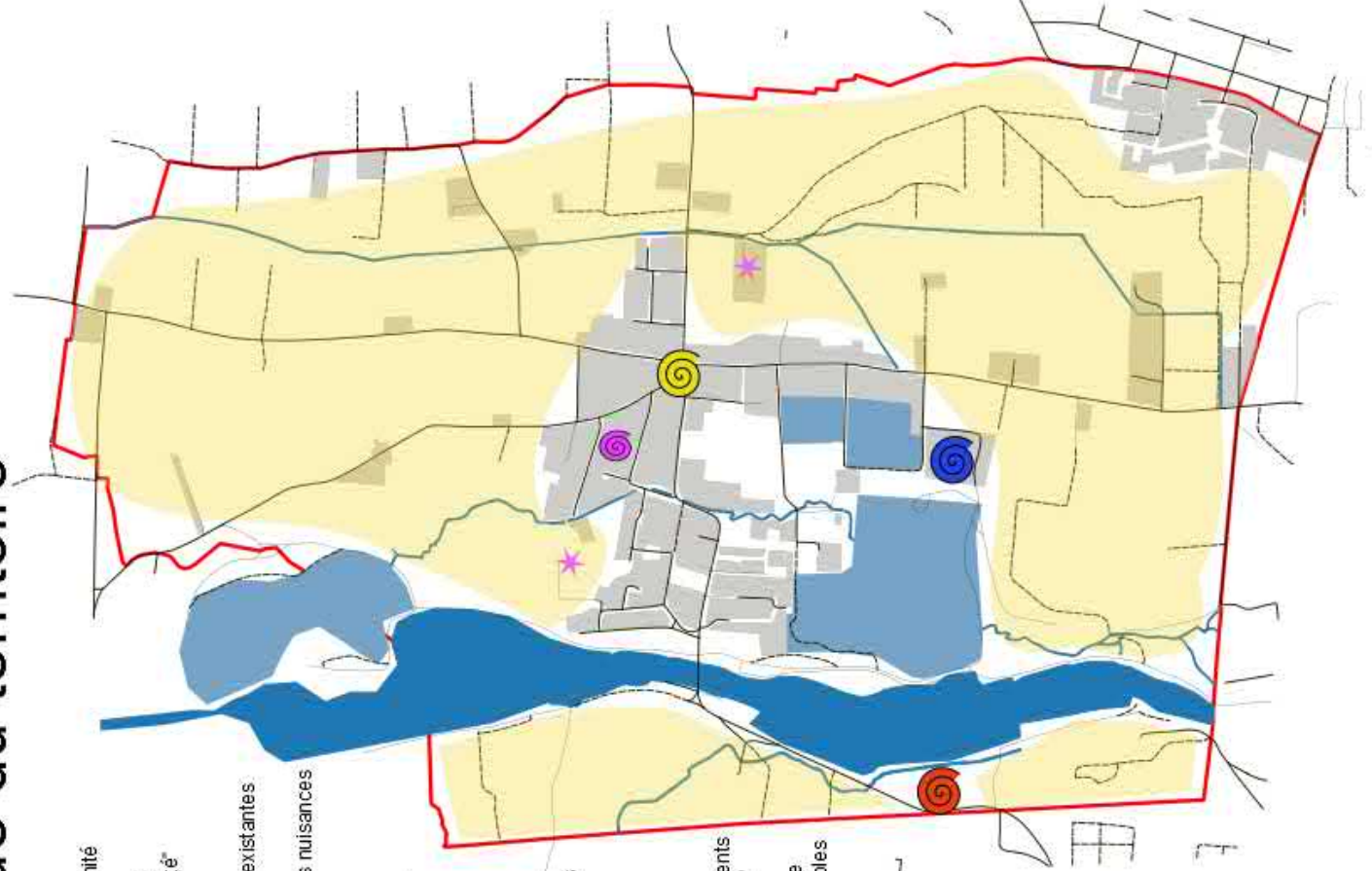


Maintenir au maximum
les terres agronomiquement
les plus favorables en "A"



Limitier les conflits d'usage
avec les bâtiments agricoles

4. Assurer la pérennité des
équipements numériques



Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

4.1 – AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES HABITANTS

La prise en compte des risques est un objectif essentiel pour la commune de Bours:

- *Risques naturels: Un PPRn (Plan de Prévention des Risques Naturels) est en cours d'élaboration sur le territoire et sera annexé au PLU dès que possible;*
- *Risques technologiques: la commune est concerné par un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) au sud-ouest (NEXTER);*
- *Risques liés aux mutations climatiques.*

A ce titre, aucune nouvelle construction ne pourra s'implanter dans la zone inondable de l'Adour identifiée en « aléa fort » et des prescriptions s'imposeront concernant le PPRT. Une identification de l'existant est possible dans les secteurs aux aléas les plus faibles.

Les champs d'expansions des crues au sud de la commune seront préservés de toute urbanisation et idéalement identifiés en tant que TVB.

Les nouveaux logements au sein des zones d'activités pouvant accueillir des activités à risques seront limités au strict nécessaire (gardiennage notamment).

Enfin, la collectivité insiste sur la nécessité de mettre en place des mesures d'amélioration de la sécurité routière dans la traversée du village afin de diminuer le trafic aujourd'hui très dense: la municipalité soutient le projet de déviation (« barreau nord » de Tarbes).

Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

4.2 – PROMOUVOIR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET L'HABITAT DURABLE

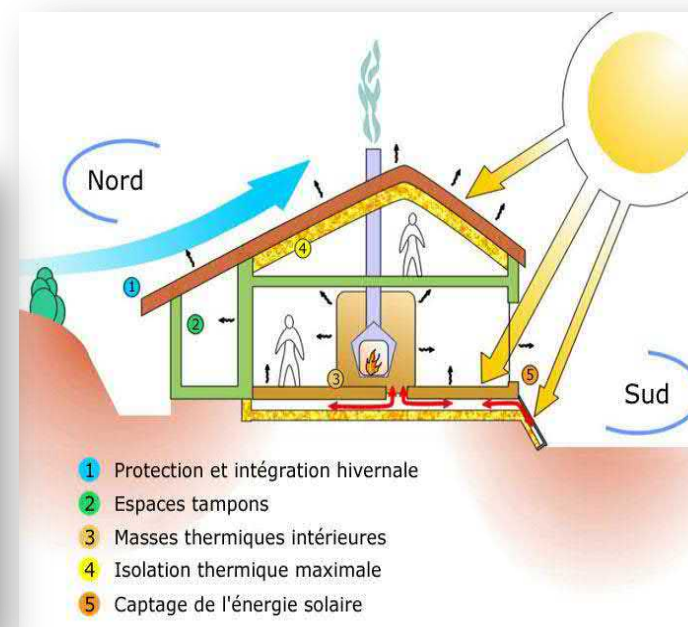
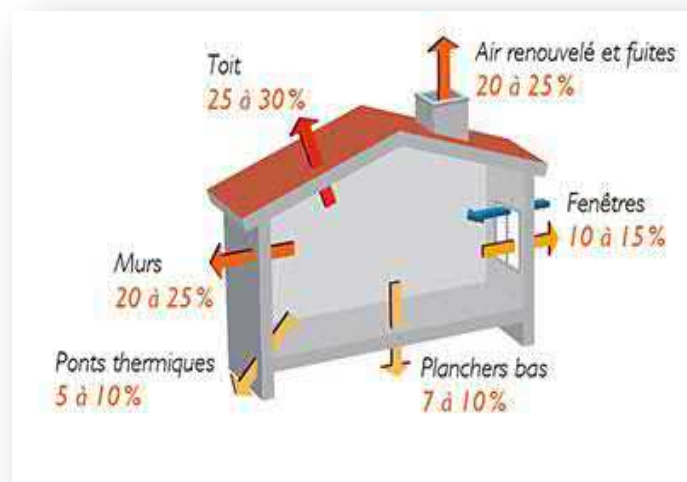
La préservation des ressources naturelles et la limitation de la production de gaz à effet de serre passent par une amélioration de la consommation énergétique du bâti, qui se traduit par ailleurs par une réduction de la facture énergétique.

Actions envisagées :

- permettre la rénovation énergétique des bâtiments existants et l'utilisation des énergies renouvelables dans le respect de l'architecture et du paysage;
- privilégier la sobriété énergétique des nouvelles constructions en optant pour des principes constructifs et des équipements économes (formes compactes pour limiter les déperditions, orientation favorable pour maximiser les apports solaires passifs);
- Permettre la mise en place de dispositifs de productions d'énergie renouvelable;
- Prévoir des principes d'aménagement durable dans les zones d'extensions de l'urbanisation: maillage urbain vers les équipements existants et futurs, parcelles et orientations bien pensées, espaces publics en harmonie avec la trame paysagère existante, gestion des eaux pluviales à travers des principes plus « naturels »,...

PRINCIPES D'UNE MAISON BIOCLIMATIQUE

IMPORTANCE ET LOCALISATION DES PERTES DE CHALEUR



Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques

4.3 – ASSURER LA GESTION DE L'EAU: RESSOURCE « EAU POTABLE », EAUX USÉES ET EAUX PLUVIALES

AXE 4

Eau potable

- La capacité des réseaux est mise en adéquation avec les besoins des populations à venir, et l'urbanisation est interdite aux abords des périmètres de captage;
- Se mettre en compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne et son Programme de Mesure (PDM) pour la période 2016-2021 avec notamment les orientations relatives à l'amélioration quantitative de la ressource et la préservation et la restauration des milieux aquatiques.

Eau pluviale

- Le contexte local démontre l'importance de la gestion du pluviale sur la commune et la nécessité de mettre en œuvre des réponses adaptées.
- Des aménagements de stockage et d'infiltration des eaux de pluie (bassins de rétention, noues, fossés,...) sont prévus dans les secteurs les plus sensibles. L'imperméabilisation des sols sur les parcelles peut faire l'objet de prescriptions particulières en fonction de la sensibilité des sites avec mise en place de dispositifs imposés à la parcelle ou dans le cadre d'Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP).

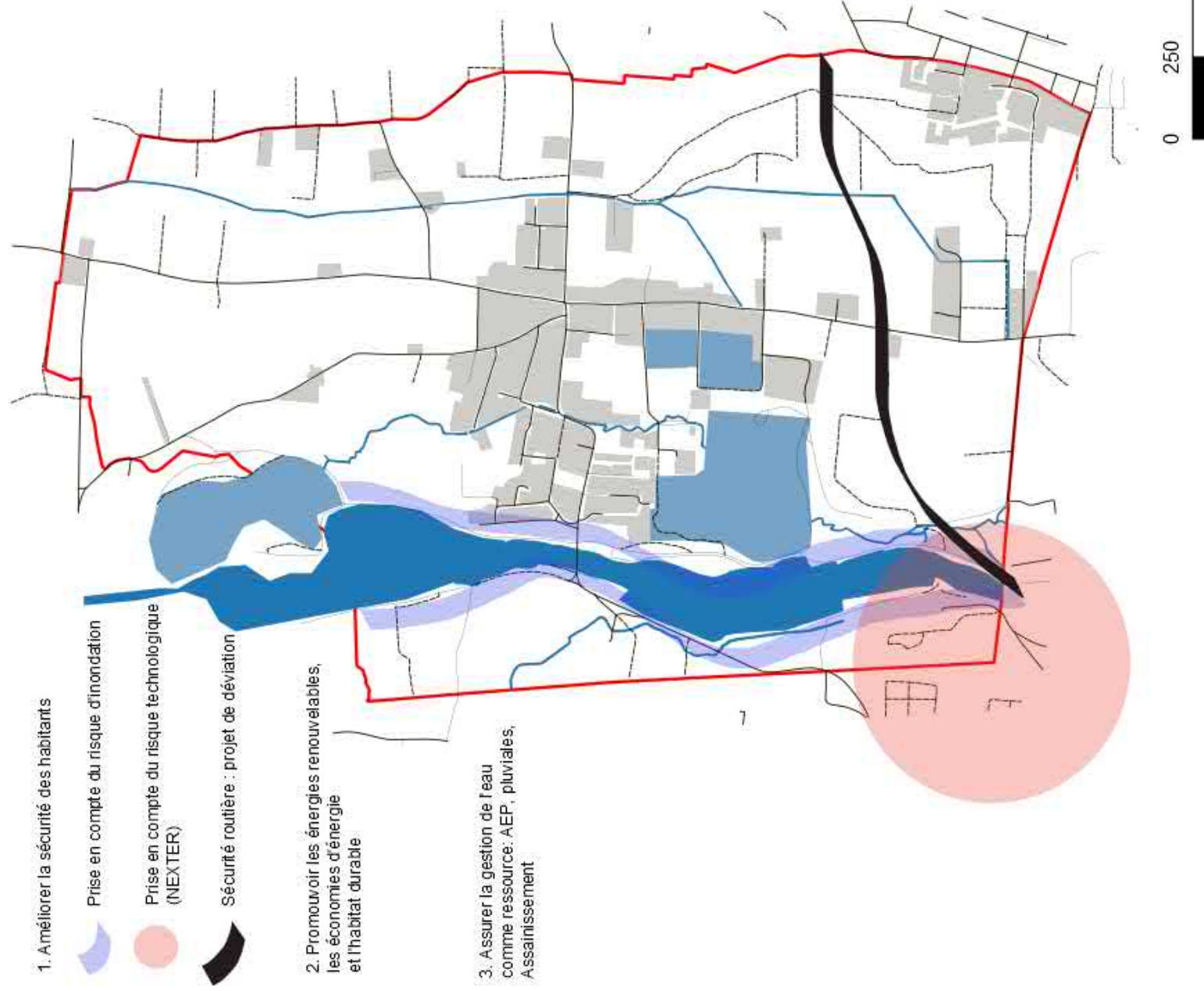
Eaux usées

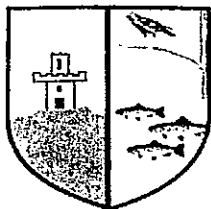
- A court et moyen terme, le développement urbain est conditionné à la possibilité de mettre en place un mode d'assainissement compatible avec les caractéristiques du milieu (nature des sols et présence d'écoulements permanents), afin que l'urbanisation ne génère ni risque sanitaire, ni impact sur la richesse des milieux.
- A long terme, la commune mènera une réflexion pour la mise en place d'un assainissement collectif.

AXE 4

PADD de Bours

Axe 4: Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et la prise en compte des risques





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 9 Décembre 2014

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES
COMMUNE DE BOURS

Date de la convocation : 02/12/2014
Nombre de conseillers en exercice : 15
Présents : 13
Votants : 14

OF

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre, le Conseil Municipal de la commune, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mr Marc GARROCQ, Maire.

Présents : GARROCQ Marc – GAROBY Daniel – LAMERE Nathalie – FRANCOIS Jean-Paul – GRASPAIL Jean – PEYREGNE Emmanuelle – NEBOUT Annick – BAECKE Stéphanie – DUZER Jean-Michel – DONADELLO Sylvie – BONNET Christophe - DURAND Richard – SOLANET Bernard

Par procuration : BASSI Alain à GARROCQ Marc

Absents excusés TOROND Pierre

Mme BAECKE Stéphanie a été désignée en qualité de secrétaire (art. L.2121-15 du CGCT)

Objet : ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET MODALITES DE CONCERTATION

Monsieur le maire rappelle que le Plan d'Occupation des Sols (POS) a été approuvé par délibération en date du 30 mai 1984.

Vu la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000,
Vu la loi UH (Urbanisme Habitat) du 2 juillet 2003 et la loi Grenelle II du 12 juillet 2010

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L123-6 et suivants, et R 123-15 et suivants,
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L123-1 et suivants et R 123-1 et suivants,
Vu l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,

Monsieur le maire explique que la loi ALUR (loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme un urbanisme rénové) a modifié l'article 123-19 du Code de l'Urbanisme. En conséquence le POS communal deviendra caduc au 31/12/2015 sauf si la commune décide de sa mise en révision.

Il précise que le PLU doit être compatible avec les Lois en vigueur aussi il est nécessaire de prescrire l'élaboration du PLU en engageant une procédure de révision du POS. Ceci permettra de prendre en compte les évolutions de la commune en matière d'habitat, de transport et au niveau des zones d'activités économiques.

Considérant que l'élaboration d'un PLU est nécessaire afin de doter la commune de règles d'urbanisme adaptées en mettant en œuvre un projet d'aménagement et de développement durable (PADD),

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès de l'autorité administrative qui en est l'auteur ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification, étant précisé que la présentation d'un recours administratif préalable proroge le délai de recours contentieux (article R421-5 du Code de la Justice Administrative).

Après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

Article 1 : décide de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en engageant la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (POS).

Article 2 : décide de fixer les objectifs de l'élaboration du PLU comme suit :

- redéfinir les zones Urbanisées, afin de tenir compte de l'évolution des besoins en matière de logement et les délimitations des zones d'activités,
- améliorer les liaisons entre les différents secteurs communaux, et le secteur de loisirs le long de l'Adour,
- améliorer le maillage des rues et favoriser les modes de déplacement doux, en cohérence avec le plan de déplacement urbain élaboré à l'échelle de l'agglomération,
- valoriser le centre-ville, la zone de promenade autour du lac et les quartiers par une cohérence architecturale et paysagère,
- rééquilibrer l'offre de logements et favoriser la mixité urbaine,
- définir les types d'habitat à privilégier pour densifier le bâti et renforcer sa continuité, dans les dents creuses et les zones dévolues à l'urbanisation.

Article 3 : décide de fixer les modalités de concertation comme suit :

- publication d'articles dans la presse locale et insertion d'articles dans le bulletin municipal ainsi que sur le site internet de la commune,
- dossier explicatif présentant les éléments du diagnostic et les enjeux communaux tenu à la disposition du public à l'accueil de la mairie,
- organisation de réunions publiques annoncées par voie de presse.

Article 4 : décide

- de demander l'association des services de l'Etat à l'élaboration du projet de PLU conformément à l'article L 123-7 du code de l'urbanisme,
- de solliciter la mise à disposition des services extérieurs de l'Etat conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme,
- de solliciter, en vertu de ce même article, une dotation de l'Etat permettant de compenser les dépenses engagées selon les conditions définies aux articles L 1614-1 et L 1614-3 du code général des collectivités territoriales.

Article 5 : autorise monsieur le maire à signer tous les actes y afférents.

Article 6 : précise que la présente délibération sera transmise à Madame la Préfète et notifier aux présidents du Conseil régional, du Conseil Général, du Grand Tarbes, du Syndicat Mixte du SCOT de Tarbes-Ossun-Lourdes, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture et aux maires des Communes limitrophes. Cette délibération sera afficher en mainie durant un mois, publiée au registre des délibérations et fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré à Bours, les jour, mois et an que dessus

Pour extrait conforme

Le Maire,

Marc GARROCCO



Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès de l'autorité administrative qui en est l'auteur ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification, étant précisé que la présentation d'un recours administratif préalable proroge le délai de recours contentieux (article R421-5 du Code de la Justice Administrative).